

**ABD EL KRIM EL KHATTABI
ET LA LIBÉRATION DU MAGHREB
(1921-2021)**

**ABD EL KRIM EL KHATTABI
ET LA LIBÉRATION DU MAGHREB
(1921-2021)**

TABLE DES MATIÈRES

Anoual, l'épopée d'Al Khattabi – Mostafa Bouaziz	9
La figure d'Abdelkrim Al Khattabi à la hauteur de notre temps – María Rosa de Madariaga	15
L'Émir Abd El Krim Al Khattabi et l'union des peuples pour la libération du Maghreb – Daho Djerbal	25
Le processus du déclenchement de la deuxième phase de la guerre du Rif – Mohamed Kharchich	35
Abd El Krim et la libération du Maroc dans les années 1950 – Bernabé López García	49
Des histoires de petits riens. Les Algériens, des étrangers de contrebande – Noureddine Amara	75
Mohamed Ben Abd El Krim Al Khattabi Était-il contre l'indépendance du Maroc? – Mostafa Bouaziz	101
Annexes	105
Extraits bibliographiques	123
Repères chronologiques	127

ANOUAL, L'ÉPOPÉE D'AL KHATTABI¹

La révolution de Mohammed ben Abdelkrim Al Khattabi (1921-1926) n'avait pas de lendemain, mais elle a un avenir!

Mostafa Bouaziz*

Le Maroc célèbre chaque année la commémoration de la bataille d'Anoual où le 21 juillet 1921 un certain Mohammed ben Abdelkrim Al Khattabi, mettait en déroute la grande armée coloniale espagnole dirigée par le général Sylvestre. Ce fut le sentiment de désastre dans les milieux militaires et politiques espagnols. On se demandait comment une armée de métier de presque 20000 hommes, dirigée par un grand général, soit mise en déroute par des dizaines de campagnards sommairement équipés ? le choc était tel que le parlement espagnol dirigea une commission d'enquête et organisa des séances de débat. Du côté rifain c'est la gloire et la dignité retrouvée. C'est aussi l'émergence d'un héros à la stature internationale qui faisait son entrée dans l'histoire par la grande porte.

Comme toute célébration, celle de cette année a révélé, une fois encore, la différence de nature entre mémoire collective et mémoire historique². Une sorte de dialogue de sourds s'établissait entre historiens et membres de la famille Al Khattabi, entre activistes du Hirak³

* Professeur d'histoire à la faculté des Lettres et Sciences Humaine, Université Hassan II, Casablanca.

1. Texte rédigé en juillet 2001 et remanié en 2020.

2. Nora Pierre : Mémoire historique, in Encyclopédie « La nouvelle histoire ».

3. Le Hirak (Amussu en berbère) est un mouvement contestataire du Rif (nord du Maroc) déclenché octobre 2016. Il concerne principalement la population rifaine d'Al Hoceima, de Nador, de Targuist et de leurs régions, de la diaspora rifaine en Belgique, aux Pays-Bas et, à moindre échelle, certaines grandes villes du Maroc. Source, Wikipédia (NDLR).

et idéologues officiels. Le litige portait, il y a quelques années en ce qui me concerne, l'espace d'un colloque à Nador, sur l'évaluation de la contribution de feu Germain Ayache quant à la reconstruction historique de l'épopée rifaine⁴.

Ce litige n'est pas fortuit. Il est né de la rencontre de deux évolutions positives, l'une au sein de la recherche en sciences sociales au Maroc, l'autre concernant l'appropriation collective de l'histoire du pays. Si aujourd'hui les événements du Rif du début des années vingt sont généralement connus, et que Mohammed ben Abdelkrim Al Khattabi se présente aux Marocains comme l'un de leurs plus grands héros, il n'en demeure pas moins que cette reconnaissance nationale est tardive, et reste encore partielle. Il y a vingt ans, ben Abdelkrim n'avait dans la mémoire collective qu'une présence fantomatique, alors que déjà, en milieu scientifique, un colloque international lui avait été consacré⁵, et Germain Ayache présentait à la Sorbonne une monumentale thèse de doctorat d'État où le héros du Rif, sort du mythe pour s'ancrer dans la réalité historique. On comprend l'amertume des Rifains et, spécialement de la famille Abdelkrim Al Khattabi . Le préjudice historique qu'ils avaient subi était réparé, mais pas complètement. Jusqu'aux années quatre vingt dix du siècle dernier, le nom de Khattabi était banni de l'espace public. Aucune rue ne portait ce nom, aucun livre scolaire ne mentionnait ce personnage historique. Il est même arrivé qu'une personnalité comme Mohamed Bensaïd Aït Idder soit interpellée par le Ministre de l'intérieur parce que le portrait de Mohammed Ben Abdelkrim Al Khattabi figurait au dos d'un calendrier de l'année 1985, distribué massivement par la section de Fès du parti OADP que présidait Bensaïd. Depuis quelques gestes ont été fait de la part de l'Etat, mais des interdits demeurent. Il est du devoir des hommes au pouvoir de lever toute hypothèque pour que ce passé intègre naturellement la mémoire collective. Les canaux sont nombreux : l'école, les médias, le cinéma, l'institution Al Khattabi, interdite à ce jour, et le retour de la dépouille d'Al Khattabi à Ajdir, son lieu de naissance.

4. Cf. Ayache Germain, *La guerre du Rif*. Ouvrage publié par Evelyne-Myriam Ayache, Paris, L'Harmattan, 1996, 257 p. – in *Histoire et perspectives méditerranéennes* / dir. par Jean-Paul Chagnollaud. (NDLR).

5. Colloque international : *Abdelkrim Al Khattabi et la République du Rif*, Sous la direction de Charles-André Jukien et René Gallissot, éditions François Maspero, Paris, 1975.

L'évolution est donc positive, il n'y a qu'à voir les journaux nationaux du mois de juillet pour mesurer la distance parcourue au niveau des mentalités. Certes des résistances subsistent et expliquent les réactions excessives des rifains, c'est la première donnée. La deuxième réside dans l'appréciation scientifique de l'apport de Germain Ayache.

Cet historien marocain a consacré plus de trente ans à « décoloniser » les écrits sur l'histoire du Maroc, dont plus des deux tiers pour élaborer une construction crédible des événements du Rif. Nous disons bien construction, car le discours historique est une représentation du passé, pensée, et exposée par l'historien qui met en œuvre, pour cet objectif, sa culture et son savoir-faire méthodologique.

Germain Ayache avait le mérite de s'intéresser à ben Abdelkrim au moment où le sujet était presque tabou, Professeur à l'université marocaine, il n'a pas hésité à faire de la guerre du Rif l'objet principal de son activité de recherche. Sa thèse soutenue en 1978, n'a cessé d'être mise à jour pour inclure des faits nouveaux.

Le résultat ? Un premier ouvrage sur « l'origine de la guerre du Rif » coédité par la Sorbonne et la SMER en 1982, et un livre posthume sur « la guerre du Rif », non achevé, (l'auteur est décédé en Août 1990), publié par l'Harmattan en 1996⁶. Dans ces deux ouvrages, Ayache nous livre la version la plus élaborée de l'histoire de la guerre du Rif. Il y illustre avec brio « sa » méthodologie d'historien érudit qui privilégie le document écrit et use de la logique causale inscrite dans la courte durée. Le mérite de cette approche réside dans la constitution minutieuse du fait historique... mais seulement quand la documentation authentifiée le permet. Cette approche réduit le champ de l'histoire et ignore d'intéressantes problématiques, faute de documents écrits adéquats.

Aussi Germain Ayache, l'un des grands précurseurs de l'école historique marocaine, n'a pas échappé à la critique de ses pairs⁷

6. *Op.cit.*

7. Laroui Abdellah, L'histoire du Maghreb (Introduction de la version arabe du livre), Ed. Centre Culturel Arabe, Casablanca 1984.

Pascon Paul, L'écrit et le parlé, in Revue *Abhat* N° 3/1983, texte traduit en arabe par Mostafa Bouaziz. Hart David *Montgomery*, : Ayache et la guerre du Rif, in Revue *Abhat* N°3/1983

(Laroui, Pascon, Hart etc.). Mais le plus important est l'enrichissement qu'a apporté ce débat à l'histoire du Maroc.

Au contact des sciences sociales, les disciples de Germain Ayache qui encadrent les quatorze facultés des lettres du royaume, élargissent le champ de l'interrogation historique. Ils ne diffèrent plus sur la nécessité de traiter scientifiquement la « tradition orale », d'utiliser les techniques de l'enquête, ou de profiter de l'apport considérable de l'anthropologie historique. C'est là une évolution positive notable qui permet, voire même commande, d'évaluer l'historiographie marocaine. Ainsi l'apport de G. Ayache est réexaminé dans un mouvement d'ensemble qui caractérise la mutation en cours au sein de la recherche historique. Il n'en reste pas moins qu'en dépit des critiques méthodologiques qu'on peut lui avancer, la recherche de G. Ayache est d'une grande qualité. Elle est la toile de fond, et la référence principale quant aux événements du Rif.

Il va sans dire que l'histoire de la guerre du Rif n'est pas écrite définitivement. La révision perpétuelle est le propre du travail historique mais, à chaque époque, l'historiographie accumule des données qui ont plus de stabilité que d'autres, et surtout qui lui permettent de renouveler ses méthodes et ses problématiques.

Pour en revenir au litige de départ, G. Ayache a certes ignoré la « tradition orale ». Il considérait que la mémoire des acteurs est défaillante par nature. Seuls les documents écrits, au moment de l'événement ou juste après, sont des matériaux solides pour l'historien professionnel, et cela a limité ses problématiques. Il a relaté avec la précision d'un horloger le déroulement des batailles (Ouberrane, Icharibene, Elaroui, Anoual) c'est là son point fort. Il a décortiqué la naissance de la technique de la guérilla dans la guerre de libération. Il a montré comment un petit groupe d'hommes arrive, par sa détermination, l'effet de surprise, le harcèlement, et la parfaite connaissance du terrain à mettre en déroute une grande et redoutable armée. Germain Ayache a attribué la paternité de cette invention à Mohamed ben Abdelkrim al Khattabi, en faisant Mao Zedong, Hou Chi Min, et Guevara ses disciples, c'est son trait de génie. Il a montré la part du hasard et celle de la perspicacité dans la réussite du rifain, c'est sa thèse principale. Il a enfin affirmé que le héros d'Anoual

n'était pas présent à la première bataille importante, celle d'Ouberrane ; c'est pour le moment une réalité historique, mais c'est presque une « diffamation » du point de vue de la mémoire des rifains.

L'historien peut se tromper, même en se basant sur un document écrit. Mais il faut apporter la preuve de son erreur. Le Héros ne naît pas héros, il le devient. Le devenir en histoire n'est pas une fatalité, mais une possibilité que des conditions particulières favorisent. Il se peut que ben Abdelkrim ait assisté à la bataille d'Ouberrane, ce qui reste à prouver, mais même s'il en était absent, cela ne diminue en rien son statut de héros hors pairs.

Le décalage entre mémoire historique et mémoire collective, permet de mesurer, la capacité qu'a une société à porter un regard critique sur son passé, ses fantasmes, ses tabous, et en réalité sur son présent qui, comme le dit si bien Saint Augustin, a plusieurs dimensions, « le présent des choses passées, le présent des choses présentes, et le présent des choses futures »⁸. Ainsi, la révolution de Mohammed ben Abdelkrim Al Khattabi, qui a été réduite en 1926 et son héros exilé, n'avait pas de lendemain, mais elle a un avenir.

8. Saint Augustin : cité par Jacques Le Goff, in « Histoire et Mémoire », tome 1, éditions du Seuil, Paris 1977.

Bien que le caïd Haddou ben Hammou ne saurait être considéré comme un personnage de premier plan dans l'histoire du Rif, il n'a pour autant moins joué un rôle important dans les événements qui eurent lieu lors de la guerre de libération menée par Abd el-Krim et Khutabi tout d'abord contre l'Espagne, puis contre l'Espagne et la France ensemble, dans les années vingt du siècle dernier.

Rifain de naissance, quoique Algérien d'adoption, Haddou ben Hammou tout en étant un « acteur secondaire » sur la scène rifaine, a suscité notre intérêt en tant que personnage d'une grande complexité, partagé entre son adhésion à la cause du Rif et ses intérêts personnels. Il faisait partie de cette catégorie d'êtres humains nés dans une période trouble, ébranlée par les révoltes et les persécutions, les dévastations et les famines, où le seul moyen de survivre pour les plus faibles et les gens du commun était de se mettre sous l'aile protectrice des plus forts. C'est ainsi que la famille du caïd Haddou ben Hammou avait trouvé protection en Algérie, à Port-Say, tout près de la frontière algéro-marocaine, aux côtés de la famille Say. C'est à Port Say que des dizaines de Rifains, originaires de la tribu de Beqloïoua, secourus en 1898 par les troupes du sultan sous le commandement du caïd Bouchara El Boughadi, suivirent la demande des puissances européennes d'imposer un dur châtiment aux gens de cette tribu, accusés de mener des activités de piraterie contre les bateaux européens, avaient trouvé refuge et cherché à faire fortune, tout en gardant de liens étroits avec les membres de leurs familles restés sur le sol natal.

AVENTURES ET MÉSAVENTURES DU CAÏD HADDOU BEN HAMMOU

Maria Rosa de Madariaga

AVENTURES ET MÉSAVENTURES DU CAÏD HADDOU BEN HAMMOU

1921 - 2021
de la Fondation « Rifain »
de la Casa de Estudios de Ceuta



LA FIGURE D'ABDELKRIM AL KHATTABI À LA HAUTEUR DE NOTRE TEMPS

María Rosa de Madariaga*

Un enfant, que l'on prénomma Mohamed, mais qui sera mondialement connu sous le nom de son père Abdelkrim, naquit vers 1882 à Ajdir, un village surplombant la baie d'Alhoceïma, sur la côte méditerranéenne du Maroc, situé dans le territoire des Aït Youssef Ou 'Ali, une des cinq fractions ou clans des Beni Ouriaghel, la tribu la plus étendue et la plus peuplée du Rif central.

Abdelkrim n'est pas issu d'une famille de chérifs (*Chorfa*), c'est-à-dire de descendants du Prophète ou considérés comme tels, ni de marabouts ou de saints hommes (*awliya as-salihin*), mais de ce que l'on pouvait appeler « une élite intellectuelle », par le niveau d'études et de connaissances très au dessus de la majorité des Rifains, ce qui lui vaut le titre de *faqih* qui lui conférait un grand prestige et une immense autorité morale au sein de sa communauté. Le faqih Abdelkrim était très attaché à l'éducation, qu'il considérait essentielle pour élever le niveau culturel de son peuple. Contrairement à beaucoup de ses contributeurs, en particulier ceux des « fractions de la montagne », hostiles aux relations avec les chrétiens ou les Européens en général, le faqih Abdelkrim pensait qu'une aide extérieure était nécessaire pour faire sortir son peuple de son retard et le faire accéder au progrès.

*. María Rosa Madariaga (de), Universitaire espagnole, spécialiste des relations hispano-marocaines. Docteur en Histoire à l'Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne). Aujourd'hui en retraite, elle a été pendant des années fonctionnaire internationale à l'UNESCO, notamment au Secteur de la Culture. Elle est l'auteur de plusieurs ouvrages dont : *Abd-el-Krim el Jatabi, La lucha por la independencia*, Alianza Editorial, Madrid, 2009 / *Marruecos, ese gran desconocido. Breve historia del Protectorado español*. Alianza Editorial Madrid, 2013 / *Historia de Marruecos*, Los Libros de la Catarata, Madrid, 2017.

Le faqih Abdelkrim estimait que la Conférence d'Algésiras de 1906 qui reconnaissait la souveraineté du sultan, assignait à l'Espagne un rôle prépondérant dans la zone septentrionale du Maroc. De ce fait, l'Espagne pourrait apporter une importante contribution économique et technique pour le progrès du Rif, d'autant que l'Espagne, affaiblie par ses défaites coloniales de 1898 en Amérique – Cuba, Porto Rico – et en Asie – îles Philippines –, n'était pas en mesure de se lancer dans de nouvelles aventures coloniales. Mais, en tant que puissance européenne, celle-ci possédait la capacité nécessaire pour contribuer à la transformation et la modernisation des structures archaïques du Maroc. C'est dans cet esprit que le faqih Abdelkrim prit l'importante décision de collaborer avec l'Espagne.

Tout d'abord il envoie son fils Mohamed à Fès suivre une solide formation juridique islamique. Celui-ci y reste deux ans, de 1902 à 1904, à la prestigieuse université Al-Qarawiyyîn. Puis, il l'envoie à Melilla où Mohamed va enseigner de 1907 à 1913 l'arabe et le Coran dans une école primaire (*al-madrasat al-ibtida'iyyat al-islâmiyya*) que les Espagnols venaient d'ouvrir pour les fils de Marocains établis dans la ville. Croyant fermement, tout comme son père, aux bénéfices de l'éducation pour émanciper son peuple, il va assurer la tâche d'enseignant avec enthousiasme et dévouement, comme il l'expliquera lui-même plus tard dans ce que l'on a convenu d'appeler *Mémoire de la Réunion*.¹

Outre son activité d'enseignant, Mohamed ben Abdelkrim se consacre également au journalisme. Il rédige de 1907 à 1915 une chronique quotidienne en arabe, en première page du *Telegrama del Rif*, dans laquelle il aborde plusieurs sujets d'actualité. Cette expérience de journaliste lui permet de compléter sa formation politique et d'avoir une perspective plus large de la situation internationale.

La formation de Mohamed ben Abdelkrim sera marquée par une énorme curiosité intellectuelle qui le pousse à vouloir être informé de tout ce qui survient en Europe et dans le monde. Il est abonné à de nombreux journaux et magazines, et il en reçoit d'autres envoyés par des amis. Quand les troupes de la Légion envahirent Ajdir le

1. Abdelkrim Al Khattabi, *Mémoire de la Réunion*, édition bilingue arabe-français (traduction française de Thami Azzemouri), p. 42 du texte français

2 Octobre 1925, elles trouveront dans la maison d'Abdelkrim, avant de la raser et l'incendier, six cents livres espagnols.

En juin 1910, Mohamed ben Abdelkrim est nommé secrétaire-interprète du Bureau des Affaires Indigènes ; en 1913, cadi de ce Bureau et quelques mois plus tard premier juge (*qâdi al qudat*) de Melilla. Il quitte alors son poste d'enseignant de ce qu'on appelait l'École Indigène, ne pouvant faire face à tant d'occupations à la fois. C'est au cours de cette période que Mohamed ben Abdelkrim reçoit divers honneurs en récompense de ses services : en janvier 1912, il est nommé chevalier de l'Ordre d'Isabelle la Catholique ; en mars de la même année, il est décoré de la Croix de Première Classe du Mérite Militaire, avec badge blanc ; en mars 1913 il reçoit la Croix de Première Classe du Mérite Militaire, avec badge rouge, et en octobre de la même année, la Médaille d'Afrique lui est octroyée.

La collaboration avec la famille Al Khattabi, commencée avant 1912, s'est ainsi poursuivie après la signature du Traité de 1912.

La Première Guerre Mondiale vient bouleverser entièrement la situation. L'incertitude quant à l'avenir de la zone du Protectorat dans le cas d'une défaite de la France dans la guerre va mener à un changement d'attitude du faqih Abdelkrim et de son fils Mohamed envers l'Espagne. Sans la combattre, ils n'étaient plus disposés à lui prêter leur appui comme auparavant. L'entrée de la Turquie dans la guerre aux côtés de l'Allemagne le 31 octobre 1914 fut un événement important. L'hostilité envers la France, qui occupait la plus grande partie du Maroc, suscitait, par ricochet, des sympathies envers l'Allemagne, même si cette dernière, en tant que puissance européenne après tout, pouvait aspirer à remplacer la France au Maroc, si jamais la France était un jour vaincue. Par contre, la Turquie était un État islamique auquel tous les musulmans se devaient d'appuyer dans sa lutte contre la France qui opprimait le Maroc.

L'appui du faqih Al Khattabi à la cause germano-turque ne passa pas inaperçu des autorités du Rocher d'Alhoceïma, qui vont dénoncer à Melilla son comportement. Dans le but de connaître quelles étaient ses intentions et celles de son fils, elles dépêchent à Melilla le capitaine Sist, chef du Bureau des Affaires Indigènes d'Alhoceïma pour qu'il interroge personnellement le cadi Abdelkrim. Les déclai-

rations qu'il fit à Sist ont été considérées comme très dangereuses car, tout en admettant l'occupation par l'Espagne des territoires déjà conquis, il affirmait son intention de s'opposer à l'avance des troupes espagnoles et à l'occupation des territoires qui faisaient partie de la zone du Protectorat attribuée à l'Espagne. Ses paroles sur « l'indépendance du Rif » non occupé et sa volonté de s'opposer à l'occupation de Beni Ouriaghel avaient de quoi inquiéter. Elles constituent ce que j'ai appelé « le premier manifeste anticolonial d'Abdelkrim »².

Le haut commissaire, général Gómez Jordana, décide alors de démettre le cadi Abdelkrim de toutes ses fonctions et, le 6 septembre 1915, il fut jeté en prison. Les charges contre le cadi Abdelkrim, lors des poursuites engagées à son encontre, étaient surtout basées sur le rapport du capitaine Sist, même si le juge d'instruction déclarait le 5 novembre que, puisque les accusations contre l'inculpé étaient basées sur des informations fournies par des personnes hostiles au père et fils, il n'y avait pas de délit et l'on pouvait interrompre la procédure. L'auditeur militaire confirmait le verdict du juge instructeur, mais il émettait dans le rapport son avis sur les idées politiques de Mohamed ben Abdelkrim. Tout en les considérant comme dangereuses, il ne pensait qu'elles pouvaient être qualifiées de délit, et donc sanctionnées. Puisqu'il n'avait pas été déclaré coupable, on s'attendait à sa mise en liberté, mais les autorités espagnoles en décidèrent autrement. Par décision du haut commissaire Gómez Jordana, Mohamed ben Abdelkrim est maintenu en prison. C'était une décision dictée par des raisons politiques. Elle visait à obliger son père à apporter de nouveau sa collaboration aux autorités espagnoles. On peut donc considérer que Mohamed ben Abdelkrim a été détenu comme un otage. Il va rester en prison jusqu'à la fin juillet 1916, date à laquelle les autorités espagnoles décident sa mise en liberté, après que le père eut promis de retirer son appui à la cause germano-turque et de collaborer à nouveau avec l'Espagne.

Mohamed ben Abdelkrim n'a cependant été rétabli dans ses fonctions de cadi qu'en avril 1917. C'est également à cette même année que les autorités espagnoles décident de financer les études de

2. Archivo General Militar de Madrid (AGMM), Documentos de Abdelkrim, legajo 2, carpeta 10, Boîte 1531.

son petit frère, M'hamed, qui s'est rendu à Madrid en octobre 1917 pour préparer son entrée à l'École Supérieure d'Ingénieurs des Mines.

Des doutes sur « l'action civilisatrice » de l'Espagne au Maroc firent peu à peu leur chemin dans l'esprit du faqih Abdelkrim Al Khattabi et de son fils Mohamed. Ils voient bien comment l'argent est gaspillé sans obtenir des bénéfices concrets en raison d'une mauvaise gouvernance, de l'ignorance du pays et de la corruption qui ronge l'appareil administratif. L'Espagne n'était pas capable de remplir une quelconque fonction « civilisatrice » ; pas de construction d'écoles, d'hôpitaux ni de routes, alors que les militaires gouvernaient et administraient directement les tribus, poursuivant leurs plans de conquête de tout le territoire insoumis. Le faqih Abdelkrim pensait que la collaboration avec l'Espagne lui avait apporté plus de malheurs et de souffrances que des avantages. L'Espagne avait prévu à plusieurs reprises un débarquement de ses troupes à la baie d'Alhoceïma, opération pour laquelle elle comptait sur l'aide inestimable du faqih Abdelkrim Al Khattabi . Or, ce débarquement n'eut pas lieu et la famille Al Khattabi fut victime de représailles des résistants qui brûlèrent leur maison et détruisirent leurs récoltes.

Eu égard à la situation créée, le faqih Abdelkrim va prendre la décision d'appeler ses enfants à ses côtés pour qu'ils soient en sécurité. L'aîné, Mohamed, c'est-à-dire, notre Abdelkrim, quitte définitivement Melilla en décembre 1918 pour rejoindre son père à Ajdir, alors que son petit frère, M'hamed, abandonne Madrid en janvier 1919. Une fois ses deux enfants auprès de lui, le faqih Abdelkrim décide de retirer son appui à l'Espagne, mais sans la combattre. Ils allaient tous rester à Ajdir jusqu'au printemps 1920, date à laquelle ils vont rejoindre la harka de Tafersit qui combattait les Espagnols.

Ces événements avaient lieu plus ou moins en même temps que l'offensive militaire lancée par le général Fernández Silvestre après sa nomination au poste de commandant militaire de Melilla en février 1920. Au début d'août de cette même année le père tombait malade et décédait peu de temps après avoir été ramené à Ajdir. Avec sa mort, la harka de Tafersit disparaissait pratiquement « faute de combattants ». Plus tard, le cadî Abdelkrim va lui-même former

une nouvelle harka, dont il ne tarde pas à être le chef indiscutable. Ses efforts sont dorénavant dirigés vers la réalisation de l'unité des tribus face à l'agression coloniale en promouvant le sentiment d'appartenance à une nation, et la nécessité de cette dernière de se gouverner par elle-même. En dépit des apparences, son mouvement n'est pourtant pas sécessionniste dans son rapport au Maroc. Si le sultan s'était adressé à tous les Marocains pour lutter contre l'invasion étrangère, il n'y aurait pas eu de conflit avec le Rif. L'opposition du Rif au sultan n'avait d'autre cause que la soumission de ce dernier à l'occupant, Pour Mohamed ben Abdelkrim, l'État rifain constituait une première étape vers la libération de l'ensemble du Maroc. Il espérait que le mouvement s'étendrait aux autres régions, qui finiront elles aussi par se soulever contre l'occupation étrangère.

Nous connaissons la suite des événements. Les Espagnols n'avaient plus en face d'eux des résistants disposés à défendre uniquement leur territoire tribal, mais de groupes de combattants bien organisés, déterminés à s'opposer à l'avance des troupes espagnoles non seulement pour défendre le territoire de leur tribu, mais le restant de la zone non occupée. Petit à petit les postes militaires vont tomber l'un après l'autre. Tout d'abord ce fut Dahar Abarran le 1^{er} juin 1921, prélude d'Igueriben et d'Anoual, le 22 juillet de la même année. La chute de Dahar Abarran va donner aux Rifains leurs premiers canons. Puis, tous les postes militaires s'écrouleront l'un après l'autre comme un château de cartes. Le mouvement de la résistance s'étend bientôt à l'ouest, à Ghomara, puis à Jibala. Il ne reconnaît plus comme chef que Mohamed ben Abdelkrim. Le pas suivant qui va être franchi sera l'organisation du territoire et la désignation de caïds et d'autres fonctionnaires civils et militaires, afin de jeter les bases d'un nouvel État, ou plus exactement d'un embryon d'État, puisque les circonstances allaient empêcher son plein développement. Même si les Espagnols récupèrent une partie du territoire perdu dans la zone orientale proche à Melilla, l'État rifain parvient à englober une grande partie de la zone du Protectorat espagnol, particulièrement après que le général-dictateur Primo de Rivera eut décidé en 1924 le repli des postes militaires en-deçà d'une ligne qui portait son nom, soit « la ligne Primo de Rivera ».

En attendant d'avoir son gouvernement bien établi sur la partie du Protectorat attribuée à l'Espagne, Mohamed ben Abdelkrim ne souhaitait nullement un affrontement avec les Français, à qu'il envoyait des messages conciliateurs, cherchant leur neutralité dans le conflit. Il fallait éviter avoir deux fronts ouverts à la fois contre deux puissances européennes, mais le choc va devenir inévitable lorsque Abdelkrim se trouvera devant le problème de répondre à l'appel des fractions de la tribu de Beni Zeroual qui lui demandaient son aide. Cette tribu, très peuplée, située dans la région limitrophe entre les deux zones, dont les limites n'étaient pas bien définies dans les traités, était considérée par les Français comme faisant partie de sa zone, et toute intervention dans le territoire des Beni Zeroual serait donc vue par ces derniers comme une attaque contre eux. Dès ce moment, le conflit se répand à la zone française. Même si le maréchal Lyautey, opposé à une extension du conflit, souhaitait que l'affrontement reste circonscrit à la tribu des Beni Zeroual, il était soumis à des pressions de plus en plus importantes l'obligeant à pencher en faveur d'une coopération militaire avec l'Espagne pour en finir avec Abdelkrim. Le mouvement de libération lancé par l'émir était perçu comme un danger pour la présence française non seulement au Maroc, mais aussi dans toute l'Afrique du Nord.

À la conférence de Madrid, en juin-juillet 1925, les deux pays sont parvenus à un accord de collaboration pour intervenir dans le Rif. Le débarquement d'Alhoceïma avait lieu le 8 septembre 1925, et le 2 octobre les troupes espagnoles envahissaient Ajdir, capitale de l'État rifain. Alors que les Espagnols occupaient la côte et avançaient vers l'intérieur, les Français avançaient vers le Nord avec l'intention de resserrer l'étau autour des Rifains, les prenant en tenaille. Mohamed ben Abdelkrim résisterait encore huit mois, mais la disproportion de moyens était telle qu'il finirait par se rendre. La guerre du Rif fut particulièrement cruelle. Outre les bombes explosives et incendiaires, l'armée espagnole alla jusqu'à l'utilisation des gaz toxiques.

Pour éviter de souffrances à son peuple, affaibli par la famine après des années de mauvaises récoltes causées par la sécheresse, et démoralisé par les bombardements incessants, Mohamed ben Abdelkrim finirait par se soumettre. Le 27 mai 1926 il se rendit aux Français.

Après un séjour de quelques mois à Fès, les Français décidaient de l'envoyer en exil à l'île de la Réunion, dans l'Océan Indien, où il arrivait avec sa famille début octobre. Malgré les nombreuses demandes qu'il adressa au gouvernement français pour qu'on lui permette d'habiter dans un lieu plus proche à sa terre natale, soit dans la zone du Protectorat français, soit en Algérie, le gouvernement français préféra le maintenir éloigné du Maroc jusqu'en 1947, où il décida enfin de le ramener dans le sud de la France. Ce fut alors que profitant d'une escale du bateau à Port Saïd. Pressé par les nationalistes marocains qui étaient montés à bord pour le saluer, il décida de descendre à terre et de demander l'asile politique au gouvernement égyptien. Les nationalistes marocains pensaient, peut-être à juste titre, que les Français se proposaient de l'utiliser pour neutraliser la figure du sultan, chaque fois plus populaire après son discours d'avril 1947 à Tanger. Dans ce discours, contrairement à l'attitude complaisante qu'il avait maintenue jusqu'alors envers le colonialisme français, il déclarait son adhésion à la cause de l'indépendance du Maroc, en parfait accord avec les revendications du Parti de l'Istiqlal, c'est-à-dire du Parti de l'Indépendance.

Pendant son exil au Caire, Mohamed ben Abdelkrim va développer une intense activité. Sur le plan intellectuel, il écrit des articles dans de nombreux journaux et revues sur des sujets ayant trait tant au Maroc qu'aux autres pays et mouvements de libération luttant contre le colonialisme. Sur le plan politique, il allait s'engager à fond dans la lutte pour l'indépendance des pays du Maghreb. Après la fondation en décembre 1947 du Comité de Libération du Maghreb Arabe, il fut nommé président, son frère M'hamed, vice-président, et Habib Bourguiba, le dirigeant du Néo-Destour tunisien, secrétaire. Sa présence dans ce Comité fit cependant polémique du fait de ses désaccords et divergences avec les leaders nationalistes marocains, notamment le leader de l'Istiqlal, Allal El Fassi. Pour Mohamed ben Abdelkrim l'indépendance du Maroc était indissociable de l'indépendance de deux autres pays du Maghreb, soit la Tunisie et l'Algérie. Ses relations avec Mohamed V furent moyennement correctes, tandis qu'avec son fils et héritier, Hassan II, ce ne fut pas pareil. Malgré toutes les tentatives pour qu'il retourne au Maroc, il n'a jamais voulu le faire. Il est mort le 6 février 1963, au lendemain de la naissance de l'Algérie indépendante.

La lettre que Mohamed ben Abdelkrim adressa « aux nations civilisées » le 6 septembre 1922 exprime à la fois l'admiration et la révolte qui l'inspiraient. Il les enjoint « d'agir pour le bien-être de l'humanité entière, indépendamment de toute religion ou de toute croyance ». Il est temps que l'Europe qui a proclamé au XX^e siècle sa volonté de défendre la civilisation et d'élever l'humanité, fasse passer ces nobles principes du domaine de la théorie à celui de la pratique ». Cette lettre est celle d'un homme qui croit au progrès et à la liberté. Pour lui la paix et le respect des droits de l'homme dépendent de l'adhésion de ces « nations civilisées » aux principes qu'elles ont elles-mêmes énoncés.

Le mouvement de résistance de Mohamed ben Abdelkrim représente, au premier quart du XX^e siècle, le couronnement des mouvements antérieurs de résistance à l'occupation étrangère. Il n'est pas seulement une lutte contre l'envahisseur "chrétien" comme les mouvements précédents, mais il les dépasse en quelque sorte car c'est aussi une lutte contre l'exploitation des richesses du pays par les Européens et une pensée qui, par-dessus l'idée de tribu, incorpore l'idée de "nation".

On le doit certes aux capacités exceptionnelles d'organisation et de commandement de Mohamed ben Abdelkrim, mais aussi à un moment historique qui rendait les conditions propices à son éclosion. Après la Première Guerre Mondiale, l'impérialisme européen est devenu plus agressif, et plus violent. La résistance traditionnelle rifaine aux tentatives d'occupation militaire s'inscrit dans cette nouvelle réalité, et les tribus du Rif trouvent chez Mohamed ben Abdelkrim un chef capable d'interpréter leurs aspirations. Précurseur de ce que seront les mouvements de libération nationale après la Deuxième Guerre Mondiale, Mohamed ben Abdelkrim déclarera à un journaliste : « Je suis venu trop tôt ! »³. On peut dire, en effet, qu'il fut en avance sur son temps, mais son échec devint le ferment de l'indépendance future des peuples colonisés, de la rive sud de la Méditerranée et même d'autres continents.

3. Interview d'Abdelkrim dans la revue *Al-Manar*, n° 27. 1926-1927, pp. 630-634.

Bibliographie

- *Abdelkrim et la République du Rif*, 1976, Actes du colloque international d'Études historiques et sociologiques, 28-20 janvier 1973, Paris, Maspero.

- AYACHE, Germain, *Les origines de la guerre du Rif*, Publications de la Sorbonne/SMER, Paris/Rabat, 1981.

- DAOUD, Zakia, 1999, *Abdelkrim : une épopée d'or et de sang*, Paris 2010, Séguier.

- KHATTABI, Mohamed ben Abdelkrim, (El), 2017, *Mémoire de la Réunion* (texte bilingue arabe-français. Traduction française de l'original arabe de Thami Azzemouri). Présentation de René Gallissot et María Rosa de Madariaga, pour la version française ; présentation de Abdelmajid Azzouzi, Mohamed Ounia, Abdelhamid Raïss y Jamal Amezian, pour la version arabe, Éditions Bouregreg, Rabat.

- MADARIAGA, María Rosa de *Abdelkrim el Jatabi. La lucha por la independencia*, Alianza Editorial, Madrid, 2009.

- PENNELL, C.R., *A country with a Government and a Flag. The Rif War in Morocco. 1921-1926*, Middle East & North African Studies Press Ltd, Wisbech (Royaume Uni) / Boulder (Colorado, USA).

L'ÉMIR ABD EL KRIM AL KHATTABI ET L'UNION DES PEUPLES POUR LA LIBÉRATION DU MAGHREB

MISE EN CONTEXTE DANS UNE PERSPECTIVE
DE MOYENNE DURÉE (1921-1954)

Daho Djerbal*

Il n'y a pas une histoire, mais deux histoires. Tout au long du XIX^e siècle, un fait récurrent s'impose : le temps des conquêtes impériales et coloniales est aussi celui des multiples résistances des peuples. Au début du XX^e siècle, celles-ci quittent petit à petit les limites du territoire de « la tribu » ou même de « la confédération de tribus », celles des royaumes et des régences, pour se constituer en mouvements « nationaux » ou transnationaux.

Les peuples coloniaux se mettent alors à élargir leurs horizons. Ils sortent petit à petit de leur mode de production et de représentation tributaires, de leurs résistances paysannes à caractère local, pour s'inscrire dans de nouveaux dispositifs d'alliance transrégionaux. Les déplacements de populations dus à la Première Guerre Mondiale (mobilisation des sujets coloniaux dans les troupes occidentales, développement du capitalisme agraire avec sa variante coloniale, émigration de la main d'œuvre indigène vers les métropoles) ont accéléré la prise de conscience de soi et radicalisé les revendications pour la liberté et l'indépendance des pays colonisés. Les luttes de ces peuples prennent alors de nouveaux contenus et s'organisent à une nouvelle échelle. Elles épousent dans un premier temps

*. Maître de conférences en histoire contemporaine, Université d'Alger 2.

les ensembles régionaux et les démarcations idéologiques imposés par les puissances impérialistes.

Les premières tentatives d'alliance des peuples d'Afrique du Nord contre l'occupant

Une lecture attentive de l'historiographie contemporaine des pays du Maghreb montre que les résistances à l'occupation coloniale française ou espagnole ne se sont pas cantonnées à l'intérieur des frontières ni des partages territoriaux établis par les puissances occupantes. De part et d'autres des frontières algéro-marocaines comme des frontières algéro-tunisiennes, des solidarités séculaires n'ont jamais cessé de se manifester entre populations apparentées. Comme durant tout le XIX^e siècle, tout au long du XX^e siècle, les diverses résistances ont trouvé de part et d'autre de ces lignes de démarcation, des sanctuaires et aussi des bases arrières pour reconstituer leurs forces et poursuivre le combat libérateur. Mais il faut relever que les autorités coloniales se sont aussi appuyées, de part et d'autres de ces frontières, sur des troupes auxiliaires autochtones et des actes d'allégeance pour mener leurs conquêtes ici ou là.

L'épisode de la guerre du Rif et le parti pris de l'émir Abd el Krim al Khattabi de faire appel en août 1925 à la solidarité des peuples frères d'Algérie et de Tunisie, n'est pas un fait dû au hasard. Une série d'événements répertoriés par l'historiographie maghrébine laisse à penser qu'une solidarité active des communautés frontalières existe de longue date. La rencontre « fortuite » du petit-fils de l'émir Abd el Kader et de son oncle l'émir Abd el Malek dans la Chaouiya marocaine en est un des éléments probants.

En 1907, le régiment de spahis auquel est affecté l'émir Khaled¹, petit-fils de l'émir Abd el Kader, est envoyé en expédition militaire dite de pacification de la Chaouiya au Maroc².

1. Khaled El Hassani Ben el Hachemi dit Emir Khaled, petit-fils de l'émir Abdelkader, officier de l'armée coloniale française, sorti avec le grade de lieutenant de l'Académie militaire de Saint Cyr, il quitte sa tenue d'officier et revêt le vêtement traditionnel de ses grands parents pour appeler à la résistance. Il a marqué par sa forte personnalité le mouvement dit des Jeunes Algériens entre 1912 et 1923.

2. Voir à ce propos Charles-Robert Ageron, Enquête sur les origines du nationalisme Algérie, *Revue des Monde Musulmans et de la Méditerranée*, 1966, p.9-49.

Vu ses faits d'arme, il est promu au grade de capitaine « au titre indigène ». Mais, lors de cette campagne militaire, il rencontre son oncle, l'émir Abd el Malek, qui prêchait le *jihad* et avait pris la tête du soulèvement des populations de tout l'est marocain, de Tetouan à Marrakech, contre le sultan Abd el Hafid³. Cette rencontre et sa prise de parti pour le sultan Abd el Aziz, adversaire des Français, lui vaut l'hostilité du général Lyautey et son rappel en Algérie.

En 1921, à la tête des insurgés rifains, Abdelkrim al Khattabi fait subir lors de la bataille d'Anoual (juillet 1921) la plus cuisante défaite aux troupes espagnoles d'occupation du Nord marocain⁴.

En 1925, alors que la résistance à l'occupation franco-espagnole tire à sa fin dans le Rif marocain, l'émir Abd el Krim al Khattabi appelle au *jihad* les peuples algérien et tunisien⁵. Il les exhorte à constituer un front commun des peuples musulmans d'Afrique du Nord contre l'impérialisme français⁶. Dans cet appel à la lutte, on relève déjà les notions modernes de peuple, d'indépendance, et les références plus anciennes à la « *Umma al islamiya* » et au *jihad*.

Le dirigeant de la République du Rif (fondée en 1923) s'insurge non seulement contre la monarchie marocaine qu'il considère comme inféodée aux puissances étrangères (le roi du Maroc Abd el Hafid est appelé « le sultan des Français »), mais aussi contre l'impérialisme français qui impose son Protectorat au Maroc. Il cherche donc des alliances auprès des peuples frères d'Algérie et de Tunisie ainsi qu'auprès de la *Umma al islamiya*. Au même moment, dans le Hedjaz, Ibn Sa'ud l'emporte sur ses adversaires conservateurs et fonde le Royaume d'Arabie Saoudite reposant sur la doctrine wahabite.

Invité par les autorités politiques et religieuses du monde musulman, Abd el Krim al Khattabi tente de passer outre l'interdit opposé par les autorités françaises d'occupation à sa participation

3. Cf. Othman Bennani, L'émir Abdelmalek à travers les archives de Vincennes, Revue *Amel*.

4. Voir dans ce numéro l'article de Mostafa Bouaziz, Anoual, l'épopée d'Al Khattabi (NDLR).

5. Voir copie du texte original en Annexe.

6. Appel de Mohamed Ben Abd el Krim al Khattabi aux peuples algérien et tunisien, Août 1925, Archives d'Aix en Provence, 142H9. Texte en arabe repris par Mohamed Guenaneche et Mahfoud Kaddache in L'Etoile Nord Africaine (1926-1937), OPU, Alger 1984, p.67; Cf. document en Annexe.

aux Congrès Musulmans du Caire (1925) et de la Mecque (1926)⁷. Faute de pouvoir y aller en personne, il se fait représenter pour le premier congrès par les cheikhs qui président les associations des oulémas d'El Azhar et du Caire. Tout comme l'émir Khaled dans le précédent Congrès musulmans d'Alexandrie (1923)⁸, l'émir Abd el Krim, représentant de la lutte contre l'impérialisme français, trouve un écho politique auprès des masses populaires tout autant que des élites religieuses au Moyen Orient.

Une lecture attentive de ces appels et de la recherche d'une solidarité plus large des peuples d'Orient doit être abordée de manière diachronique pour ne pas céder aux interprétations trop dogmatiques ou aux patriotismes partisans.

La question de l'équivoque entre politique et religieux, est elle aussi, appelée à être interrogée pour une lecture critique de l'histoire des peuples du Maghreb⁹.

L'option politique révolutionnaire de l'Etoile Nord Africaine

En juin 1926, alors même que la guerre du Rif prend fin avec la défaite de la résistance et la déportation d'Abd el Krim al Khattabi, l'Etoile Nord Africaine naît à Paris sous le nom d'Association pour la défense des intérêts des musulmans algériens, tunisiens et marocains, *Section de l'Union Inter-Coloniale*. Ainsi, la première organisation à caractère politique unissant des représentants de l'Afrique du Nord, se constitue à l'initiative du Parti communiste français et sous l'égide de la IIIe Internationale. Cette coloration national-bolchéviste s'exprime pleinement en 1927 lors du Congrès de Bruxelles¹⁰ avec

7. Cremadellis Jacques, La France, Abd-el-Krim et le problème du Khalifat. Remarques à propos de quelques archives inédites, in *Cahiers de la Méditerranée*, 1973/6, pp. 48-77.

8. En 1923, excédé par les appels de l'émir Khaled à l'union des Algériens et sa revendication du droit à l'autodétermination, après plusieurs assignations à résidence dans des localités du centre et de l'est du pays, le Gouverneur Général Théodore Steeg décide de sa déportation à Alexandrie. Il est alors plébiscité par le Congrès musulman d'Alexandrie comme le représentant du peuple algérien en lutte.

9. Cremadellis Jacques, Solidarité musulmane strictement religieuse ou solidarité politique des nations dominées et des masses populaires ?. *op.cit.* p. 60.

10. Congrès fondateur de la Ligue contre l'impérialisme et l'oppression coloniale, tenu à Bruxelles le 10 février 1927 en présence de 175 délégués dont 107 viennent de 37 pays coloniaux. Y prennent part Jawaharlal Nehru, Ho Chi Minh, le Sud-Africain Gumene, l'Antillais Bloncour, Lamine Senghor (président du comité de défense de la race nègre). Y sont aussi présents Albert Einstein, des socialistes de gauche, des représentants de ligues des droits de l'homme européens.

le discours prononcé par Chadly Kheirallah (au nom du peuple tunisien) et de Messali Hadj (au nom du peuple algérien) qui réclame l'indépendance totale de l'Algérie, un Parlement algérien et le retour de la terre aux paysans qui en ont été dépossédés.

Depuis lors, les distances se creusent entre les nationalistes algériens et les communistes français pour lesquels la révolution socialiste en France doit primer sur les indépendances des colonies. La réponse de Messali Hadj aux critiques et aux pressions du parti communiste français est alors sans ambiguïté : « Coopérer sans être assujetti ».

Comme le souligne H. Elsenhans, le caractère identitaire de la résistance prend une dimension importante. « Il faut décider combien de l'identité on doit garder pour pouvoir parer à l'agression de l'extérieur »¹¹.

À la volonté de tutelle de l'occident, y compris à celle des grands frères communistes, se dresse l'affirmation des identités culturelles et religieuses venues d'Orient.

De l'Afrique Française du Nord (AFN) au Maghreb arabe

L'Afrique du Nord dont les limites culturelles, linguistiques et civilisationnelles ne peuvent se réduire aux frontières imposées par les puissances impériales d'occident, partage depuis des siècles une histoire commune avec l'Orient arabe et musulman. Dès le début du XX^e siècle, c'est du Proche et Moyen Orient que viennent les courants politiques et religieux prônant l'émancipation des peuples et la modernisation des esprits. C'est bien d'Égypte et du Hedjaz que parviennent les idées réformistes religieuses, des pays du Croissant fertile la rénovation de la langue arabe et l'idée de la « Nation arabe », de Turquie le mouvement moderniste « Jeune Turc » qui se répand en Tunisie et en Algérie en mouvements novateurs « Jeune Tunisien » et « Jeune Algérien »¹².

Cf. Fredrik Petersson, La Ligue anti-impérialiste : un espace transnational restreint, 1927-1937, traduit de l'anglais par François Bouillot in *Monde(s)* 2016/2 N 10, pages 129 à 150.

11. Elsenhans H., La place de la guerre d'Algérie dans l'histoire mondiale, in *NAQD* Hors Série 4, p.6.
12. Pour plus de détails voir Jean-François Legrain, L'idée de califat universel et de congrès islamique face à la revendication de souveraineté nationale et aux menaces d'écrasement de l'empire ottoman.

À propos du *Traité sur le califat* de Rachîd Ridâ, <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00120036/document>.

L'échec de l'alliance des peuples coloniaux avec les partis libéraux occidentaux et l'internationalisme prolétarien va pousser les nationalistes d'Afrique du Nord à se tourner vers les regroupements régionaux à caractère identitaire et culturel. Le 12 septembre 1935, sous la direction de Chakib Arslan, se réunit à Genève¹³ le Congrès musulman d'Europe. Plus de 70 délégués y prennent part. Ils représentent les musulmans d'Asie et d'Afrique (Algérie, Tunisie, Egypte, Syrie, Liban, Irak, Iran, Indes, Afghanistan) et les musulmans résidant en Europe ou ressortissants d'Etats européens (Yougoslavie, Albanie, Turquie, Autriche, Hongrie, Pologne, Hollande, Italie, Grand Bretagne, Suisse). Le thème principal de ce Congrès est de trouver, après la chute du *khalifa*, une nouvelle voie pour l'unité du monde arabe et musulman.

Avec ce Congrès de 1935, se profile l'alliance des peuples d'Afrique et d'Asie.

Dès lors, la reconfiguration des partages territoriaux, des luttes et des alliances contre la domination impériale ne se fait plus seulement à partir des idéologies occidentales capitalistes libérales ou socialo-communistes, mais à partir de référents identitaires linguistiques et religieux anti-impérialistes.

Après la Seconde Guerre Mondiale, au Moyen Orient comme en Afrique du Nord, la notion de Maghreb arabe l'emporte dans le discours dominant. L'appellation d'Afrique française du Nord (AFN) ou même celle d'Afrique du Nord du premier nationalisme indépendantiste des années 1920-1930 est contestée. Le Maghreb arabe entre alors dans le cadre de la constitution de la Ligue arabe¹⁴ comme prolongement à venir de ce qui devait constituer une union des Etats arabes. Cela se fait dans le contexte des nouveaux partages imposés par les puissances occidentales au Moyen Orient et dans celui de la création en 1947, sur les terres de Palestine, de l'Etat

13. Chakib Arslan (1869-1946) est un Druze originaire du Liban, surnommé *amir al-bayān*. Historien, homme politique, poète et écrivain influent durant cette première moitié du XX^e siècle. Célèbre nationaliste arabe, il fonde le périodique *La Nation Arabe* qui influença beaucoup de dirigeants nationalistes arabes, en particulier les indépendantistes maghrébins dont Messali Hadj.

14. Ligue des Etats arabes, fondée au Caire le 22 mars 1945 par sept pays arabes (Egypte, Arabie Saoudite, Irak, Syrie, Liban, Jordanie, Yémen du Nord). L'association vise à affirmer l'unité de la « nation » arabe et l'indépendance de chacun de ses membres.

juif d'Israël¹⁵. Dès lors, du point de vue sémantique, on relève un glissement de la notion de peuple arabe vers celle d'Etats arabes.

Abd el Krim al Khattabi le Bureau du Maghreb arabe, les prémices et l'aboutissement des Armées de libération du Maghreb

Tout au long des années 1930, Mohammed Hassan El Ouazzani, Ahmed Balafrej, Mohammed et Allal El Fassi (Maroc), Chedly Kheyrallah, Ahmed Ben Miled et Habib Bourguiba (Tunisie) rencontrent les dirigeants de l'Etoile Nord Africaine (devenue en 1937 Parti du Peuple Algérien). Ils se concertent sur la ligne générale du mouvement vis-à-vis du colonialisme français. Au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, les nationalistes marocains, algériens et tunisiens se retrouvent au Caire où se tient le 1^{er} congrès du Maghreb arabe (15 au 22 février 1947). C'est de cette rencontre que naît le Bureau du Maghreb arabe¹⁶ dont la mission sera de coordonner l'action politique des différents partis nationalistes maghrébins.

Dans la capitale égyptienne, en raison même de l'échec des partis politiques sur la question des voies et moyens de la libération, la ligne radicale du recours à la lutte armée prônée par Abd el Krim al Khattabi l'emporte sur la ligne modérée gradualiste et réformiste des partis politiques dominants. En janvier 1948, un « Comité de libération du Maghreb arabe » est créé sous son égide. La question centrale devient alors celle de la coordination des partisans pour un déclenchement concerté de la lutte armée sur l'ensemble de l'Afrique du Nord. Faisant suite à un autre accord non abouti conclu en 1951 entre les représentants de l'Istiqlal marocain, du Néo-Destour tunisien et du M.T.L.D. algérien, une Charte d'union des commandos nord-africains aurait même été signée le 29 mai 1954 au Caire.

Nous retrouverons les embryons de ce déclenchement coordonné des luttes armées discuté et planifié par Abd el Krim et ses partisans

15. Pour rappel, le Comité de libération du Maghreb arabe dirigé par Abd el Krim al Khattabi envoie plus de 400 hommes formés en unités de commandos lutter aux côtés de Palestiniens. Cf. El Hachemi Taud, Les origines de la coordination. Témoignage d'un des fondateurs, in L'armée de libération du Maghreb (1948-1955), ss. dir. Daho Djerbal, Fondation Mohamed Boudiaf, 2004, p. 16 version arabe.

16. Chadly el Mekki, membre de la direction du PPA-MTLD y représente la section algérienne.

dès avant le 1^{er} novembre 1954, puis après le début du soulèvement armé algérien dans l'appui logistique et politique de l'ALM et de l'ALT¹⁷.

La ligne radicale du recours à la lutte armée l'emporte dans la capitale égyptienne au point qu'une année plus tard, en janvier 1948, un "Comité de libération du Maghreb arabe" est créé sous l'égide de l'Emir Abdelkrim al Khattabi. La question centrale devient alors celle de la coordination des différents partis nationalistes du Maghreb pour un déclenchement concerté de la lutte armée sur l'ensemble de l'Afrique du Nord. Une Charte d'union des commandos nord-africains aurait même été signée le 29 mai 1954 au Caire, faisant suite à un autre accord secret conclu en 1951 entre les représentants de l'Istiqlal, du Néo-Destour et ceux du M.T.L.D.

En 1951, une autre conjonction s'établit lorsque, pour les soustraire aux arrestations, la direction du M.T.L.D envoie les responsables de l'O.S. au Caire où ils constituent la première Délégation extérieure du parti. On y retrouve Ait Ahmed, Mohammed Khider et Ahmed Ben Bella. Ainsi, les représentants de la voie insurrectionnelle vont vivre des années cruciales dans la proximité immédiate du comité de libération du Maghreb arabe. C'est là que, par l'intermédiaire d'Ahmed Ben Bella en particulier, s'établissent des alliances et se met en place un axe Maghreb-Machrek dont le pivot semble se trouver dans la capitale égyptienne.

Dés 1954, et même avant cette date, se cristallise sur le terrain de l'action armée une alliance de fait qui matérialise très probablement une sorte d'union des commandos nord-africains dont le principe aurait été acquis comme nous le disions plus haut, le 29 mai 1954 au Caire.

Lorsque, au début des années cinquante, les dirigeants du P.P.A-M.T.L.D, et surtout ceux de l'Organisation Spéciale, cherchent des appuis logistiques et des filières pour le passage des armes, c'est auprès des insurgés du Sud tunisien qu'ils vont les trouver.

17. Voir à ce propos *L'armée de libération du Maghreb (1948-1955)*, ss. dir. Daho Djerbal, Fondation Mohamed Boudiaf, 2004.

Cette proximité entre les militants nationalistes des Aurès, des Nememchas, ceux de l'Oued Souf et les partisans de Salah Benyoucef dans le Sud tunisien n'est pas seulement une pure coïncidence sémantique ou géographique.

Des faits et témoignages viennent à l'appui de cette hypothèse, mais ils restent rares et partiels sinon laconiques. Nous savons par exemple que, dans le Sud tunisien, dès les premiers mois de l'insurrection, l'ALN algérienne apporte son aide à Lazhar Cheriet et à Tahar Lassoued pour l'organisation des unités de l'ALT (armée de libération de Tunisie)¹⁸. De leur côté, les partisans de Salah Ben Youssef apportent une aide directe aux djounouds algériens.

Tout porte à croire que l'alliance des unités de l'ALN et de l'ALT sur le terrain s'inscrit dans le cadre d'un projet de soulèvement général de l'Afrique du Nord.

Pour confirmer cette hypothèse, à l'Ouest, la 5^{ème} zone (Oranie) dirigée par Larbi Ben M'hidi installe ses quartiers à Nador, dans le Rif marocain, où se trouvent les camps de l'armée de libération du Maroc (ALM). Un des chefs de cette armée, le colonel Ben Miloudi remet gracieusement aux combattants algériens le camp de Khemisset¹⁹. C'est là que sont repris par Aberkane et le Docteur Khatib les projets d'une armée de libération de l'Afrique du Nord.

À l'idéal d'une unité du Maghreb fondée sur une alliance politique des partis Istiqlal, M.T.L.D. et Néo-Destour, se substitue sur le terrain une autre unité maghrébine reposant sur la conjonction des armées de libération des trois pays du Maghreb : ALM, ALN, ALT.

Face à la solution politique négociée prévoyant une indépendance par étapes d'un Maghreb tourné vers l'Occident, se dresse alors l'alternative d'une indépendance conquise par les armes avec pour objectif, l'édification d'un Maghreb arabe libéré de la domination étrangère tel que l'avait rêvé l'émir Abd el Krim al Khattabi.

18. Témoignage d'Ahmed Mahsas représentant politico-militaire du FLN auprès des autorités tunisiennes en 1955-1956.

19. Ali Haroun. La 7e wilaya. La guerre du F.L.N. en France. Paris. Le Seuil.1986. p.42.

LE PROCESSUS DU DÉCLENCHEMENT DE LA DEUXIÈME PHASE DE LA GUERRE DU RIF : LE CONFLIT FRANCO-RIFAIN

Mohamed Kharchich*

Il est certain que la guerre franco-rifaine déclenchée le 13 Avril 1925 fut l'aboutissement d'un processus qui commença dès 1921. L'évolution de la situation depuis cette date nous montre d'une manière claire les causes qui ont débouché sur l'explosion d'une situation qui ne cessait de s'aggraver au fil des années, notamment après l'avance française de mai 1924. La revendication de la tribu Beni Zeroual par les deux protagonistes, en l'occurrence les dirigeants français et rifains, empêchait tout règlement pacifique du problème d'autant plus que les deux parties étaient conscientes de l'importance politico-stratégique et économique de cette tribu.

La version officielle rifaine, formulée par Azerkane dans ses mémoires, se résume ainsi : les responsables rifains étaient obligés d'intervenir après les agissements intenses des autorités françaises dans la tribu Beni Zeroual surtout par le biais de leur « serviteur » le Sharîf Derqawi. Celui-ci pratiquait une politique de terreur et de répression envers tous les sympathisants du mouvement rifain ; il envoyait des lettres aux notables de nombreuses tribus, les incitant ainsi à se retourner contre les Rifains et à se rallier aux Français¹. Mais ces derniers ne tardèrent pas, selon un émissaire d'Abdelkrim², à envoyer des lettres au leader rifain pour lui apporter leur soutien. Après quoi,

*. Professeur d'histoire à la Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Université de Tétouan, Maroc.

1. Azerkane, *Addil alwarif fi moharabat arrif* – bibliothèque Dawdiya – Tétouan p141.

2. Ali Khamlich, un Rifain qui résidait à Tanger et qui servait d'émissaire pour Abdelkrim.

celui-ci ordonna à ses harkât d'occuper la tribu Beni Zeroual pour châtier le Sharif.

L'envoyé d'Abdelkrim, Haddou Ben Hammou, avait auparavant fait savoir à Gabrielli que les Rifains ne pouvaient en aucun cas accepter une nouvelle avance française dans la tribu Beni Zeroual, du moins avant de régler le problème des frontières entre les deux zones.

La situation s'aggrava de plus en plus après le rejet par la Résidence générale de la proposition rifaine concernant la délimitation des frontières. En outre, les autorités françaises étaient incapables de s'attaquer au prestige et à l'influence d'Abdelkrim ainsi qu'au « danger croissant que présente l'extension de la principauté rifaine »³. Les Rifains avaient bien compris la tactique française qui visait à les mettre devant « le fait accompli ». Cette politique avait donné ses fruits le 27 mai 1924 avec le succès quasi-total de l'avance française sur la rive droite de l'Ouergha. Mais, cette fois les Rifains prirent l'initiative d'occuper l'intégralité du territoire de la tribu Beni Zeroual.

C'est dans ce contexte que le 12 avril 1925, trois harkât rifaines se massent à la limite de la tribu pour déclencher leur offensive sur les Beni Zeroual et sur Amjot, la localité du Sharif Derqawi.

L'avance sur la rive droite de l'Ouergha, un projet longtemps reporté

Assurément, malgré le déclenchement de la guerre hispano-rifaine en 1921, le front nord (la vallée de l'Ouergha) était considéré jusqu'en 1923 comme un front passif. Cependant, avant que le maréchal Lyautey⁴ ne décide au début de l'année 1924 le franchissement de l'Ouergha, ce front avait déjà fait l'objet de nombreuses correspondances entre la résidence générale et le Quai d'Orsay.

Dès que les Rifains avaient commencé leurs contacts avec les tribus riveraines de l'Ouergha, et dès les premiers affrontements entre les harkât rifaines et les hommes d'Abdelmalek et d'Amar

1. Robert Montagne. « Abdelkrim ». *Revue politique étrangère*, pp.301-324, juillet 1947, pp. 309-310.

4. Hubert Lyautey, (1854-1934). Officier pendant les guerres de conquête coloniale. En 1912 premier résident général du protectorat français au Maroc. Ministre de la guerre lors de la Première Guerre Mondiale, puis maréchal de France en 1921. (NDLR).

d'Hamidou, le ministre des affaires étrangères tint à préciser au maréchal Lyautey, et ce en réponse à une lettre de celui-ci qui soulevait ce problème, que le gouvernement ne pourrait en aucun cas renoncer à la possession des tribus de la rive droite de l'Ouergha, « qui font nettement partie de la zone confiée à la France par les traités et pour lesquelles ils n'admettaient aucune contestation ».

Entre la bataille d'Anoual (juillet 1921) et l'occupation par la France des points stratégiques dans la vallée de l'Ouergha (mai 1924), la situation dans la région avait connu une évolution considérable. C'est là que résident selon nous les causes de l'éclatement du conflit mais aussi les faits qui ont retardé jusqu'au 27 mai 1924 l'avance française.

Les projets prioritaires de la France et la réduction des effectifs militaires

Il est vrai que la position du gouvernement français était claire concernant son droit sur les tribus de la rive droite de l'Ouergha. Mais, entre 1921 et 1923, il ne pouvait procéder à une telle occupation, notamment à cause de l'engagement de la quasi-totalité des forces du Protectorat dans la "pacification" d'autres régions, dont la région de Taza et Ouezzan.

C'est pour cela que le ministre des affaires étrangères ordonne au Maréchal Lyautey d'entrer en pourparlers avec Abdelkrim pour lui faire comprendre que son intérêt final est d'éviter tout conflit avec la France.⁵

Il ne faut pas oublier d'ajouter à cela la baisse des crédits et des effectifs militaires décidée entre 1921 et 1925 par le gouvernement français en raison des charges budgétaires ainsi que la détermination de Lyautey lui-même à ne pas s'engager dans « le guépier rifain ».

Certes, cette réduction décidée par les autorités métropolitaines était subie plutôt que voulue par le maréchal Lyautey qui sera obligé de préparer les opérations de l'Ouergha sur ces nouveaux faits. Mais, il fallait avant tout achever la "pacification" de la tâche de Taza et de la région d'Ouezzan.

5. Archives des affaires étrangères (Quai d'Orsay) Paris, AAE 477 Dépêche n° 208-209. Paris 22 juillet 1922. Du Ministre des affaires étrangères au Maréchal Lyautey.

L'échec de l'action politique française et la mise en œuvre du projet d'occupation

Dès le début de l'année 1924, la situation entre les deux zones (française et espagnole) avait pris un tournant grave et décisif.

Amar Hamidou et le caïd Medbouh, les "alliés" de la France, subirent un échec flagrant face aux combattants rifains, ce qui les obligea à se réfugier dans la zone française. La conséquence immédiate en fut la mainmise d'Abdelkrim chez les Marnissa et les Gzenaia.

A l'ouest, si les Beni Zeroual « sous le commandement » du Sharîf Derqawi résistaient aux diverses tentatives d'Abdelkrim, la tribu des Beni Ahmed limitrophe (au nord) s'était par contre ralliée à la résistance rifaine.

Entre 1922 et 1924, l'action qui constituait la pierre angulaire de la politique française dans le front nord ne suffisait plus à garantir la présence de la France dans cette région et la sauvegarde de ses intérêts politico-stratégiques.

Cette vérité établie va pousser le maréchal Lyautey à mettre au point le plan d'occupation de la rive droite de l'Ouergha qui avait été reporté à maintes reprises du fait d'autres projets prioritaires, dont le contrôle de la tâche de Taza où les Français avaient engagé des moyens militaires considérables sans parvenir à la réduire entièrement.

On peut dire que l'occupation des points stratégiques de la vallée de l'Ouergha devint en 1924 une nécessité pour le maréchal Lyautey. Il voyait en effet avec inquiétude la cote d'Abdelkrim monter parmi les tribus de l'Ouergha, et jusque chez celles qui étaient soumises à l'autorité de la France⁶.

Depuis lors, il n'a de cesse d'attirer l'attention du gouvernement sur la gravité de la situation et les mesures qu'il comptait prendre pour contrecarrer « la propagande nationaliste et xénophobe » qui s'était accentuée depuis des mois et qui pouvait compromettre tout le travail accompli par la France depuis des années⁷.

6. AAE 479 n° 53, Bulletin périodique. Rabat 19 janvier 1924. Du résident général au Quai d'Orsay.

7. AAE 479 n° 70. Rabat, 28 Janvier 1924. Du maréchal Lyautey au Quai d'Orsay.

Le 13 février 1924, dans un rapport adressé au Quai d'Orsay, Lyautey avait mis l'accent sur le prestige d'Abdelkrim dans toute la vallée de l'Ouergha, surtout après la défaite infligée aux hommes d'Amar d'Hamidou (Marnissa) et du caïd Medbouh (Gzenaia) par les hârkat rifaines. Il conclut alors : « *Notre situation restera des plus délicates (...) tant que nous ne tiendrons pas les hauteurs de la rive du moyen Ouergha au débouché de cette rivière, dans la région qui avoisine notre poste actuel de Mediouna, un barrage qui empêche les hordes rifaines de descendre dans la direction de Fès et menacer cette capitale religieuse du Maroc...* »⁸.

Cette conclusion de Lyautey montre bien qu'il prévoyait déjà une attaque rifaine contre la ville de Fès. Par conséquent, sa préoccupation ne se limitait guère à la seule région de l'Ouergha, parce que l'évolution avait pris un tour qui n'était pas prévu du fait de la soumission des tribus riveraines à Abdelkrim. Celui-ci les avait réorganisées et avait nommé à leur tête des caïds. De telles mesures pouvaient atténuer les rivalités qui existaient et conduire à une cohésion effective et à un « sentiment d'autonomie ». Ces initiatives ne pouvaient que compliquer la tâche des autorités françaises, d'autant que les contacts d'Abdelkrim avec les « dissidents » de la tâche de Taza allaient en s'intensifiant. Ce qui a fini par aboutir à l'arrêt « immédiat » de la soumission des tribus qui connaissait auparavant une « constante progression »⁹.

Aux yeux de Lyautey, Abdelkrim présentait un danger permanent pour la France, non seulement à cause de son incitation continue à la résistance des tribus jusqu'alors fidèlement soumises, mais aussi parce le rôle de champion de l'indépendance et de l'Islam dans le Rif qu'il jouait ne faisait que renforcer son prestige¹⁰.

Pour régler ce problème qui menaçait non seulement les intérêts français dans les tribus de l'Ouergha mais aussi la sécurité et la stabilité de toute la zone française, les autorités vont opter pour l'occupation dans le plus bref délai des points stratégiques. Ils comptaient ainsi se mettre à l'abri d'une éventuelle offensive des harkât rifaines

8. AAE 479. Rabat, 13 février 1924. Du Maréchal Lyautey au ministre des affaires étrangères. P.160.

9. AAE 479 n° 135. Rabat, 17 mars 1924. De la Résidence générale au ministre des affaires étrangères.

10. AAE 479. Rabat, le 13 février 1924 p.160.

sur le « Maroc français » et redonner confiance à « leurs agents » déçus après l'échec flagrant qu'Abdelkrim leur avait infligé¹¹.

Dans le bulletin périodique adressé au président du conseil le 27 février 1924, le commissaire résident général insiste beaucoup sur l'influence prépondérante d'Abdelkrim sur les tribus riveraines et la pression de celui-ci qui devenait de plus en plus vive sur ces dernières.

On notera la visite marquante de Lyautey à la ville de Fès afin d'examiner sur place la question et prendre les mesures nécessaires devant la gravité de la situation.¹² après quoi, il indique qu'il ne saurait retarder davantage le moment d'exercer sur le front de l'Ouergha les droits incontestables que lui donnent les traités¹³.

Le 27 mars 1924, Si Seddik Elkhamlichi¹⁴ quitte la ville de Fès en direction d'Ajdir pour expliquer au leader rifain l'intention des Français d'occuper certains postes relevant de la zone accordée à ces derniers par les traités internationaux.

La réponse des responsables rifains à l'émissaire des autorités françaises était claire et précise : les Français doivent se rendre compte que les dirigeants rifains ont toujours cherché à bâtir des liens étroits et des relations privilégiées avec eux, basées sur le respect et l'estime mutuels. Pour cela, il était indispensable d'entamer de sérieux pourparlers¹⁵.

Au mois d'avril, de violents combats éclatent entre les forces d'Abdelkrim et les hommes d'Abderrahmane Derqawi, le fidèle « serviteur » de la France. Celui-ci avait organisé une résistance contre Abdelkrim qui s'apprêtait, selon Lyautey, à lever des contingents parmi les tribus pour faire face aux contre-attaques des forces espagnoles¹⁶.

11. « ... Tout retard nouveau aurait pour conséquence de laisser les tribus dont il s'agit, dans l'incertitude la plus complète sur nos intentions futures et cette incertitude finirait par les jeter dans les bras d'Abdelkrim. Plus tard, pour les conquérir, nous serions obligés à une action militaire beaucoup plus difficile qui exigerait beaucoup plus de moyens et de crédits et qui ne serait pas sans risque... » Archives du ministre de la guerre (château de Vincennes Paris) AMG 3H602. Lettre n° 532 datée à Fès, le 22 mars 1924. De Lyautey au président du Conseil, p.3.

12. AAE 480. Télégramme n° 135. Rabat 17 mars 1924. De Lyautey à Poincaré.

13. AMG 3H602. Lettre n° 532. Déjà cité, p2.

14. Un notable et commerçant de Fès « très honorablement connu d'Abdelkrim ». Cf, Hubert Jacques, *L'aventure rifaine et ses dessous politiques*. Ed. Bossard, Paris, P31.

15. L'émissaire des autorités françaises a été reçu par Abdeslam Al Khattabi (l'oncle d'Abdelkrim et ministre des finances...) et par M'hamed Al Khattabi (le frère d'Abdelkrim). *Idem*.

16. AAE 480. Bulletin périodique du 10 avril 1924, adressé du Maréchal Lyautey à Poincaré, pp. 3-6.

Pendant le déroulement des combats entre les harkât des deux parties, le notable fassi, sous les ordres des autorités françaises, va reprendre le chemin pour faire connaître aux Rifains la volonté des Français de recevoir un émissaire accrédité d'Abdelkrim¹⁷.

Le 9 mai, le délégué rifain, le caïd Ali Ben Haddou, connu sous le nom d'Allouche arrive à Fès chargé, par Abdelkrim, d'expliquer aux autorités françaises la position des Rifains à l'égard d'une éventuelle avance française :

Premièrement : avant d'entamer cette avance, les Rifains voulaient connaître avec précision les limites de la zone française.

Deuxièmement : s'il se révélait que les Rifains occupaient des territoires relevant de la zone française, ils pourraient les évacuer à condition que les autorités françaises leur accordent le temps nécessaire pour convaincre les tribus « en lançant une campagne de sensibilisation » dans les souks afin que tout le monde soit au courant et que cette évacuation s'effectue sans incident ainsi sans compromette le prestige du chef rifain¹⁸.

Après avoir entendu les explications fournies par les autorités françaises, Allouche regagna le Rif pour rapporter au leader rifain contenu de ses entretiens avec ces derniers.

Lorsqu'il retourna une deuxième fois à Fès, pour demander aux français, au nom du chef rifain, de reporter la date de leur avance sur la rive droite de l'Ouergha et leur affirmer que les Rifains ne formulaient aucune contestation concernant les frontières entre les deux zones après les éclaircissements français, l'avance française avait déjà eu lieu le 27 mai 1924 c'est à dire avant son arrivée à Fès.

Cependant, avant la mise en application de cette avance, Abdelkrim avait reçu des notables de deux tribus : Beni Ahmed et Beni Mestara qui vinrent manifester le désir des deux tribus respectives de se rallier à son autorité.

17. il quitta Fès le 25 avril pour une durée de 10 jours. Il était de retour à Fès le 5 mai 1924. « ... des combats acharnés se succèdent durant le 17 - 29 et 30 avril. Le 1^{er}, 4 et 9 mai. Les derniers engagements sont décisifs et les Rifains ont perdu une certaine de tués et un nombre triple de blessés ». Hubert Jacques : *op. cit.*, p. 34.

18. Azerkane, *op cit.*, pp. 130-131.

D'après Azerkane, Abdelkrim avait accepté de nommer un caïd chez les Beni Ahmed parce que ceux-ci faisaient partie de la zone espagnole; par contre, il avait expliqué aux notables des Beni Mestara qu'il ne pouvait procéder à une pareille nomination chez eux, du moins dans l'immédiat, parce que leur tribu relevait de la zone française¹⁹.

Les autorités françaises, quant à elles, n'attendaient que le moment opportun pour effectuer leur avance. Les deux mois (avril et mai 1924) connaissaient une intensification des combats hispano-rifains dans la zone orientale. Cette situation obligea Abdelkrim à rappeler les contingents se trouvant jusqu'alors en territoire Marnissa et Sanhadja.

Le Maréchal Lyautey résuma l'ampleur des combats engagés en disant : « ...Abdelkrim paraît sérieusement accroché pour le moment au front espagnol de Tafersit où malgré ses efforts, il ne remporte aucun avantage marqué »²⁰. La même chose pour les Espagnols qui ne pouvaient que « fermer les yeux » sur les actions françaises en bordure de la zone²¹.

En tout cas, au mois de mai 1924, toutes les conditions étaient réunies pour garantir le succès de cette opération, qui a été classée depuis des années pour les raisons qu'on a exposées, sans courir le risque d'avoir les Rifains en face, notamment, après le travail précieux effectuée par le Sharîf Derqawi.

Tout cela, nous pousse à croire que l'ouverture des Français envers les Rifains, l'envoi de leur émissaire à deux reprises dans le Rif et l'accueil « semi-officiel » réservé au délégué rifain à Fès, n'était qu'une tactique bien définie et préparée pour détourner l'attention des Rifains et les mettre en fin de compte devant le fait accompli ; C'est-à-dire l'occupation des points stratégiques sur la rive droite de l'Ouergha. Sinon, peut-on trouver une autre explication logique à l'avance des forces françaises pendant que des négociations venaient d'être entreprises sur ce point ?

19. Azerkane, *op. cit.* p.122. Abdelkrim avait nommé le Sharîf Sidi Mohamed Meslouhi El Bouhmidî Caïd sur les Beni Ahmed.

20. AAE 480 n° 170. Bulletin périodique du 10 avril adressé au Quai d'Orsay par le Maréchal Lyautey.

21. AMG 3H602 lettre n° 532, déjà citée, p.3.

Les autorités françaises comptaient sur la surprise et la rapidité des mouvements pour assurer le succès des opérations. Pour cela, elles effectuèrent une préparation préliminaire à l'arrière avant d'entreprendre l'avance sur l'Ouergha. Toutes les forces furent rassemblées à Ain Aicha sous les ordres du général de Chambrun²².

Parallèlement à cette préparation militaire, l'action politique fut intensifiée auprès des tribus de la rive droite de l'Ouergha pour les inciter et les convaincre à se soumettre au « Makhzen ».

En un mot, dans cette affaire, les autorités françaises ont su « montrer la force pour éviter de s'en servir » en choisissant le moment opportun pour entamer leur avance après une préparation minutieuse.

La question des Beni Zeroual et le déclenchement du conflit.

Depuis la fin du mois de mai 1924, c'est-à-dire l'occupation par la France des points stratégiques sur la rive droite de l'Ouergha, une nouvelle phase s'ouvrit : celle de l'alerte totale de la part des deux parties : Abdelkrim qui n'avait pas apprécié du tout le calendrier choisi par les Français pour effectuer leur avance, riposta par l'envoi d'une harka aux frontières entre Sanhadja de Srair et M'tioua sous les ordres du caïd Allouch El Ouriaghli²³.

D'autre part, les Français après le succès indiscutable de leur avance et l'occupation sans incident des points stratégiques, ne pouvaient – cette fois – permettre à Abdelkrim de consolider son autorité chez les Beni Zeroual le fief des Shurfa Derqawa, les fidèles amis de la France.

Parallèlement, Abdelkrim ordonna à son ministre de la défense en l'occurrence Ahmed Boudra d'établir un recensement de l'armement disponible dans le Rif et chez les Ghomara. Le nombre recensé s'était avéré insuffisant pour affronter un adversaire de taille comme la France.

Après quoi, il a été décidé de préparer des assauts sur les lignes militaires espagnoles afin de tenter de combler cette carence et satisfaire les besoins des combattants rifains pour affronter les forces coloniales.

22. AAE 479. Rabat le 26 janvier 1924. Du Maréchal Lyautey à diplomatie et guerre, p.45.

23. Azerkane, op. cit. p. 131.

Ces assauts avaient permis aux Rifains, selon Azerkane, de prendre possession d'un arsenal de guerre considérable après l'encerclement méthodique des casernes espagnoles²⁴.

La conséquence immédiate de l'avance française, fut le soulèvement de nombreuses tribus avoisinantes et en particulier les Gzenaia, les Senhadja de Srair, les M'tioua et les Beni Oulid. Cette situation déboucha sur des affrontements entre ces tribus insoumises, soutenues bien entendu par les harkat rifaines se trouvant sur place, et les forces françaises.

Des combats éclatèrent dès le mois de juin et s'intensifièrent pendant le mois de juillet et août²⁵. Mais, les deux parties ne voulaient pas une propagation du conflit.

L'importance politico-stratégique et économique de la tribu Beni Zeroual.

Il suffit de savoir la position géographique de cette tribu pour se rendre compte de son importance²⁶. Elle représentait un intérêt particulier aux yeux des autorités françaises. Avant tout ; celles-ci bénéficiaient du soutien de plus grand personnage influent dans le tribu le Sharîf Abderrahmane Derqawi²⁷. La fidélité de celui-ci s'était consolidée après le déclenchement de la guerre hispano-rifaine par l'opposition rigoureuse et acharnée de ce dernier aux tentatives consécutives des Rifains. Par ailleurs, l'achèvement de l'avance française au nord de l'Ouergha et l'occupation de quelques fractions des Beni Zeroual à partir du mois de septembre 1924 aboutirent

24. Les Rifains encerclaient les casernes de tous les côtés d'où ils pouvaient s'approvisionner. Un exemple cité par Azerkane nous montre l'efficacité de cette tactique, il concerne la grande caserne d'Afrao (dans la tribu des Beni Saïd) qu'un millier de *Mujâhidin* avait encerclée pour une vingtaine de jours, après quoi, les soldats commençaient à s'enfuir en laissant derrière eux un butin considérable en armes et des prisonniers bien entendu. Azerkane, *op. cit.*, p.117.

25. Hubert Jacques, *op cit.*, pp. 51-54.

26. Les tribus qui la confinent : à l'Ouest : Ghzaoua et Beni Mestara, à l'est : les M'tioua et Mezraoua A la frontière nord : Beni Ahmed, Béni Khaled et Senhaja de Srair, au sud : Béni Ouriaguel et Jaia.

27. A vrai dire, c'était son fils aîné, Mohamed, qui s'occupait de la mise en application de tous les projets négociés avec les Français, parce que son père était âgé et ne pouvait se déplacer régulièrement ; mais, c'était ce dernier qui assurait la continuité grâce à son prestige historique et son influence religieuse due aux activités de sa zaouïa d'Amjot et sa réputation grandiose parmi la population de la région.

à un ébranlement sensible de son autorité. La même personne qui, en 1920 arrivait à rassembler la quasi-totalité des notables de la tribu à « Kelaa de Sless » pour effectuer leur soumission aux autorités françaises²⁸, se retrouvait, à la fin de l'année 1924 et au début de 1925, dans une situation critique et radicalement différente à celle d'auparavant.

Un mouvement spontané éclata dans les diverses fractions comme signe de protestation contre les agissements français dans la tribu et pour dénoncer l'attitude défailante de Sharif²⁹.

La réaction française fut immédiate et brutale en installant des canons en direction des fractions citées ci-dessous pour les intimider sans toutefois, tenter de pousser l'avance. Car, « Les Béni Zeroual sont seuls, les Rifaines ont entamé une grande offensive sur le front espagnol et y engagent tous leurs effectifs³⁰. Le maintien des Beni Zeroual sous l'obédience française était indispensable pour le Protectorat français pour les raisons suivantes :

Primo : pour empêcher, la jonction de la résistance de l'ouest (Béni Mestara-Ghzaoua) et celle de l'est (Marnissa et Gzenaia) ; et c'est dans cette optique que la France avait procédé à l'occupation des Beni Kacem en septembre 1924. Ce qui lui permit d'assurer l'alignement des Beni Zeroual au cercle d'Ouezzan.

La fraction limitrophe aux Beni Ahmed, était parfaitement fidèle à Abdelkrim du fait que sa position géographique ne permettait pas aux Français de nouer des contacts approfondis avec ses notables, ce qui « a permis au Rif d'y trouver ses meilleurs adeptes et c'est là que se trouvent les foyers d'agitation les plus actifs. »³¹

Secundo : l'occupation des Beni Zeroual était conçue, avant tout, pour protéger et aider un allié de longue date qui traversait une période difficile et grave.

28. AMG 3H438. Rapport déjà cité, p.8.

29. *Ibid.*, pp 20-25.

30. AMG 3H438. Notice n° 1154 déjà citée, p.11.

31. *Ibid.*, p.18.

Tertio : la mise en œuvre du nouveau programme du directoire qui consistait à se replier aux abords de Tétouan et Melilla. Ce retrait humiliant des Espagnols, quoi qu'il ait été tactique et dicté en grande partie par la situation intérieure, mit en évidence la faiblesse de l'Espagne et son incapacité à régler, à elle seule, le problème rifain. En conséquence, « le prestige d'Abdelkrim a grandi dans des proportions formidables, il est devenu le centre d'attraction nationaliste »³².

En plus, selon l'attaché militaire à l'ambassade française à Madrid, parmi les conditions posées par les Rifains pour négocier le sort des prisonniers espagnols et éventuellement « une entente hispano-rifaine » fut « la remise de 1000 fusils Mauser, de 25 batteries Schneider et de munitions en quantité considérable ». La demande de cet arsenal militaire aurait été justifiée par la crainte d'une agression française³³.

Quatro : la délimitation des frontières franco-espagnoles.

Dans l'accord franco-espagnol du 3 octobre 1904 et le traité du 27 novembre 1912, la frontière entre les zones des deux pays se présentait ainsi : à l'ouest Loukkos, à l'est l'oued Moulouya jusqu'à la hauteur de sidi Maarouf. Le manque de précision des lignes de démarcation laissa aux deux parties l'occasion de revendiquer de larges bandes de territoires.

La tribu Beni Zeroual faisait partie des territoires litigieux qui divisaient les deux puissances. Les Français estimaient que la tribu dans sa totalité revenait à leur zone ; quant aux Espagnols, ils revendiquaient toute la tribu à l'exception de la fraction Oulad Kacem. Or, dans cette superficie revendiquée par l'Espagne « ... se trouve à tort, à mon avis, englobé Amjot, résidence du Sharif Derqawi. »³⁴ Cette réalité pesa lourd sur les relations franco-rifaines. Car, cette tribu permettait à ces derniers de renforcer leur unité en prélevant des réguliers pour combattre les Espagnols dans le secteur de Tétouan

32. AMG 3H134. Rapport n° 3610 p/m. de l'attaché militaire au ministère de la guerre. Voir aussi, *L'Afrique française* novembre 1924 pp. 612-614.

33. AMG 3H134. *Ibid.* p.6.

34. AAE 506. Dépêche n° 878 Rabat, 13 mai 1925. De Lyautey au ministre des affaires étrangères.

notamment parmi les Béni M'ka qui étaient entièrement soumis à l'autorité du chef rifain.

Le même scénario de l'année passée se répéta avec l'envoi de l'émissaire de la résidence générale française, Abdelaziz Lahlou qui arriva à Ajdir le 18 mars 1925. Lors d'un entretien qu'il eut le même jour avec le beau frère d'Abdelkrim Boujibar ; il fit savoir à celui-ci que les autorités françaises considéraient la tribu Beni Zeroual comme territoire dépendant de la zone française du Protectorat et que, par conséquent, toute action rifaine visant à annexer cette tribu serait considérée comme une « déclaration de guerre » contre la France.

Le lendemain, il fut reçu par M'hamed, le frère d'Abdelkrim, qui lui réitéra la volonté des Rifains de régler le contentieux frontalier avec la France en disant ... « Nous ne désirons pas la guerre avec les Français et nous ne demandons qu'à nous entendre avec eux » tout en rappelant que de nombreuses délégations des Beni Zeroual venaient demander l'appui et l'occupation de leur tribu par les Rifains. Nous étions contents de nommer des caïds même si on peut occuper cette tribu « en deux jours maximum »³⁵.

Quatre jours après, Abdelkrim reçut cet émissaire pour lui confirmer que les paroles de son frère avaient la même portée que les siennes.

Après le retour de l'émissaire à Fès, le caïd Haddou Ben Hammou regagna Taourirt, chargé par Azerkane d'exposer à Gabrielli le contrôleur civil à Taourirt, la nouvelle proposition des dirigeants rifains pour mettre fin au contentieux frontalier, qui consistait à désigner une commission franco-rifaine qui aurait comme tâche de fixer les limites exactes entre les deux zones avant que les autorités françaises procèdent à une quelconque avance³⁶.

Après avoir reçu la réponse du Maréchal Lyautey, Gabrielli fit savoir à Haddou qu'une délimitation officielle ne pourrait avoir lieu en précisant que pour la question des Beni Zeroual, les tribus limitrophes notamment les Beni Ahmed et les Beni Khaled connaissaient parfaitement la ligne qui les séparait de celle – là ; autrement

35. Hubert Jacques, *op. cit.*, pp. 74-75.

36. Gabrielli Léon, *op.cit.*, p 55. Cf. aussi Hubert Jacques, *op. cit.*, p.80.

dit, les autorités françaises n'étaient prêtes à opérer aucune concession aux Rifains pour venir à bout de leurs désaccords.

En guise de conclusion, on peut dire que l'entrée en lice de la France en tant que puissance impérialiste rayonnante dans ce conflit, constitua le prélude d'un déséquilibre profond entre les deux protagonistes malgré les victoires inattendues enregistrées par le mouvement rifain au cours des premiers mois de la confrontation militaire (Avril – Juillet 1925).

Car, dès lors, les deux puissances coloniales en l'occurrence la France et l'Espagne ne tardaient pas à engager des négociations bilatérales qui amenèrent à la conclusion de nombreux traités allant tous dans le sens d'un blocus rigoureux : terrestre et naval et la mise en œuvre d'actions offensives combinées entre leurs deux hauts commandements.

Ce qui aboutit par voie de conséquence à la désagrégation du bloc de la résistance au cours du mois de mai 1926.

ABD EL KRIM ET LA LIBÉRATION DU MAROC DANS LES ANNÉES 50

Bernabé López García*

Université Autonoma de Madrid



Journal *Espa a* (Tanger) du 15 mars 1956

*. Professeur d'Histoire, Université Autonome de Madrid.

Une nouvelle dans le quotidien *España*

Le 15 mars 1956, deux semaines après la déclaration franco-marocaine du 2 mars par laquelle le gouvernement français reconnaissait formellement l'indépendance du Maroc et déclarait ouvertes les négociations pour accorder l'interdépendance et la coopération entre les deux pays, le quotidien *España* de Tanger rapportait qu'Abdelkrim exhorte à la continuation de la lutte dans le Rif.

La nouvelle, rendue publique par la presse égyptienne et diffusée par l'agence Reuter, se faisait l'écho du message de « l'ancien meneur [*cabecilla*] rifain », comme le nommait le journal, avertissant « la guérilla de ne pas se fier aux promesses et l'exhortant à continuer la lutte armée tant qu'il y ait un seul soldat français au Maroc ».

Quelques jours auparavant, le Sultan du Maroc, Mohamed V, avait fait un appel au cessez-le-feu pour que les négociations sur l'indépendance puissent être menées à terme. Le duel Abdelkrim Al Khattabi et Mohamed Ben Youssef était servi.

Le quotidien *España* était un journal particulier publié à Tanger en espagnol, ce qui lui permettait d'échapper à la censure dont souffrait la presse en Espagne. Pour les Espagnols de l'époque – plus de 25.000 à Tanger en 1956 –, le nom d'Abdelkrim Al Khattabi n'avait plus la connotation de trois décennies avant, lors de la sanglante guerre du Rif qui supposa la disparition de milliers de vies d'Espagnols et de Marocains. Cependant, l'entrefilet publié dans un journal qui paraissait au Maroc, dans une langue courante pour des milliers de Marocains du nord du pays, qui gardaient une image vive de l'Emir rifain, avait une signification profonde.

Le rôle de l'Armée de Libération Nationale Marocaine

La question de fond était à qui devait obéir l'Armée de Libération Nationale Marocaine (ALNM, *Jeich Tahrir*), créée pour atteindre l'indépendance du pays et restituer sur le trône le sultan Mohamed Ben Youssef, une fois celui-ci rentré de l'exil et une fois l'indépendance reconnue par la déclaration franco-marocaine du 2 mars. Quel degré d'indépendance voulait-on obtenir ?

Durant les journées autour de la publication de cet entrefilet, le quotidien *España* insérait nombres d'autres nouvelles relatives à l'ALNM qui informaient sur les appels de dirigeants des partis marocains, en plus de celui du sultan, à l'arrêt des combats dans différents points du pays, spécialement dans la zone limitrophe du protectorat espagnol, le célèbre triangle Bourad-Aknoul-Tizi Ouasli, au nord de la province de Taza.

Ahmed Balafrej, dirigeant de l'Istiqlal, répondait dans une interview de l'agence AFP à Tanger le 15 mars :

« J'ai l'impression que dans près d'une semaine, les combats du Rif pourraient cesser, comme conséquence de la proclamation de l'indépendance du Maroc, contenue dans la déclaration conjointe franco-marocaine du 2 mars et annoncée au peuple marocain par notre Souverain bien aimé dans son discours radiodiffusé du 7 mars ».

Ces déclarations évoquaient les instructions envoyées par son parti aux combattants de la résistance du Rif et de la région nord-est du Maroc, ordonnant l'arrêt des hostilités contre les français, rendues publiques par Balafrej lui-même au correspondant du *New York Times*.

De son côté, Allal El Fassi, retourné au Maroc de son exil, assurait en conférence de presse que "Sa Majesté Mohamed V serait écouté dans le Rif (...). Le Sultan ayant été rétabli et l'indépendance et l'unité obtenues, l'ALNM cessera ses opérations d'ici une semaine".

Ces affirmations cherchaient la reconnaissance par l'opinion du contrôle exercé sur les combattants par le parti de l'Istiqlal, en conflit avec le Parti Démocratique de l'Indépendance (PDI) qui allait faire le 19 mars son propre appel convoquant les hommes de l'ALNM du Rif, Mernissa, Marmoucha, Beni Zeroual, Guercif et Berkan à se présenter face au Palais Impérial de Rabat pour déposer leurs armes devant le sultan, en échange de garanties personnelles.

L'arrêt des hostilités ne paraissait donc pas être immédiat et la section locale du PDI à Fès a du faire un communiqué pour justifier que « certains impératifs matériels de dernière heure », spécialement « les grandes distances qui séparent les groupes de combattants », obligeaient à des délais plus longs pour contacter

les « chefs responsables des différentes scènes d'opérations »¹. Il justifiait ainsi la convocation faite deux jours auparavant pour déposer les armes devant le roi. Le communiqué concluait que « nonobstant, certains groupes viendraient se présenter au Sultan ».

Il y eut encore quelques combats, comme l'embuscade faite le 18 mars à un détachement de la Légion française sur la route d'Aknoul, à 40 kilomètres au nord de Taza, qui produisit des victimes. La presse annonçait par la suite l'arrêt des hostilités et le regroupement de la guérilla des secteurs de Tainest, Tahar Souk, Aknoul et Mezguiten face à la neutralité des troupes françaises alertées dans ce but².

Le Haut Commandement Général de l'ALNM, en accord avec le Mouvement de la Résistance, publia le 29 mars 1956 un communiqué qui informait de « l'arrêt provisoire des opérations militaires et que l'ALNM maintient ses positions jusqu'à ce que la souveraineté marocaine soit totalement libérée, sans conditions ni réserves et tant que les forces françaises n'attaquent pas notre Armée dans ses cantonnements, puisque nous serons vigilants »³.

Le document précisait que l'on accédait au désir de Sa Majesté le Roi « relatif au maintien du calme jusqu'à ce que soit définie l'orientation de la France dans les négociations et qu'elle montre à nouveau ses prédispositions et bonne foi ». On mettait en garde contre l'instrumentalisation par les partis de ses décisions pour faire croire qu'ils tenaient les rennes du contrôle, tout en affirmant que personne ne pouvait parler au nom de l'ALNM et de la Résistance. Le communiqué finissait par exprimer la confiance en la sagesse du Gouvernement marocain, mais avertissait : « Cependant, l'histoire de l'impérialisme français surgit face à nous comme une ombre redoutable nous dicte la prudence et la vigilance, ainsi que la protection la plus efficace, pour ne pas tomber dans le piège. L'attitude de la France et ses basculements dans les négociations avec la Syrie, le Liban et l'Indochine est présente parmi nous ».

1. Journal *España*, 21 mars 1956 : « El cese de las hostilidades en el Rif ».

2. Le quotidien *España* informait le 24 mars sur le regroupement, au nord d'Akdoul, des combattants.

3. Journal *España*, 29 mars 1956 : « Arrêt provisoire des opérations militaires. Un communiqué de l'Armée de Libération Nationale ».

Le ton conditionnel et provisoire du cessez-le-feu était évident ainsi que le déliement formel envers les appels à la fin des combats lancés par les partis marocains et par le souverain lui-même. En aucun cas on ne citait l'Espagne comme partie de ces négociations.

Quels liens y avait-il entre Abdelkrim Al Khattabi et l'ALNM ?

Quelques mois après son arrivée au Caire où le roi Farouk lui avait offert l'asile politique, le leader rifain Abdelkrim Al Khattabi avait lancé, le 5 janvier 1948, un appel pour un Comité de Libération du Maghreb Arabe (CLMA), où il réussit à rassembler les différentes forces politiques des trois pays du Maghreb central présentes dans l'exil du Caire : les deux mouvements destouriens de la Tunisie, le Parti du Peuple algérien et les partis marocains de l'Istiqlal, PDI, Unité Marocaine et le Parti tétouanais de la Réforme Nationale. L'objectif central était celui de lutter pour obtenir l'indépendance des trois pays vis à vis de la France. Conscients du rythme différent des luttes et face l'éventualité que certains d'entre eux puissent anticiper dans la réalisation de leur propre objectif, un engagement commun fut pris : « l'obtention par l'un des trois pays de sa complète indépendance n'exempte pas le comité de son obligation de poursuivre la lutte pour la libération des autres »⁴.

D'après Zaki M'barek⁵, l'Emir Abdelkrim était partisan de doter le CLMA d'un bras armé, à commencer par la formation militaire de quelques éléments. Mohammed Hammadi El Aziz, un tétouanais arrivé peu après au Caire, fut l'un des premiers à recevoir cette formation, qu'il suivit pendant trois ans à l'Académie Militaire de l'Irak. En 1952, pendant une visite clandestine au Maroc, il essaya de prendre contact avec les leaders de l'Istiqlal et du PDI qui lui exprimaient ne pas être préparés pour des actions armées. Le frère d'Abdelkrim, vice-président du CLMA, chargé des questions de la Défense, en fut informé.

4. Allal El Fassi, *Los movimientos de independencia en el Mogreb Árabe*, Commission de Culture Nationaliste du Parti al Isticlal, Ed. Al Risala, El Cairo, première édition, 1948, pp. 399.

5. Zaki M'barek, « Résistance et Armée de Libération Marocaines », in *Al Asas*, n° 8, février 1978, pp. 6-14.

L'arrivée des Officiers Libres au Caire a permis, selon Zaki M'barek, la formation militaire de groupes de jeunes marocains dans les camps d'entraînement tout au long de 1953, grâce aux documents facilités par Hammadi El Aziz. Celui-ci, en contact avec Ben Bella et Khidder, participa à la préparation du soulèvement populaire du FLN, avec l'appui de Nasser. Il sera arrêté en 1954 en Algérie.

Il n'y a aucun doute sur l'inspiration qu'exerça Abdelkrim Al Khattabi sur l'ALNM et sa lutte en faveur de la libération du Maroc. Il n'en va pas de même de son autorité sur le mouvement. Mustapha Hasinía, personnage influent de l'organisation, nie que le leader rifain « eut la moindre autorité sur eux », le considérant comme « une simple figure symbolique, sans plus de transcendance ni de commandement »⁶.



Patrouille de sénégalais capturés par l'ALNM le 7 mai 1956 et présentée à Mohamed V par Mustapha Hassinía (à la moustache à gauche). Bureau Mixte d'Information, ACGET

La constitution officielle de l'ALNM, rendue publique en conférence de presse au Caire par Allal El Fassi le 2 octobre 1955 à travers le Communiqué numéro 1, apparaît sous le nom de « Armée de Libération du Maghreb Arabe » (ELMA). Il est signé conjointement

6. Oficina Mixta de Información de Tánger (OMIT, Bureau Mixte d'Information de Tanger), Note 2056-R, « Entrevista con un jefe del Ejército de Liberación », 15 de junio de 1956, Archive du Consulat Général d'Espagne à Tanger (ACGET).

par celui-ci, en tant que « Mouvement de Résistance Marocaine », et par le Front de Libération Nationale (FLN) de l'Algérie. Il annonçait, avec une rhétorique ampoulée aux connotations religieuses, un appel à « la guerre sainte », et informait du début des opérations de l'Armée de Libération, « constitué par l'ensemble des mouvements nationalistes rédempteurs, *Fidaiien*, dans tout le Nord de l'Afrique (...) après qu'ait échoué le groupe des réactionnaires, faux dans ce qu'ils défendent et dont l'intérêt personnel a aveuglé les colonisateurs et leurs auxiliaires traîtres, les empêchant de voir la vérité »⁷.

Les objectifs de cet appel étaient les mêmes que ceux du premier communiqué de 1948 fait par Abdelkrim, et adaptés au contexte marocain : « 1.- La lutte jusqu'à la fin pour l'Indépendance totale des pays du Maghreb Arabe avec le retour du Sultan légitime du Maroc à son Trône de Rabat. 2.- Ne pas se considérer liés à aucun accord présent ou futur qui n'atteigne pas le premier objectif dans sa totalité ».

Venait un troisième objectif, celui de considérer *hétérodoxe* « tout citoyen qui plaide pour quelque chose contraire à ce qui a été convenu par les mouvements nationalistes rédempteurs ». On assurait aussi que l'ALNM avait des « possibilités suffisantes pour continuer la lutte jusqu'à que soient atteints les objectifs dans leur totalité », c'est à dire, « l'anéantissement des forces du colonialisme français sous toutes ses formes », mettant en garde contre les traîtres. La fin était marquée par une exhortation coranique sous laquelle apparaissait la signature de « l'ALMA (Mouvement de Résistance Marocain) » et du FLN algérien : « Oh Prophète ! Exhorte les croyants à la lutte. Si, parmi vous, il y a vingt hommes qui savent être patients, ils en vaincront deux cent, et s'il y en a cent, ils vaincront mille parmi les incroyables. Dieu est le plus grand. Levez-vous pour la Guerre Sainte »⁸

7. Une copie du communiqué se transcrit dans la Note de l'OMIT 1215-R, « Un communiqué de l'Armée de Libération du Maghreb Arabe », 5 octobre 1955, en ACGET. Dans l'article cité de Zaki M'barek il est dit que selon le Dr. Khatib, figure clé de l'ALNM, Allal El Fassi n'était au courant de la date du soulèvement du 2 octobre 1955 que le 4, date à laquelle il dut rendre public le communiqué du Caire.

8. Version de la sourate 8 du Coran (« Le Butin », *Al Anfal*), verset 66. La version du *coran-en-ligne.com* dit : « Maintenant, Allah a allégé votre tâche, sachant qu'il y a de la faiblesse en vous. S'il y a cent endurants parmi vous, ils vaincront deux cents ; et s'il y en a mille, ils vaincront deux mille, par la grâce d'Allah. Et Allah est avec les endurants ».

Reste à déterminer les contacts qu'ils eurent avec le régime égyptien et avec Abdelkrim lui-même. Ce qui semble clair, c'est que l'ALNM a démarré en alliance avec le FLN algérien, qui menait la guerre de libération depuis près d'un an, conformément aux directives du Comité créée autour d'Abdelkrim, et que la Tunisie, en état d'autonomie interne avancée, paraissait se démarquer de la lutte marocaine⁹.

Dans le dossier de juin 1956 du Bureau Mixte d'Information de Tanger (OMIT) on mentionne l'organisation de l'ALNM, qui était toujours active quelques mois après la proclamation de l'indépendance, en exerçant des fonctions de police dans quelques villes et surtout en milieu rural, mais qui était toujours en prise aux luttes internes entre les partisans de l'Istiqlal et du PDI. Mustapha Hassinia était adjoint à l'État-Major dont le chef était le Docteur Abdelkrim Khatib. Il était en tête d'une des trois unités qui composaient l'ALNM, celle du Moyen Atlas, les deux autres étant situées dans le Rif et dans le sud. Il faut préciser qu'il s'agit de la zone du Rif située dans le Protectorat français, qui avait pour sanctuaire la zone limitrophe du Protectorat espagnol. Elle venait en aide logistique à la résistance marocaine et donnait l'asile politique aux nationalistes qui avaient fui de la zone française. Parmi eux, le Dr. Khatib¹⁰.

9. Dans la *Note* du 15 juin 1956 de l' OMIT il s'agit de l'envoi en Algérie par l'ALNM « d'un contingent de 1000 hommes parfaitement armés et équipés ».

10. Mahjoubi Aherdan, dans le premier volume de ses *Mémoires*, Editions du Regard, 2013, p. 119, parle de l'asile tétouanais du Dr. Khatib « non pour fuir mais pour résister ». Zaki M'barek publie dans son article le laisser-passer de réfugié politique d'un des hommes les plus influents de l'ALN, Abbas Messaadi (Abbas Ben Aomar Ben Lahsen Estuqui), dont l'assassinat, en juin 1956, apparemment par des membres de l'Istiqlal, a constitué l'une des origines du soulèvement rifain de 1958.



INTERVENCION TERRITORIAL
DE
TETUANA
LA CHAMAION.

Volante

Negociado _____
Número _____
Expediente 16.334.

El musulmán, **ABBAS BEN AOMAR BEN LAI SEN ESTUQUI**, natural de Anas, fracción ulad Sidi Fara de la abila de Tetuana (I. F.) de 34 años, casado, marroquí, hijo de Aomar y Jadiya, de profesión comerciante, identificado con fotografía al margen, que ha autorizado para permanecer en Tetuán hasta nueva orden, sin facultad para ausentarse de esta ciudad, en calidad de refugiado político, procedente de los franceses.
TETUAN; 8 de julio de 1.955.
P. EL INTERVENTOR TERRITORIAL,

[Handwritten signature]

Laisser-passer de réfugié politique à Tétouan d'Abbas Messaadi

L'ALNM, dont les membres, d'après Hassinia, allaient au delà des 20.000 hommes, est tombée après l'indépendance sous l'hégémonie du Parti de l'Istiqlal, qui voulait monopoliser la scène politique, avant qu'une bonne partie de ses membres n'intègrent les Forces Armées Royales (FAR). Aux yeux de Hassinia, le PDI était un « parti vendu aux français qui agissait seul et exclusivement au bénéfice de la France ». Cette conviction généralisée entre les partisans de l'Istiqlal a conduit à des affrontements avec le PDI qui ont abouti à la liquidation physique de nombreux de ses cadres.

Hassinia considère aussi que, lors des premiers mois de l'indépendance, l'ALNM constituait « une force de réserve qui pouvait aussi bien être disposée à obéir au Sultan, qu'à considérer que celui-ci ne répondait pas comme le pays le méritait et qu'elle se situait en face ». Selon la note citée, l'interviewé,

« ne cachait pas que l'Armée de Libération se méfiait de Mohamed V, non pas parce qu'elle le considérait francophile ou capable de trahir le peuple qui s'était sacrifié pour le faire revenir, mais par crainte qu'il finisse par croire – fatigué et désespéré comme il l'était face aux problèmes auxquels il devait faire face tous les jours – que la seule solution était de se jeter dans les bras de la France et laisser que celle-ci 'résolve' la situation. Dans ce cas, le *Jeich Tehrir* se retournerait contre le sultan, comme il le ferait contre quiconque menace la souveraineté du Maroc. Il ne pense pas que cette situation puisse se présenter, entre autres, parce qu'il compte sur le Prince (héritier) qui, le cas échéant, saura écarter son père et assumer le pouvoir pour que le Maroc continue sur le chemin initié ».

Rapprochement d'Abdelkrim à l'Espagne

Au sujet de Fernando P. de Cambra

Le livre de Fernando P. de Cambra, *Cuando Abdelkrim quiso negociar con Franco* (Quand Abdelkrim a voulu négocier avec Franco), n'a pas suscité l'intérêt qu'il méritait lors de sa publication en 1981. Beaucoup pensaient qu'une approche de cette nature était invraisemblable et on jugea le livre, par le caractère sensationnaliste du titre que lui donna la maison d'édition *Caralt*, ainsi que par les connotations franquistes de son auteur. Pendant les années

qui suivirent, le livre tomba dans l'oubli et la bibliographie sur Abdelkrim le laissa de côté.

Il convient d'analyser qui est le journaliste et écrivain Fernando P. de Cambra, né en 1899¹¹. La première nouvelle chronologique de son activité a paru dans le *Diario Oficial del Ministerio de Marina*, le 12 septembre 1942. Il y figure comme « Juge permanent du commandement militaire de la Marine de Tarragone ». Son penchant pour des sujets liés à l'histoire de la marine espagnole est attesté par la publication de ses premiers ouvrages dans les années de la guerre mondiale et jusqu'aux années 50¹². Son goût pour la littérature le conduit à côtoyer le monde du théâtre¹³. Entre 1953 et 1959, il devient le correspondant de *La Vanguardia Española* au Moyen Orient, basé au Caire. Il commence par publier des reportages sur la Yougoslavie de Tito et les vicissitudes de la politique égyptienne, avec des interviews de Nasser et des chroniques sur le démantèlement de la présence britannique à Suez et la guerre qui a suivi. Ce sera justement au Caire où il aura l'occasion de connaître et d'interviewer Abdelkrim, bien qu'il n'en publiera rien dans son journal. Pour celui-ci, il s'agissait « d'un voyageur infatigable ainsi que d'un journaliste reconnu dont le fin sens de la nouvelle s'oriente surtout vers le grand reportage »¹⁴. En 1962, il publie un roman, *El largo verano egipcio*¹⁵ (*Le long été égyptien*), mais ce ne sera que dans les années soixante qu'il reviendra aux essais avec *La aventura del petróleo*¹⁶ (*L'aventure du pétrole*) et *Homo sovieticus. La vida actual en Rusia*¹⁷ (*Homo sovieticus. La vie actuelle en Russie*).

11. D'après ce que dit la revue *Tiempo de Historia*. Dans cette revue il a publié quatre articles sur des espions turcs, le conflit chypriote, la monarchie grecque et le Mufti de Jérusalem, entre 1975 et 1977.

12. *Frente al mar. Singladuras de guerra*, Yunque 1940; *Historias de la mar en guerra*, Mar, Barcelona 1940; *El crucero 'Baleares'*, Rovira 1941; *Don Álvaro de Bazán. Almirante de España*, Ed. Nacional 1943; *La rica hembra capitana*, Ed. Nacional 1944; *Dos tumbas en Normandía*, Ed. Vives 1946; *Roger de Flor y sus almogávares*, Ed. Nacional 1950; ainsi que l'adaptation et la préface de *El camino de Scapa Flow*, Ed. Nacional 1942, du plongeur Günther Prien.

13. Le nom de Cambra figurait dans l'affiche du Théâtre Poliorama de Barcelone le 25 août 1951 comme celui qui avait adapté la pièce *Vuelta al mundo* de C.G. Viola. En février de cette année, selon une nouvelle parue dans *La Vanguardia Española*, il fut blessé dans un accident alors qu'il allait en taxi à Barcelone avec l'acteur Alejandro Ulloa.

14. *La Vanguardia española*, 18 novembre 1953, dans la présentation de l'article sur la Yougoslavie.

15. Mateu, Barcelona 1962.

16. Bruguera, Barcelona 1972.

17. Ed. Petronio, Barcelona 1975.

Il n'a pas abandonné son travail journalistique comme en témoignent ses écrits pour le journal *El Español*. Ses collaborations dans les revues *Nuestro tiempo*¹⁸ et *Tiempo de Historia* datent des années soixante.

Abdelkrim et l'Espagne, années 50, d'après Cambra

Dans les archives de la Fondation Francisco Franco où, pour le bonheur des chercheurs, ils ne semblaient pas trop à l'époque respecter les règles du secret de l'archivistique espagnole¹⁹, j'ai trouvé, en novembre 2007, le rapport rédigé en août 1958 par Fernando P. de Cambra sur les entretiens qu'il eut avec Abdelkrim Al Khattabi, ainsi que d'autres documents sur la relation de ce dernier avec l'attaché militaire de l'Ambassade d'Espagne au Caire.

Il s'agit d'un rapport de huit pages et d'un résumé final de deux pages, précédés d'une note explicative et d'une sorte de sommaire où l'on informait sur les contacts entretenus au Caire par Cambra avec la famille d'Abdelkrim Al Khattabi et l'Emir lui-même, entre 1954 et 1958, soit à la veille du soulèvement rifain. On y trouve également une lettre de l'attaché militaire espagnol, Luis Cano Portal²⁰ adressée à Agustín Muñoz Grandes, ministre de la Défense du général Franco, datée du 25 janvier 1957²¹, et la copie d'un document d'Abdelkrim apportée par son fils à l'attaché²².

18. Sur des sous-marins, septième de 1971, numéro 207.

19. À laquelle l'ex-ministre Miguel Ángel Moratinos contribua fort négativement avec son tristement célèbre « Accord sur la politique de sécurité de l'information du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération par lequel certaines matières sont classifiées selon la Loi des Secrets Officiels » du 15 octobre 2010.

20. Malaga 1907-Madrid 1981. Militaire *africaniste*, il s'est formé comme lieutenant au Maroc après sa sortie de l'Académie de Tolède jusqu'à l'éclatement de la guerre civile. Depuis la fin de celle-ci, il fut un officier de confiance du Conseil Militaire du Chef de l'Etat jusqu'à 1943. Il a occupé divers postes à l'État-Major jusqu'en 1954 où il fut nommé attaché militaire dans plusieurs pays, parmi lesquels Le Caire. La documentation du MAE en témoigne comme lieutenant-colonel de l'Etat-Major en poste au Caire entre 1957 et 1959. Voir la base de données de la Politique Extérieure envers le Monde Arabe et Musulman <https://bdpexonline.org/acerca.php>. Pendant sa dernière étape, il a occupé des postes de confiance auprès du Chef de l'Etat et atteint le grade de Général. Après sa retraite, à l'époque de la première transition espagnole, il était proche de Blas Piñar et il a publié divers articles dans la presse d'extrême-droite sous les pseudonymes de *Jerjes* et *Sparos*. Voir *Diccionario biográfico de la RAH*.

21. Juste un mois après, le 25 février 1957, le général quittait son poste au ministère et fut remplacé par le général Antonio Barroso. On peut se demander si cette cessation avait à voir avec les contacts avec Abdelkrim, jugés inopportuns par Franco.

22. On ne précise pas s'il s'agit d'Abd el Moumein, l'aîné, Abdessalam ou Idris, le cadet.

Le rapport rédigé par Cambra en 1958²³, remonte à son premier contact avec l'Emir qui date de la première quinzaine de mai 1954, pendant lequel Abdelkrim lui fit part de son désir d'un rapprochement avec l'Espagne, dans le but de « provoquer un soulèvement au Rif contre les Français ». Il cherchait à communiquer directement avec Franco, en évitant de le faire à travers l'Ambassade d'Espagne au Caire où il était considéré, d'après Cambra, comme une « momie survivant d'un passé révolu », « sans autorité ni chance de la récupérer, ni de représenter quoi que ce soit à l'avenir ».

Selon la version de l'entretien que donne le livre *Cuando Abdelkrim quiso negociar con Franco*, on peut déduire que la rencontre avec l'Emir a été suggérée par Nasser lui-même pendant un entretien qui se serait déroulé dans sa résidence en avril 1954²⁴. Le major Amin Shaker allait concerter la rencontre qui, selon Nasser, pourrait « contribuer à une situation plus confortable pour les Espagnols du Maroc »²⁵.

D'après le rapport de Cambra, « Nasser tenait Abdelkrim comme un “atout” dans un possible échiquier à long terme ». En 1954, le leader rifain qualifiait le sultan du Maroc « d'usurpateur », le considérant ami des Français, malgré le fait qu'à l'époque, celui-ci se trouvait en plein exil à Madagascar. Son opinion sur l'Istiqlal et sur son dirigeant Allal El Fassi était méfiante, en dépit des tentatives de celui-ci de se montrer proche du leader rifain.

Selon le dossier, en 1954, le projet d'Abdelkrim consistait à « provoquer un soulèvement des tribus rifaines, avec lesquelles il maintenait des contacts clandestins. Proclamer la République du Rif, qui ensuite “libérerait” tout le Maroc de la protection française, et même l'Oranais et l'Algérie, formant un Etat libre sous influence

23. Il n'est pas daté, mais certains des sujets référés datent de mai 1958. Dans l'intitulé du document, en page séparée, l'adresse de Cambra apparaît : « Sr. CAMBRA. Teléf. 256256. Plaza de Tetuán, 10. Barcelona ».

24. L'entretien avec le *Raïs* fut en réalité une brève rencontre qu'il cite dans la première livraison de la chronique que publia Cambra dans *La Vanguardia Española*, le 11 avril 1954 : « Journées décisives pour l'Égypte ». Le 15 août 1954, il y publia en long et en large « Un entretien avec le colonel Gamal Abdel Nasser » faisant suite à une nouvelle rencontre. La conversation avec Abdelkrim n'est pas citée dans ces articles. Dans le livre publié en 1981, on trouve dans la page 36 le texte suivant : « Maintenant, pendant l'automne de 1975, 22 ans après l'anniversaire de l'entretien, et le 12^e du décès, au Caire, d'Abdelkrim el-Hatabi [sic], je consigne par écrit et pour la première fois les événements de cette nuit d'été ».

25. Cambra, *op.cit.*, p. 14.

“arabe”. Il sollicitait pour cela “l’aide morale” de l’Espagne, c’est-à-dire, qu’elle ferme les yeux et facilite un débarquement d’agitateurs et d’armes dans le littoral du protectorat espagnol. Plus tard, l’Espagne évacuerait sa zone de protectorat ».

Le contact avec le FLN qui, en novembre de cette même année, allait commencer son combat pour la libération, faisait partie de l’entreprise. On a vu comment le premier communiqué de l’ALNM avait été aussi signé par le Front algérien. Dans ces premiers entretiens, Abdelkrim aurait exprimé à propos de Ceuta et Melilla, d’après Cambra : « Ceuta et Melilla, sont des places qui ont été occupées par l’Espagne depuis des siècles et dont la plupart de la population est espagnole. Nous ne discuterons jamais de cela. Nous ne demanderons pas qu’ils s’en aillent, puisque j’entends que l’on peut vivre en bonne paix et harmonie avec “nos frères espagnols” (sic.) ».

La suite de ces entretiens n’apparaît pas dans le rapport. Dans son livre, Cambra raconte qu’il avait informé l’Ambassade et qu’il a eu des contacts avec les services d’information égyptiens intéressés par la rencontre et, apparemment disposés à favoriser le projet d’Abdelkrim, surtout après la disparition de la scène égyptienne du général Naguib. Le projet de Nasser, selon Cambra, était en réalité « libérer le Maroc des alaouites ». Son interlocuteur dans les Services égyptiens lui fit une étrange proposition qui incluait un sondage auprès du Glaoui, ennemi juré du sultan, au sujet de son attitude face aux prétentions d’Abdelkrim.

Cambra finirait par se déplacer au Maroc pour s’entretenir secrètement avec l’ex-pacha de Marrakech dans “une tente de campagne à 200 mètres de la piste qui va de la route P-24 à la S-502 », en plein Atlas, non loin de la kasba de Télouet. La réponse du Glaoui fut qu’il fallait attendre que la situation se détériore et seulement alors, il se reposerait la question du pacte qu’il avait établi avec la France.

Le rapport ne dit pas un mot sur l’insurrection d’octobre 1955 de l’ALNM. Il passe directement à l’indépendance, avec les tentatives avortées d’arriver à des accords entre Mohamed V et Nasser, et les offres du roi à Abdelkrim pour se rendre au Maroc, rejetées par ce dernier en raison des poursuites « dont faisaient l’objet beaucoup de notables du Rif, spécialement ceux de Beni Urriaguel, de la part de Rabat ».

Au vu de la persistance des intérêts français au Maroc, Abdelkrim n'a pas renoncé à son idée de promouvoir un soulèvement des tribus du Rif et de l'étendre à d'autres régions du Maroc. Selon le rapport, il comptait sur la collaboration d'un secteur de l'Armée de Libération et sur l'aide du FLN algérien, intéressé à l'ouverture d'un nouveau front à la frontière maroco-algérienne pour soulager la tension créée dans les confins algéro-tunisiens par l'incident de Sakiet Sidi Youssef, bombardé par les français en février 1958. Le rapport assure que lors d'une réunion de l'état-major du FLN au Caire en mai 1958, à laquelle assistèrent deux membres de l'ALNM, on était arrivé à l'accord de combiner « le soulèvement au Maroc et l'ouverture d'un deuxième front (si nécessaire au FLN vue l'attitude hésitante de Bourguiba) moyennant une action combinée. Le FLN propose de faire pression à la frontière maroco-algérienne pour faciliter le coup d'État que doivent mener au Maroc les Rifains et des éléments de l'Armée de Libération. »

D'après son livre, Cambra avait rendu compte de ses entretiens aux autorités espagnoles en se servant de son métier de journaliste. Son dernier interlocuteur au ministère de l'Information et du Tourisme espagnol fut le sous-secrétaire José Luis Villar Palasí, qui occupa ce poste de 1957 à 1962. Le ministre, Gabriel Arias Salgado, conseilla de rédiger un rapport sur le sujet pour le présenter à Franco, chose faite par Cambra. Le « Caudillo » opposa un *non* catégorique : « Je ne veux rien savoir sur Abdelkrim : c'est un traître ! »²⁶.

L'histoire ne s'arrête pas là. Malgré le refus espagnol de participer, Idris ?, que le rapport présente comme agent du FLN, demeurant à Munich au début de l'année 1957 pour gérer les opérations d'envoi d'armes, proposera à Cambra, déplacé en Allemagne, qu'il collabore à l'opération. Le journaliste-espion n'acceptera pas.

Lors de cette rencontre à Munich, Cambra fait connaissance de Haider Ouriachi, présenté comme secrétaire et émissaire de l'Emir, qui avait eu des contacts avec les notables rifains à l'occasion de voyages au Maroc au début de 1957 et avec des autorités espagnoles, notamment avec le général Agustín Muñoz Grandes

26. Cambra, página 210.

qui, selon certains, sympathisait avec sa cause²⁷. Ouriachi avait pris contact en août 1957 avec le général qui l'avait invité à Madrid, pour un entretien. Quelques jours après, il fut arrêté par la police espagnole et passa dix jours à la Direction Générale de la Sécurité. Il fut libéré grâce à l'intervention de Muñoz Grandes, mais fut directement conduit à l'aéroport et expulsé vers Francfort.

La police a saisi des biens qui se trouvaient dans sa pension, parmi lesquels des « listes avec les noms et adresses de Rifains ». Ces listes finirent « inexplicablement », d'après le rapport, entre les mains des autorités de Rabat qui ont procédé à l'arrestation des Rifains, entre autres un frère de Ouriachi, et appliqué une répression « assez dure ».

Aux mêmes dates, il y eut une nouvelle tentative de rapprochement entre le Maroc et l'Égypte, profitant de la commémoration du cinquième anniversaire de la révolution égyptienne à laquelle Nasser avait invité des chefs d'Etat de pays arabes.

Le prince Hassan s'y rendit en représentant du Maroc mais, lors de ses entretiens avec le *Raïs*, il n'arriva pas à un accord²⁸. Selon le rapport, ce fut ce fait qui amena Nasser à choisir de « jouer la carte d'Abdelkrim ». Toujours d'après ce même document, cela eut pour conséquence que le plan de soulèvement local prévu pour le printemps 1958, avec l'aide de l'armement acquis en Allemagne de l'Est par Idris ? et celle du FLN, soit retardé « du fait qu'au Caire, ils se montraient disposés à financer et à préparer un soulèvement à plus longue portée ».

Un autre fils d'Abdelkrim, Abdelsalam, capitaine de l'armée égyptienne²⁹, se rendit à Rabat en mai 1958, pour un entretien avec Mohamed V qui n'aboutit à aucun accord³⁰. De retour en passant par l'Espagne, il s'attarda un temps à Madrid où il eut des entretiens

27. Dans le livre, Ouriachi qui figure comme Mohamed Ali parle de ses contacts « avec des personnalités du régime qui sympathisent avec notre cause et détestent le roi Mohamed Ben Yousef, dont ils considèrent détestable la présence et la continuité pour les intérêts et la présence de l'Espagne en Afrique », page 235.

28. Au défilé militaire qui eut lieu à l'occasion, Abdelkrim se trouvait dans la tribune officielle, tandis que Muley Hassan et sa délégation se trouvaient au second plan (p. 229).

29. Le document ajoute qu'il était membre du Service d'Information égyptien.

30. Le 1 avril 1958 *La Vanguardia Española* publiait que « Abdelkrim retourne au Maroc ». Selon l'United Press au Caire, Mohamed V avait rendu ses terres à la famille.

quotidiens avec le colonel Fahmy, attaché militaire à l'Ambassade de la RAU.

Le manque d'accord entre Abdelkrim et Mohamed V s'est aggravé quand de Gaulle a assumé le pouvoir en France, le 1 juin 1958. L'agence EFE au Caire publie le 12 une nouvelle selon laquelle « Abdelkrim demande l'union contre la France » et informe de son appel pour que le Maroc, la Tunisie et l'Algérie s'unissent dans leur lutte contre celle-ci. Il exhorte également les dirigeants marocains et tunisiens à reconnaître leurs erreurs du passé, en répondant au défi de de Gaulle avec une lutte armée unifiée.

La révolte du Rif a éclaté finalement en octobre 1958. Pour le gouvernement marocain, à majorité istiqlalien, il s'agissait d'un complot suscité par l'Espagne dans le but de maintenir sa domination sur la région³¹.

Pour l'informateur, le plan primitif d'Abdelkrim atteignait, avec l'appui égyptien, « des proportions de coup d'Etat ». Il le comparait avec celui qui venait de se produire en Irak et à l'agitation vécue au Liban et en Jordanie³². Il ajoute qu'une bonne partie de l'ALNM (à qui il attribue des contacts avec des agents communistes) et du FLN participaient à ce qu'il qualifie de « complot ». Abdelkrim serait le chef visible pour « avoir maintenu intact son crédit, en refusant de céder à tout moment ».

La version historiographique plus commune, attribue le déclencheur de la révolte au transfert du corps du résistant Abbas Mesaadi, assassiné par l'Istiqlal en juin 1956, pour être enterré dans sa région, opération montée par le Dr. Khatib et Mahjoubi Aherdan, les deux leaders du Mouvement Populaire berbériste. D'autres y voient une manœuvre orchestrée par le prince héritier pour justifier la répression des groupes émeutiers actifs dans certaines régions du Maroc. Mais la révolte rifaine a une histoire en arrière fond qui obéit au profond malaise créé par le processus d'uniformisation du pays que

31. « Le Complot » était le titre choisi justement pour l'article publié par *Al-Istiklal* le 24 octobre 1958. Voir la Note informative de *Politique extérieure du Ministère des Affaires Extérieures*, intitulée « Campagne marocaine contre l'Espagne à l'occasion des événements du Rif », daté du 11 février 1959.

32. Le 8 juillet 1958 Cambra publie dans *La Vanguardia Española* l'article « La 'pequeña guerra civil' libanesa. Interrogantes y anécdotas ».

menait l'Istiqlal depuis l'indépendance. Le chef visible de cette histoire serait Mohammed Sallam Ameziane, membre de l'ALNM et du PDI, victime des représailles du gouvernement de l'Istiqlal et « fasciné par l'Emir Khattabi et par Nasser, profondément convaincu des idées et espoirs qu'elles incarnent »³³.

Contre ce soulèvement de quelques milliers d'hommes, le 26 décembre 1958 le prince Hassan dirige une *harka* de 20000 hommes pour écraser la révolte. Le roi Mohamed V lui-même lancera un ultimatum aux rebelles dans un discours du 5 janvier 1959, tandis que la répression se poursuit et qu'un blocus de l'information s'installe.

Tous ces faits se produisent en pleine crise du gouvernement Balafrej, provoquant une usure du parti de l'Istiqlal que recherchait le monarque qui finira par désigner comme chef du gouvernement Abdallah Ibrahim, de l'aile gauche du parti, le 24 décembre 1958³⁴.

La rébellion ayant été écrasée avec violence, Abdelkrim publie le 6 février 1959, au Caire, un « Manifeste au peuple marocain combattant » accusant le monarque de l'annihilation des rebelles rifains par l'aviation française, à Allal El Fassi de complicité et de « traîtrise » et de « plonger le pays dans l'anarchie et le désordre pour favoriser l'emprise de la France et de ses agents »³⁵.

Le général Muñoz Grandes dans l'intrigue rifaine

L'autre document trouvé à la Fondation Francisco Franco est la lettre du 25 janvier 1957 de l'attaché militaire de l'Ambassade d'Espagne au Caire, Luis Cano Portal, adressée au général Muñoz Grandes, ministre de la Défense, l'informant d'un entretien avec le fils d'Abdelkrim³⁶ qui lui avait remis un document du leader rifain lui-même. Selon son fils, Abdelkrim :

33. Nabil Mouline, « Qui sera l'État? Le soulèvement du Rif reconsidéré (1958-1959) », Le carnet du Centre Jacques Berque, <https://cjb.hypotheses.org/186>. Ameziane a fini par fuir en Espagne, à travers Melilla, et est passé par la suite en Egypte et en Irak.

34. Une excellente chronique politique sur les événements du Rif est celle de de M^a Concepción Ybarra, « La rebelión del Rif (1958-1959) », en *Espacio, Tiempo y Forma, Serie V. Historia Contemporánea*, 10 (1997), pp. 333-347.

35. M.C. Ybarra, *op.cit.*, p 345.

36. On ne précise pas lequel. Il s'agit probablement d'Abdesalam, qui était militaire de l'Armée égyptienne et dont on dit : « le fils m'est jusqu'à présent assez utile et c'est à travers lui que je suis au courant des aspects internes de l'Egypte ».

« ...ne retournera pas au Maroc malgré les propositions du Sultan à moins que ce soit dans les conditions présentées dans le document. Il attend qu'à son arrivée, Abdelkhalak Torres³⁷ lui remette de nouvelles propositions et qu'à ce moment-là, il reparlerait avec moi »³⁸.

À propos de la relation tendue entre Abdelkrim et le sultan, l'attaché militaire cite dans cette lettre d'information que lui a donnée le fils sur un foyer de rébellion déclenché dans l'Atlas « contre le gouvernement marocain et l'Istiqlal, dont il avait une information directe. C'est le début, me dit-il, de ce qui se passera si la France continue sa domination là-bas »³⁹.

Le document donné à l'attaché par le fils d'Abdelkrim et daté du Caire le 24 janvier 1957 dit ceci : « Copie d'un document remis par Mohamed ?, où il expose la situation actuelle du Maroc d'après son point de vue ».

37. Il serait nommé ambassadeur du Maroc en Egypte le 28 mars 1957.

38. Copie de la lettre trouvée à la Fondation Francisco Franco, référence 22613. La lettre fait allusion à la concession par le Ministère espagnol d'une bourse d'études au neveu d'Abdelkrim, Omar. Luis Cano reconnaît qu'il « joue » avec cette bourse « comme arme pour l'avoir plus à mes et connaître tous ses pas ».

39. Le noyau de rébellion à laquelle il fait allusion pourrait être celui qu'a initié Addi Oubihi en janvier 1957.

EL SEÑOR GENERAL A LA
EMBAJADA DE ESPAÑA.

El Cairo, 25 de Enero de 1927

Señor Sr. Don. Agustín Pales Grandes
Ministro del Ejército
E. S. P. A.

Mi querido y respetado General y Ministro:

Como continuación de el carta anterior, hoy vuelvo a escribirle, para adjuntarle las manifestaciones que Abdelkrim, me ha remitido por su hijo y en las que dice cual es su posición política actual. Su hijo, al trasladarse, me dijo que su padre seguiría firme en esta idea; que él no volverá a Marruecos por mucho que se le prepare el Sultán, si no se dan condiciones que apunta en ese documento. El reportero que Abdeljalal Torres, cuando llegue, le traiga esas propuestas - me y he quedado en que llegado ese momento quisiera volver a hablar conigo. Como no pienso, si quiero dejarlo de la mano, le he contestado que encantado le haría, que no fide de llegar me, por siempre estoy dispuesto a visitarlo.

Se sabido por la Embajada que a su sobrina Omar le concederán la beca de estudio que pedía. Como esta noticia es todavía oficial, esperaré a conocerla oficialmente, pero pagar con ella como arma de tenerle aún más en contacto conigo y conocer todos sus pasos. Desde luego, en este sentido el hijo me sirve hasta el momento de bastante utilidad y por el estoy también al tanto de la interior de Egipto.

Por cierto que me dijo también que en la zona francesa y concretamente en el Atlas había ya un foco de rebelión contra el Gobierno marroquí y al Istiqlal, del que él tenía noticias directas. Este es el principio - me dijo - de lo que pensó, si Francia sigue insistiendo allí.

Al preguntarle yo si ese pretendido foco de rebelión no estaría apoyado por los amigos del Quelam, yo que era muy significativo la zona donde se había producido, me contestó: "no lo sé; pero, aunque así fuera, nosotros debemos aprovechar cualquier revulsión de protesta surja, si ellas acaban con la dominación francesa; que otra cosa no es las que con trajes y caras de marroquíes se prestan al juego de Francia".

Hacile al General el saludo de su siempre leal y respetuoso subordinado que lo quiere,

Firmado: LUIS CASO PORTAL.

Lettre de l'Attaché Militaire espagnol au Caire

Le document, de sept pages dactylographiées, antérieur aux événements décrits ci-dessus, permet d'éclairer la pensée d'Abdelkrim, partagée par beaucoup de notables rifains qui ont participé au soulèvement de la fin de l'année 1958 : « Malgré la proclamation de l'indépendance du Maroc, la France exerce toujours un contrôle sur les affaires marocaines aussi étroit que celui qu'elle exerçait sous le régime du Protectorat »⁴⁰.

Il précise la présence à ce moment de 80 000 soldats français en territoire marocain, l'encadrement de la nouvelle Armée Royale par des officiers français, et de l'administration marocaine par des fonctionnaires de l'ex-métropole. Il critique le contrôle de l'économie par les banques et groupes économiques de l'ex-puissance coloniale. Il qualifie de « vassalité du Maroc à la France » la situation exercée par une famille royale aux « évidentes sympathies francophiles » et une classe politique marocaine complice, dont l'exemple le plus clair est ce qu'il appelle la « duplicité des leaders de l'Istiqlal ».

Selon ce texte, aux yeux d'Abdelkrim, l'indépendance du Maroc n'a été qu'une ruse du gouvernement français pour « faire cesser rapidement les combats dans le Rif, lesquels acquéraient des proportions inquiétantes, mettant en grave danger la présence française au Maroc ». Il n'y a pas de doute, au vu de la date du document (janvier 1957), qu'il hyperbolise les proportions des combats dans le Rif, qui n'allaient éclater que quelques mois plus tard.

Le document ne cesse d'insister sur l'objectif français de ne pas dissocier les problèmes nord-africains, considérant comme un « bloc indivisible » ses intérêts dans les trois pays du Maghreb, tout en sachant que « si l'un des trois pays échappe à son contrôle, les deux autres suivront inévitablement le même chemin dans un délai très bref ». C'est là que se situe la stratégie du vieux Comité inspiré par Abdelkrim, pour qui la lutte de libération au Maghreb ne peut s'accomplir qu'avec l'indépendance complète des trois pays.

Le document passe ensuite à interpeller l'Espagne sur son rôle, « en état d'infériorité » vis-à-vis de la France, qui a su attirer une « grande partie de l'opinion marocaine vers une politique pro-française ».

40. Le document porte le numéro 88 du bureau de l'attaché militaire de l'Ambassade d'Espagne au Caire.

Il prévient que la progressive unification du pays aura comme conséquence « l'extension à cette zone de l'autorité du gouvernement pro-français de Rabat et l'élimination graduelle des intérêts espagnols au Maroc, à la grande satisfaction de la France qui jamais aurait cru réaliser ce rêve sous le Protectorat. Le Gouvernement français maintiendra ainsi toute son influence grâce au Sultan et à ses ministres ».

La bonne preuve de ces propos est l'absence de « tout représentant de la zone Nord au Ministère marocain ». Ce fait est *surprenant* pour Abdelkrim puisque, pour lui, le retour de l'exil du Sultan et l'indépendance même du pays le devaient « aux combattants du Rif, concentrés principalement dans le triangle Boured-Aknoul-Tizi Ouasli ».

Il se demande :

« N'est-il pas surprenant que l'Espagne, qui n'avait pris aucune mesure contre ces combattants (bien au contraire), se soit aussi laissée éliminer par la France et le gouvernement pro-français de Rabat ? ».

De la prise de conscience de tout cela vient la progressive déception du peuple marocain qui commençait à perdre la confiance qu'il avait déposée en le sultan, et dont la bonne foi a été mise en doute à l'occasion du détournement par la France en octobre 1956 de l'avion transportant du Maroc à la Tunisie les dirigeants algériens. La tentative de rapprochement du sultan à la famille d'Abdelkrim était une preuve de sa recherche d'appui pour contrecarrer la déception populaire. En ce qui concerne l'Istiqlal, le rapport dit « qu'il se voit réduit à exercer la terreur pour gagner des adhérents et n'hésite pas à utiliser l'enlèvement, la prison et l'assassinat ».

La dernière partie de l'écrit d'Abdelkrim est une invitation faite à l'Espagne à coopérer « sur des bases saines et solides pour construire ensemble la grandeur et le bonheur de nos peuples » dans le but d'atteindre une « véritable indépendance » et « l'éviction des forces françaises de notre territoire ». Les trente ans écoulés depuis les événements du Rif ont fait disparaître « de notre côté, les mauvais souvenirs » assure-t-il, parce que « la grandeur de nos peuples se trouve dans une puissante et fraternelle amitié hispano-marocaine ».

Abdelkrim demande à l'Espagne « un geste sincère et généreux » dont le peuple marocain lui sera reconnaissant puisque, grâce à l'Espagne, il pourra se « libérer définitivement d'une domination

qui pèse sur son dos depuis un demi-siècle ». Finiraient ainsi les différences entre les deux pays, et l'Espagne aurait la garantie d'un espace préférentiel pour ses intérêts « non seulement au Rif, mais dans tout le Maroc ».

L'analyse faite sur la perte de toute influence de l'Espagne dans son ancienne zone de Protectorat, en particulier le Rif, coïncide avec les craintes que Muñoz Grandes a exprimé à Franco dans une note qui se trouve aussi dans cette Fondation⁴¹. Le document est dévastateur, non seulement par le manque d'intérêt qu'il reproche au corps diplomatique espagnol qui « passait sa vie à jouer au tennis ou au golf » et qui « paraissait rendu à l'ennemi » laissant dans la détresse totale « nos compatriotes ».

A propos de l'Ambassadeur, probablement José Felipe Alcover Sureda, consul à Rabat à l'époque de l'indépendance, il dit : « Le gouvernement marocain lui demande des noms pour collaborer dans des postes de direction, et il permet que ces postes soient occupés par des français. La réponse est toujours que "l'Espagne n'a pas ces hommes". Ils s'enferment dans leurs bureaux et leur seul souci c'est Madrid et leur Ministère, mais ils sont totalement aveugles face à la réalité politique et économique du Maroc (...) Tandis que les Français comptent sur des milliers d'hommes bien situés qui défendent leur intérêts (...) Si cet état des choses continue, ils nous chasseront de la zone Nord, non seulement sur le plan politique, ce serait la moindre des choses, mais sur le plan économique, qui est la seule chose que nous pourrions défendre actuellement ».

Il n'y a pas de meilleure description de l'atmosphère qui a facilité l'emprise du Maroc français sur l'espagnol, avec une population abandonnée par ses anciens « protecteurs ». Là se trouve l'une des clés de l'abandon contre lequel les Rifains ont tenté de se soulever.

Conclusion

Soixante cinq années après l'indépendance du Maroc, Abdelkrim Al Khattabi repose toujours dans le pays de son exil volontaire, l'Egypte,

41. Le document, non daté, dactylographié, a une note manuscrite qui dit : « Au Chef de l'Etat du Gral. Muñoz Grandes ». Il porte la référence 16930. L'intitulé, manuscrit, dit : « Copie d'une information sur le Maroc ». Le document manque de date, mais d'après les personnes qu'il cite et les postes qu'ils occupent, il doit dater de 1957 environ.

sans que soit éclaircie la véritable nature de ses rapports avec la monarchie marocaine. Celle-ci, de son côté, a essayé en vain de faire en sorte que le leader rifain retourne au pays. Elle s'est vue forcée de reconnaître en lui une figure centrale de la résistance au colonialisme, tout en sachant qu'il fut, et est toujours, le drapeau que certains arborent contre elle. Au moment de son accès au trône, l'actuel roi a fait des gestes de rapprochement à la famille lors de sa première visite au Rif en octobre 1999. Ils n'ont toutefois pas servi à une réconciliation définitive avec la patrie d'Abdelkrim.

Peut-être qu'à cause de ce contentieux latent, les péripéties du dernier Abdelkrim sont restées cachées ou mal connues et en tout cas effacées de l'histoire officielle des années de lutte pour l'indépendance.

J'ai prétendu dans cet article apporter un peu de lumière sur ces années, en me basant sur des sources qui requièrent d'une recherche plus approfondie, mais qui tentent de montrer que l'indépendance obtenue à la fin par le Maroc en 1956 n'a pas été celle pour laquelle Abdelkrim a lutté. Ce fut une indépendance incomplète, non seulement du point de vue du territoire, mais aussi et surtout, du point de vue économique et structurel. L'interdépendance de la France, dont se méfiaient fortement les éléments nationalistes au moment des négociations, finit par être une réalité contre laquelle Abdelkrim a réagi dans les années qui ont suivi l'indépendance et qui fut à l'origine du soulèvement de 1958. Il faut encore approfondir sur le rôle qu'Abdelkrim a pu jouer dans la préparation et le développement de ce soulèvement, qui a eu un de ses principaux foyers chez les Béni Ourriaguel.

Le rapprochement d'Abdelkrim à l'Espagne se produit dans une étape où le protectorat espagnol accueille et appui la résistance contre la France. Les contacts se sont prolongés au delà de l'indépendance du Maroc, quand l'Espagne apparaissait comme perdante au Maroc. Mais le régime de Franco, qui par le biais de certains officiers supérieurs comme le général Muñoz Grandes a cultivé ces contacts, a finit par les ignorer et même les trahir, choisissant l'entente avec le Maroc officiel de Mohamed V.

Fernando P. de Cambra a été l'intermédiaire de cette relation qui ne se dévoila qu'à la mort de Franco, dans le livre plein d'ambiguïtés qu'est *Cuando Abdelkrim quiso negociar con Franco*.

DES HISTOIRES DE PETITS RIENS. LES ALGÉRIENS, DES ÉTRANGERS DE CONTREBANDE

Rif et Jbala dans les années 1920¹.

Noureddine Amara*

1. Contexte

Août 1919. Voilà quatre mois déjà que *Sid Ahmed Ben Mansour El Ouassini*² n'a pris le chemin des Beni Ouassin (Fahs³) pour rendre

*. Docteur en Histoire contemporaine (Thèse soutenue en 2019 à Paris Panthéon-Sorbonne sous le titre : Faire la France en Algérie : Emigration algérienne, mésusage du nom et conflits de nationalité dans le monde de 1830 à 1930). <https://independent.academia.edu/NoureddineAmara>
Cette contribution a été reprise par l'auteur à partir d'extraits d'un article paru dans la revue *Sociétés politiques comparées*, 46, septembre-décembre 2018 sous le titre « Des histoires de petits riens. Les Algériens, des étrangers de la contrebande. Rif et Jbala dans les années 1920 », (http://www.fasopo.org/sites/default/files/varia1_n46.pdf). Avec l'aimable autorisation de la RSPC.

1. Ce travail a bénéficié d'un soutien financier et d'un accueil au sein de la Casa de Velazquez (Madrid) en novembre 2010. Je remercie Xavier Huetz de Lempis et Stéphane Michonneau de leur confiance. Sans le soutien renouvelé de Jean-François Bayart au sein de la Chaire d'études africaines comparées de l'Université Mohammed VI Polytechnique (Rabat) où j'ai été accueilli en janvier 2016, il aurait pu ne pas aboutir en cette forme écrite.

2. L'orthographe des noms arabes a été conservée suivant la translittération faite par les diverses administrations. Ils figurent ainsi en italique dans le texte.

3. Le Fahs est un territoire à dominante rurale situé dans la région de Tanger-Tétouan. Voir H.-M. Poisson de La Martinière et N. Lacroix, *Documents pour servir à l'étude du Nord-Ouest africain, réunis et rédigés par ordre de Jules Cambon, gouverneur général de l'Algérie. Régions limitrophes de la frontière algérienne. Le Rif. Les Djebala*, t. 1, 1894, p. 100. Dans son « relevé des tentes d'origine algérienne réfugiées dans les tribus du Nord-Est du Maroc », l'auteur renseigne une origine algérienne des Beni Ouassin (Lalla Maghnia), établis depuis 1881 dans les territoires relevant de la tribu marocaine des Beni Oukil. D'autres tentes des Beni Ouassin se sont établies depuis 1864 chez les Mezaouir (Angad R'araba), et chez les Oulad Ahmed Ben Brahim (Angad Cheraga).

visite à son père. Pour ce voyage, il emprunte au beau-frère sa monture, une mule, qu'il chargera au retour de 20 pains de sucre. A la veille de l'Aïd el-Kébir, des réjouissances familiales se préparent. Au *dchar* de Tendafel (Sahel)⁴ où il réside, la « fête de la circoncision de son fils »⁵ réclame pareilles provisions. Des convives admis à partager la table se presseront certainement à cette célébration. Ce père de famille exerce la fonction de *fkih* et *adel*. Il fait aussi « le métier d'instruire les enfants de son *dchar* »⁶. Sid Ahmed fait ainsi profession de notoriété. Il est en réputation parmi les notables de Tendafel. L'estime le porte loin à la ronde. Les métiers et les occupations de ce *'alim*, comme le domicile distinct de la maison paternelle, témoignent d'une inscription de *Sid Ahmed Ben Mansour El Ouassini* dans le tissu social local. Et pourtant, cet espace habité depuis au moins deux générations nous est conté sur un air litigieux. En effet, ces maigres données sont extraites d'une réclamation du vice-consul de France à Larache au général Barrera.

C'est que El Ouassini est venu faire entendre quelques doléances au représentant de la France au Maroc. La guerre vient interrompre les chemins d'une félicité domestique que *Sid Ahmed Ben Mansour El Ouassini* s'apprêtait à arpenter. Les sentiers familiaux qui le ramènent à demeure au *dchar* de Tendafel sont maintenant fréquentés par des troupes en campagne. Sa mule est saisie par les autorités militaires espagnoles qui l'accusent de « commercer avec la zone insoumise ». La mule et son chargement saisis sont une enchère qui trouve acquéreur auprès du *mohtasseb* d'Arzila. Vérificateur des prix et des marchandises, ce dernier est agent d'autorité à qui la guerre profite de peu. Une mule et quelques kilos de sucre suffisent à mettre en action les services de la diplomatie française. Puisqu'il « n'est jamais allé en zone insoumise », El Ouassini « ne se livre à aucun commerce », qu'il soit de nature prosaïque ou politique. La netteté du propos est due au vice-consul de France à Larache. Celui-ci écrit au général Barrera, en défense de son ressortissant. Pour ce faire, il ramène son sujet à des proportions mieux justifiées au soutien de la cause défendue.

4. E. Michaux-Bellaire et G. Salmon, « Les tribus arabes de la vallée du Lekkoûs », *Archives marocaine. Publication de la Mission scientifique du Maroc*, Paris, Ernest Leroux Éditeur, t. IV, 1905, pp. 1-151.

5. Centre des Archives Diplomatiques de Nantes, Fonds Ambassade de France à Madrid, Série C, Carton 32, Dossier 5 (infra « CADN, Archives citées ») : copie de la réclamation du vice-consul de France à Larache au Général Barrera, 26 octobre 1919.

6. *Ibid.*

Sid Ahmed, comme reclus du monde, est impassible à la guerre. Il est, en somme, l'individu bien chez soi, un homme sans histoires. Il se satisfait d'une vie autarcique à peine ébranlée par une géopolitique qui, mettant en mouvement la « Montagne », prépare la fin d'un monde. Sur ces chemins de muletiers, il est happé par une guerre qui lui serait étrangère en conviction et en droit. Sa nationalité française lui est une précieuse immunité qui l'exclut de la guerre, bien que fortement attaché au sol. Sid Ahmed ne saurait être l'ennemi pris au piège des relations d'État à État. Les écritures et autres réjouissances familiales sont les seules évasions auxquelles il consent. Un tel portrait peut bien être, sous la plume d'un agent consulaire, figure de rhétorique. Homme d'État, le vice-consul est en ces circonstances en posture d'avoué de son ressortissant. La « modestie » est alors un démenti à l'accusation de soutien aux « insoumis ». Notable dans son *dchar*, El Ouassini doit être ce modèle de discrétion, homme de bonne envergure, à savoir minable dans son siècle et insignifiant dans l'histoire. A moins qu'en situant son sujet loin du fracas du monde, le vice-consul ne dise vrai ? L'historien ne le sait. Il n'accède qu'à une pragmatique de l'information, c'est-à-dire aux raisons qui décident de mettre ainsi notre personnage en lumière et en contexte. Minorer l'homme, le rapetisser à la proportion du local, est un moyen de défense pour gagner une disculpation. Le monde est un fardeau trop lourd à porter pour Sid Ahmed. C'est aux temps qui courent plus qu'à l'Espagne qu'il ferait donc de la résistance. Ces naïvetés parées de toute la solennité d'une communication officielle veulent l'arracher des rigueurs d'une conquête coloniale. La manœuvre est compliquée tant les espaces réputés les plus enclavés sont désormais connectés aux grands faits du politique et des empires. La guerre remue les distances et dérange les perspectives. Le local est bouffi de discours de circonstances. Pour tous, la « Montagne » en est presque devenue un pré carré à défendre contre tous.

En cette affaire, l'interprétation est exercice délicat tant le dossier archivé ne contient pas la relation complète de l'incident. L'accusation de prêter main-forte à la résistance reste invérifiable. Le vice-consul à Larache signifie seulement au général Barrera qu'elle est improbable. Une « enquête très sommaire » suffirait à le prouver. La notoriété de Sid Ahmed, gagnée auprès du *moqaddem* et des notables du *dchar*, est sa principale défense. Un mérite personnel, si ce ne sont quelques hérédités, l'ont élevé à une charge essentielle au groupe. *Fkih* et *adel*, *Sid Ahmed Ben Mansour El Ouassini* possède ce savoir pratique qui le situe à la croisée des hommes

et de leurs terroirs⁷. Il est celui vers lequel converge, en confiance ou hésitante, la communauté affamée d'actes notariés, soucieuse de protéger les droits et les contrats passés sous le timbre du *adel*. Détenir des titres, sur les choses comme sur les hommes, est une exigence quand le verbe haut et fier ne suffit plus⁸.

La notoriété que le vice-consul français suggère acquise à Sid Ahmed a pu être d'un bon secours. Nous apprenons en effet que la mule lui est restituée, bien que délestée de ses pains de sucre. Le *dchar* serait alors une collectivité à laquelle Sid Ahmed est lié par de solides attaches. Elle lui assure des témoins à sa décharge et une mule qui s'en retourne à son propriétaire. Le groupe le sauve d'une misère certaine puisque pareille confiscation le menaçait de ruine. Il aurait bien fallu, coûte que coûte, rembourser au beau-frère la valeur de sa monture. Honnête homme mais modeste, c'est sous ces traits que le vice-consul le dépeint dans sa réclamation aux Espagnols. Pour efficace qu'elle soit, cette notoriété n'est pas spontanée. En effet, la chronologie renseigne une communauté plus hésitante dans son témoignage et moins diligente à agir en protection de l'un des siens. Elle ne s'exécute que sous les insistances et le commandement du vice-consul français. Les autorités locales restent la première instance auprès de laquelle Sid Ahmed dépose ses réclamations. L'archive consulaire est peu bavarde sur cette première plainte. Nous savons seulement que l'arbitrage attendu des autorités compétentes échoue en premier ressort. Deux mois s'écoulent avant que Sid Ahmed ne retourne vers l'agent consulaire de la France. Ce n'est qu'en cette seconde instance que la notoriété est mobilisée en secours du plaignant. Est-ce à dire qu'elle se tint silencieuse aux premières heures de la difficulté ? Pour sûr, consuls français et autres

7. Sur le « rôle social du *fkih* » et sa fonction d'arbitre : G. Ayache, *Les origines de la guerre du Rif*, Maroc, Société marocaine des éditeurs réunis, 1981, pp. 157-159. J. Jawhar Vignet-Zunz, *Les Jbala du Rif. Des lettrés en montagne*, Casablanca, La Croisée des Chemins-IREMAM, 2014.

8. Edmond Michaux-Bellaire suggère un recours plus général aux '*adoul*' depuis la pénétration européenne au Maroc. L'accès des étrangers à la propriété les inclut dans un réseau de transactions jusqu'alors fortement dominées par l'interconnaissance. Entre gens qui se connaissaient, les contrats se concluaient généralement par le verbe par devant la *djemâ'a*. L'étranger est celui dont la parole ne lie pas. Le papier timbré serait alors une réponse à l'intrusion étrangère, présence redoutable mais devenue inévitable. La philosophie de l'engagement et du contrat s'en trouve donc modifiée. E. Michaux-Bellaire, « Le Gharb », *Archives marocaines*, Paris, Ernest Leroux Éditeur, vol. xx, 1913, pp. 163-164.

agents diplomatiques sont des figures familières du paysage local. Et à mesure que la guerre espagnole pénètre dans ces pays, elle leur compose un rôle de premier plan dans ces communautés au ras du sol.

2. Des petits riens et la longue guerre espagnole

Pratiqués des gens du pays, ces sentiers de muletiers, par où circulent contrebandiers et trafics en tout genre, accueillent désormais des garnisons d'étrangers. L'Espagne n'entend plus rester maître virtuel d'un territoire concédé sur papier par suite d'une transaction diplomatique⁹. En ces années 1920, le *Gharb* n'est déjà plus une possession que ses armées désertent. Celles-ci exercent un droit de passage et de contrôle sur une possession jusqu'alors en jachère. La puissance espagnole recrute même des médiateurs indigènes. Elle occupe le terrain. Par-là, la guerre est un remue-ménage mettant le local dans tous ses états. Elle bouge les lignes de partage jusqu'alors établies au sein des communautés rurales. Une littérature ethnographique fait du Rif et du pays Jbala des territoires presque hors de l'histoire¹⁰. Dans un opuscule édité sous les auspices de l'Institut des hautes études marocaines, Georges Hardy¹¹ répute ces régions comme « pays fermé » à la connaissance. L'avance des armées conquérantes fait correction des approximations et autres sottises jusqu'alors recueillies sur ces pays. Au Maroc, comme ailleurs dans les empires coloniaux, la volonté de savoir se cale généralement sur le mouvement des troupes¹².

9. J. Basdevant, « Le traité franco-espagnol du 27 novembre 1912 concernant le Maroc », *RGDIP*, 1916, pp. 433-463.

10. El Khatir Aboulkacem-Afulay, « Processus d'élaboration des savoirs sur le Rif en sciences sociales : les voyageurs et explorateurs d'avant le Protectorat », dans El Khatir Aboulkacem (dir.), *Contributions à l'étude de la région du Rif*, Rabat, Publication de l'Institut royal de la culture amazighe (IRCAM), 2011, pp. 91-139. Le Rif ne fut pas ce pays fermé à la connaissance, quand bien même une conquête espagnole effective donnait une impulsion plus forte aux savoirs ethnographiques.

11. A partir de 1919, il dirige la Direction générale de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités au Maroc. En 1926, il prend la direction de l'École coloniale au sein de laquelle il défend un enseignement différencié pour les colonies.

12. *Le Rif et le Jbala*, Paris, Éditions du Bulletin de l'enseignement public du Maroc, Janvier 1926, n° 71. Ce sont là deux régions qui intéressent « la vie de notre nation », du point de vue de Georges Hardy. La sécurité du Maroc français se jouerait en sa frontière nord, zone dévolue à l'Espagne, qui connaît des difficultés à en maintenir l'ordre. L'insécurité est tout autre aussi. Elle découle d'une connaissance approximative de ces pays et de leurs hommes. La conquête espagnole pourrait rectifier le tir en rompant avec le « fort joli sottisier de tout ce que le Rif a pu inspirer ». Là est toute l'ambiguïté française face aux positions cédées à l'Espagne. La France les regrette tout en souhaitant que l'Espagne puisse les occuper pleinement et sûrement.

La « Montagne » abriterait des communautés berbères à huis clos « fièrement perchées sur les contreforts ». Le relief accidenté n'a pourtant jamais constitué de déterminisme retranchant ses habitants de l'histoire et de ses mouvements¹³. Et les bouleversements qui, depuis un 5 juillet 1830, irradient tout le Maghreb, se répètent au *Gharb* avec l'écho de la « Montagne ».

La conquête française de la Régence d'Alger redécoupe ces contrées en de nouveaux « profils maghrébins »¹⁴. Mais surtout, nous pensons y voir l'indice d'une forte connexion maghrébine précoloniale. Que nous croisions au Rif un héritier de l'émir *'Abd al-Qâdir*, une fois la reddition de ce dernier actée, en dit bien plus que les tentatives européennes de manipulation d'un renom pour damer le pion aux puissances concurrentes¹⁵. Après le 5 juillet 1830, le Maghreb et l'Empire ottoman constituent encore des bassins d'historicité¹⁶ de feu la Régence d'Alger. Ils forment encore pour leurs hommes, qu'ils l'habitent ou qu'ils le quittent, l'espace de leur mobilité et de leurs reconversions, comme ils constituent l'empire de leur représentation. La France en Algérie n'annule pas cette forme de conscience au monde.

A suivre le défilé des jours des années 1920, une répétition lancinante ressort de la lecture des rapports consulaires. C'est toujours la même ritournelle, petit air plaintif servant de refrain à la guerre. La période est en effet émaillée de scènes semblables et de « stéréotypes de situations »¹⁷. Les protagonistes, presque interchangeables, se donnent la réplique sur un air déjà entendu. L'affaire de Sid Ahmed sonne comme une rengaine bien trempée à l'écriture consulaire. La distribution des rôles pourrait se décomposer comme suit. Une armée en campagne cherche à engager des hommes dans la guerre. L'offensive espagnole aboutit à arracher ou à fixer les hommes au sol selon que l'armée leur prête ou non une condition de belligérant. La conquête remet au partage le sol et ses divisions. Et l'arbitraire de cette redistribution des terres et de leur jouissance est dénoncé aux consuls français par quelques-uns, entendant bien défendre leur pré carré

13. M. Côte, « Les montagnes du Maghreb. Un cas de déterminisme géographique ? », *L'information géographique*, n° 1, 2002, pp. 89-95.

14. J. Berque, *Le Maghreb entre deux guerres*, Éditions du Seuil, Paris, 1962.

15. D. S. Woolman, *Rebels in the Rif: Abd El krim and the Rif rebellion*, Stanford: Stanford University Press, 1968.

16. R. Bertrand, « Rencontres impériales. L'histoire connectée et les relations euro-asiatiques », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 54, 2007/5, pp. 69-89.

17. D. Kalifa, « Fait divers en guerre (1870-1914) », *Romantisme*, n° 97, 1997, pp. 89-102.

sous couvert d'une extranéité. Voilà qu'aujourd'hui, la *chikâya* se dispute auprès du consul dont la maison se fond en ces lieux. La plainte risque seulement de gagner une amplitude internationale. L'entre-deux-guerres, célébré ailleurs avec enthousiasme et recueillement, n'est pas, pour le Maroc, le temps de la paix. Le *dchar* se fait arène impériale.

Au Maroc, et particulièrement au *Gharb*, des velléités d'empire poursuivent la Première Guerre mondiale. L'après-guerre européenne est pour l'Espagne le moment des réajustements coloniaux¹⁸. Le Haut-Commissariat espagnol, installé à Tétouan depuis 1913¹⁹, se constitue un territoire à gouverner et une population à commander. En 1920, Chefchaouen est occupée²⁰. Posséder ce « cul-de-sac »²¹, concédé au cours d'arrangements internationaux, est une guerre qui, partant des plaines atlantiques d'El Ksar et de Larache, progresse à grand-peine vers le Rif et le Jbala. Pays de rocaïlle et de chemins embusqués, les descriptions les moins flatteuses font de la zone espagnole une dépendance ingrate, « un chaos de 20 000 km carrés »²² plus délicat à tenir que ne le fût le « Maroc utile » de Lyautey²³. La topographie n'est pas cette grande explication historique que l'on fait paresseusement d'elle. De ce levé de plan, nous réservons néanmoins l'idée que la géographie dérouté les plus fins des observateurs.

Daniel Rivet dresse pour cette « guerre de trente ans » un procès-verbal de carence narrative :

« Même lorsqu'on observe à ras le terrain, cette guerre décourage le chroniqueur. Elle se pulvérise en un amas d'incidents, d'accrochages et de combats, qu'il est presque impossible d'agencer en une intrigue compréhensible. »²⁴

18. R. Montagne, « La politique africaine de l'Espagne », *Politique étrangère*, n° 4, 1939, pp. 417-448.

19. H. Marchat, « La France et l'Espagne au Maroc pendant la période du Protectorat (1912-1956) », *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, n° 10, 1971, pp. 81-109.

20. Chronologie indiquée par V. Courcelle-Labrousse et N. Marmié dans *La guerre du Rif. Maroc. 1921-1926*, Paris, Tallandier, coll. Points Histoire, 2008, pp. 51-69.

21. Donner aux « présides » un arrière-pays est le pourvoir d'une sûreté. F. Zaïm, « Le Maroc méditerranéen au XIX^e siècle ou la frontière intérieure », *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, n° 48-49, 1988, pp. 61-95.

22. V. Courcelle-Labrousse et Nicolas Marmié, *op. cit.*, pp. 12-13.

23. G. Ayache, *op. cit.* D. Rivet, *Le Maroc de Lyautey à Mohammed V. Le double visage du Protectorat*, Paris, Éditions Denoël, coll. Destins croisés, 1999, p. 51.

24. D. Rivet, *op. cit.*, p. 52. La conquête espagnole est comprise entre 1903 et 1934.

L'intrigue est donc un défi posé à l'historien d'une guerre à laquelle manquerait une cohérence narrative. La répétition des incidents – cet émiettement des faits – n'est pas à mettre au rebut de nos récits historiques. Au contraire, elle donne sa texture au passé. Une guerre permanente sur près de trente années, qui s'insinue dans l'ordinaire, complique la distinction entre les faits relevant de la guerre proprement dite et les insignifiances du quotidien²⁵. Mais si la réalité paraît tant atomisée « à ras le terrain », c'est dire combien la guerre s'intègre « dans l'ordre quotidien »²⁶. L'anecdotique reste donc un mode d'écriture d'une guerre comptant de faibles intensités²⁷. Réinscrire l'incident dans son contexte d'apparition donne la mesure de toute l'outrance que le conflit armé inflige aux hommes et au temps. Le fait de la guerre n'est pas une donnée objectivée et prédéterminée. Au Rif, la guerre est protéiforme. Elle a ses manières peu conventionnelles d'être conduite et vécue. La mule en devient alors subversive, quand le sucre se change lui en mitraille. C'est que la bourrique est, en ces replis et en ces chemins escarpés, précieuse aux opérations militaires²⁸. Sa confiscation est à comprendre comme un acte de guerre, quand bien même donnerait-elle libre cours à une extorsion. Le vulgaire et le familier sont comme sous franchise militaire.

Il nous faut redire ici la situation particulière que la politique internationale a faite du nord du Maroc. Cette région, à coups d'arrangements entre les puissances européennes, est devenue une marche frontière. Carrefour d'empires donc, ce territoire convoité dégage une forte impression confuse. C'est que l'Empire est une fabrique d'embrouilles. Il dérange les choses et les êtres, changeant aux premières leurs affectations usuelles et posant aux seconds un défi identitaire. Faire l'histoire de ces désordres coloniaux ne consiste pas à remettre les choses à leur place. Ce serait là fauter par *a priori*. Nous voulons au contraire comprendre ce qui, dans ces dérangements, accommode les personnes. Car, jetant le trouble sur les quidams et sur les choses, la concurrence des appétences impériales forme pour les individus une opportunité de se jouer des États. Les sujets

25. M. Ferro, « Introduction. Fait divers, fait d'histoire », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisation* (infra « *Annales. ESC* »), 1983, n° 4, pp. 821-826. M. Perrot, « Fait divers et histoire au XIX^e siècle », *Annales*, 1983, *ESC*, pp. 911-919.

26. D. Kalifa, art. cité, p. 97.

27. A. Farge, « Penser et définir l'événement en histoire. Approche des situations et des acteurs sociaux », *Terrain*, 38/2002, <https://journals.openedition.org/terrain/1929> (consulté le 8 octobre 2012).

28. G. Ayache, *op. cit.*

leur retournent la question *qui est qui*. La guerre espagnole repose pour le Rif cette vieille réflexion sur la « stabilité et labilité des définitions des objets du monde »²⁹. Et dans cette guerre *a priori*, cette question de *qui est qui* prend une extrême acuité. Se défendre d'être *dissident* même un *peu*, prétendre être un *peu* marocain et un *peu* étranger le cas échéant, soutenir un *peu* une position de neutralité et se dire un *peu* obéissant, ce sont là des positions désormais intenable. La guerre révoque en doute ces médiocrités. Elle veut d'un *peu* faire un *tout*. En effet, la Maison de Bourbon espagnole veut en son domaine africain faire place nette et uniformiser ses habitants sous un même rapport de sujétion. Au partage convenu entre ennemi et ami, la guerre mène une autre bataille, celle de la nationalité. Il intéresse l'Espagne de connaître les sujets sur lesquels elle peut absolument faire reposer l'effort et les affres de la guerre. Pareille discrimination ressort autant des attitudes de chacun face à l'occupant que du droit de la nationalité. Le conflit espagnol au Rif est une guerre de souveraineté. Autrement dit, elle ne vise pas simplement à anéantir une dissidence, mais cherche surtout à se constituer une population de sujets coloniaux. Pour cela, à marche forcée, l'Espagne entreprend de réduire la différence entre Marocains et Algériens, en ramenant les derniers sous la condition indigène des premiers. En cette intention, l'anthropologie joue contre le droit.

Dans ces histoires à suivre, nous sommes pris dans le feu de l'action, emportés dans le mouvement d'opérations militaires, obligés à suivre le pas cadencé d'une armée d'occupation saisissant dans le vif des êtres et leurs communautés. Dans nos archives, ces récits sont une prise de guerre. Ils surprennent des hommes et des lieux hors d'une longue durée. L'histoire va presque trop vite. Comment alors restituer aux choses qui paraissent les plus insignifiantes leur vraie mesure ? Toutes les menues besognes et petits riens du quotidien peuvent-ils se rapporter à la guerre pour nous être compréhensibles ? Mais alors le récit se risque à la surinterprétation. Pour y obvier, aussi loin que nous le permet la source consulaire, nous tenterons de nous rattacher à la vérité des contextes³⁰. Les acteurs nous sont donnés en situation. Il sera alors affaire de sucres et de mules, détails négligeables. Mais la guerre opère la conversion de ces petits riens, valeurs vulgaires,

29. A. Ogien, « Que faire de l'instabilité des faits ? Aux sources du chômage 1880-1914 (note critique) », *Annales. Histoire, Sciences Sociales* (infra « *Annales. HSS* »), n° 3, 1996, pp. 539-549.

30. J. Dakhli, « Le terrain de la vérité », *Enquête*, 1/1995, <https://journals.openedition.org/enquete/270> (consulté le 8 octobre 2018).

en question de vie, affaire d'États. Dans ces lieux de la guerre et pays de disette, la mule se fait en effet arme de guerre autant qu'elle devient instrument d'une revanche sociale. Elle emprunte, dans ces années 1920, un chemin d'empire et se charge en contentieux de nationalité. En ces chemins détournés, un pas de côté raconte différemment la guerre du Rif.

Raconter une histoire des représentations qui courent sur la tête des Algériens au Maroc depuis une conquête française de la Régence d'Alger est une gageure que nous tentons de soutenir. Certes, c'est à la lumière incidente des archives espagnoles et françaises que la figure algérienne est campée en ces contrées marocaines. Néanmoins, un pari sur la méthode permet de corriger quelques-unes de ces imperfections. Nous voudrions relire ces volontés de sauver leur vie³¹, et donc de la refaire, à la méthode de la description dense³². Aux premières lignes des rapports consulaires et autres correspondances diplomatiques, ces écritures captent les plaintes d'individus pris dans la guerre, toujours malgré eux selon leurs dires. En effet, pour écarter d'eux-mêmes et des leurs les contrariétés de la guerre présente, ces personnes se déclarent sujets de la France. Autrement dit, ils se réclament d'une histoire moins immédiate bien que toujours présente : le 5 juillet 1830. La plainte des Algériens à leurs consuls français arrange des histoires enchâssées. Elle redonne à la chute d'Alger une certaine actualité. C'est en ces articulations qu'il nous paraît pensable d'écrire sur la manière dont 1830 fait aux Algériens, dans les pays voisins, une certaine réputation.

3. Un envahisseur et des étrangers de contrebande : les Algériens dans la guerre du Rif

3.1 Les Algériens, une vieille histoire marocaine

L'incident survenu en ces lieux et en ce moment précis est appréciable pour ses propriétés de révélateur³³. Il est accroc par lequel, dans les textes qui le racontent, se glisse de l'entretemps³⁴. L'incident n'est plus de conjoncture, il soutient une longue durée. L'accidentel retient le temps

31. L'expression est prise à N. Zemon-Davis, *Pour sauver sa vie. Les récits de pardon au XVI^e siècle*, Éditions du Seuil, Paris, coll. L'univers historique, 1988.

32. Il s'agit de coller au plus près les manières dont s'inscrivent les actions sociales, l'écriture donc, mais aussi les manières de se raconter, le récit, c'est-à-dire : C. Geertz, « La description dense. Vers une théorie interprétative de la culture », *Enquête*, 6/1998, <https://journals.openedition.org/enquete/1443> (consulté le 8 octobre 2018).

33. R. Comaschi, « Le dimanche de Serra », *Annales, ESC*, n° 4, 1983, pp. 863-883.

34. P. Boucheron, *L'entretemps. Conversations sur l'histoire*, Lagrasse, Verdier, 2012.

à la manière d'un feuilleté. Bien qu'épaisseur historique, son irruption explose telle une bravade jetée à notre raison historienne. Alors, celle-ci repousse l'incident hors de l'histoire. La pratique savante hésite. Elle frappe l'anecdote d'indignité par sa présumée incapacité à rendre le passé intelligible. Tantôt, elle use à l'excès de ses trésors de narrativité. L'incident n'est plus que ressource littéraire, force exemplaire donnant à un récit d'ensemble un effet de réel non négligeable. Nous ne voulons succomber à aucune de ces deux présomptions. La force des passions et des intérêts mis en branle par le fortuit est un encouragement à penser comment les communautés se réordonnent et comment le temps fabrique de la division. Au *Gharb*, dans les années 1920, la guerre secrète de la défiance jusqu'à rompre les évidences. Or, il n'est pas d'histoire sans de mise à l'épreuve de ce qui jusqu'alors paraissait régulier. Parce qu'il est crise de l'évidence, le fait divers nous interpelle³⁵. Il signale des irrégularités porteuses de discontinuités historiques. C'est comme si le cours normal des choses s'était interrompu. Les êtres eux-mêmes semblent dévier de leur renom. Ils s'affaissent sous la charge des habitudes et des représentations, accumulées sur leur chef par ces temps d'avant la guerre. La conquête espagnole remet le passé au superlatif. Les personnes se révèlent être *plus* que ce qu'elles prétendaient être, ou alors en deçà des considérations forgées par la collectivité à leur égard.

L'Empire est une formation historique à envisager, surtout en sa phase conquérante, comme le règne des approximations. Cette forme de gouvernement des hommes est installée par la guerre et dans la coercition. Elle atteint les hommes en ce qui les relie, c'est-à-dire en leur capacité à former des jugements les uns sur les autres, comme elle touche à l'estime de soi. « L'amas d'incidents », signalé par Daniel Rivet comme un des caractères de cette guerre, intéresse en cette faculté de signifier comment la conquête espagnole refait le partage des communautés. Le problème de l'intrigue est vérité. Mais il est d'abord un défi concernant les communautés prises dans la guerre. La violence affecte l'identité narrative³⁶, altérant les formes et les contenus sous lesquels les communautés se racontaient elles-mêmes par elles-mêmes. Chercher des anicroches aux Algériens, à l'occasion de cette guerre d'escarmouches que l'Espagne fait aux Marocains, refait l'histoire de ces longs siècles d'une présence au Maroc³⁷. Bien sûr, l'effet

35. L. Valensi, « Le fait divers, témoin des tensions sociales : Djerba, 1892 », *Annales. ESC*, n° 4, 1983, pp. 884-910.

36. P. Ricœur, *Temps et récit III : Le temps raconté*, Paris, Éditions du Seuil, 1985.

37. Sur les liens familiaux et confrériques tissés par-delà cette frontière, voir entre autres M. Aziza, « Colonisation et migration au Maghreb (1830-1962). Les flux migratoires entre

dramatique de l'incident est redoutable. La démarche reste faillible en ce qu'elle prête aux « prophéties rétrospectives »³⁸. Il appelle à se méfier de ces histoires à rebours.

Qu'est-ce qu'être Algérien, et qu'est-ce que vouloir être reconnu comme tel ? Et en vertu de quels titres se réclame pareille qualité ? Les revendications en nationalité française racontent souvent des identités de circonstances. Disant cela, nous ne préjugeons ni des sentiments d'identité ni de la force d'une mémoire des origines. Nous ne pouvons en donner une mesure exacte par les documents consultés. Leur lecture signale Algérien telle une distinction de réserve que la guerre remet au goût du jour. L'utilité n'empêche néanmoins pas le sentiment. Seulement, notre propos se concentre sur ce que le passé a de plus abordable par ses traces : le caractère opportun et contingent de l'identité juridique. L'archive consulaire nous raconte comment des individus inscrits dans des communautés données, parfois depuis de nombreuses générations, jouent de la distinction juridique. En quelques affaires, sur des chemins bien balisés menant au Maroc, l'Algérien emporte à son insu une part de droit de la conquête française. Une autre guerre coloniale lui dicte tout l'intérêt qu'il a de s'en prévaloir. Mais alors, le droit et ses discriminations produisent moins de séparation qu'ils ne travaillent à protéger un enracinement local. Ceci dit, pareille nationalité fait de ceux qui en usent des privilégiés. L'avantage du droit suscite rancœurs et anathèmes, de la convoitise aussi. Fixé au sol, quoique cherchant à se détacher de la guerre, l'Algérien ou réputé tel passe alors pour un étranger de contrebande. Dans le Maghreb précolonial, les migrations sont une constante. Elles arrangent aux trois États, qui en constituent l'assise souveraine, un fragile équilibre précaire. A partir de 1830, la conquête française n'annule pas ce fait migratoire. Elle en modifie l'écologie politique et l'économie juridique. Nomadisme frontalier et transhumance saisonnière poursuivent un chemin régulier par-delà les événements. Mais une inflation réglementaire vient en alourdir la marche. Les poches aussi s'emplissent de papiers d'identité et autres sauf-conduits. Des va-et-vient animent continûment la frontière algéro-marocaine.

le Maroc et l'Algérie à l'époque coloniale », dans F. Abécassis, K. Dirèche, R. Aouad, *La bienvenue et l'adieu. Migrants juifs et musulmans au Maghreb XV^e-XX^e siècle*, Casablanca, Centre Jacques Berque, 2012.

38. C. Ginzburg, *Traces. Racines d'un paradigme indiciaire*, 1979, p. 276.

Une vieille histoire de parcours et de circulation est soumise à réglementation. Et voilà que contrainte dans l'espace de la colonie, la loi est tournée en avantage hors d'Algérie. La guerre du Rif nous donne à voir ce renversement de la charge coloniale. Elle est aussi l'occasion de questionner ce qui fait l'étranger car ses définitions canoniques ne collent pas à nos histoires de vie. Le droit est comme en discordance avec les expériences et le temps. Il donne du monde des partages trop nets et trop tranchés. Le droit des Français passe alors pour marchandise clandestine. Les personnes qui franchissent cette frontière le font généralement sous visa de l'État. Et ce sont bien ces provisions de papiers qui désignent le droit tel un article de contrebande. En effet, en user dans le pays de résidence tourne un peu à la duperie car c'est jouer de l'inclusion et de l'exclusion bon gré mal gré. Qu'est-ce que se prévaloir du droit de l'étranger et de ses immunités, quoique bien dans la place, en ces communautés villageoises et citadines, sous la loi de l'hospitalité³⁹ ? Le reproche semble prendre pareille tournure de phrase bien qu'il ne soit jamais explicitement exprimé en ces termes dans nos sources. En règle donc du point de vue légal, cette exception française passe pour une infraction à l'entre-soi. Elle ne redistribue pas à chacun, familiers et voisins, les peines de la guerre à égalité. On ne saurait être l'étranger à éclipse. C'est en cela que nous disions plus haut que l'anthropologie joue contre le droit. La nationalité rompt les réciprocity établies entre ces communautés locales. Notre recherche propose une autre lecture possible de ces exceptions françaises. Certes, la nationalité relève surtout en ces circonstances de l'égoïsme. Mais loi de nécessité, la condition d'étranger est aussi une opposition à la guerre espagnole.

Le récit que nous proposons n'est pas celui d'une autre guerre du Rif. Il s'élabore dans cet écart-là entre la chose vécue et le droit, entre l'être connu (le familier) et une altérité comme en supplément (la nationalité française). Il est donc, d'un double point de vue, récit de la discordance. Nous parlerons de la guerre à la manière d'une chicane entre familiers. Ce n'est pas faute d'occulter les violences armées. Nous choisissons d'abandonner le fracas des armes aux violences, souvent faiblement ressenties, invisibles dans les récits habitués de la guerre, mais ô combien conséquentes.

39. L'accueil des « émigrés » algériens est rétrospectivement déterminé par une loi de l'hospitalité qui aurait fait un sort honorable à ces Algériens fuyant la conquête française de leur pays. L'histoire de ces politiques migratoires reste quelque peu en friche, trop attachée aux discours, moins aux pratiques.

Car faire la guerre revient à refaire communauté⁴⁰. Et faire la conquête réécrit souvent l'histoire et en propose de nouveaux récits. Parce que excès de fureur, le Rif en guerre devient un trop-plein de papiers. Raconter, c'est cliver. Par conséquent, la « Montagne » résonne de *il était une fois* qui ne se racontent plus à la coutumière. Le désordre des faits, les incohérences de l'intrigue, voilà une question d'histoire faite problème d'écriture.

3.2 La guerre dans tous ses États : débattre de l'appartenance locale

Que nous disent les litiges avec lesquels les communautés sont aux prises ? Une interprétation commune les conçoit trop généralement comme l'indice d'une rupture⁴¹. Or, le conflit et la discorde lient aussi bien les hommes entre eux que ne le font les rapports courtois aux jours tranquilles. Il n'y a pas intrinsèquement de risque porté au lien social par la survenance de démêlés. Par contre, le mode de résolution des conflits comporte une potentialité d'atteinte à la relation de réciprocité que, suivant en cela Paul Ricœur, nous posons comme « principe de la communauté »⁴². Ainsi, dans ces positions de chacun bousculées par la guerre, rendre justice est certainement une compétence souveraine disputée. Cette médiation des États est aussi une activité essentielle au groupe. Rendre aux hommes leur dû n'est pas abolir la dissymétrie de leurs rapports. La justice définit des seuils de « dissymétrie » acceptable dans la relation de soi aux autres⁴³. En ce sens, le juste et l'injuste ont à voir avec l'identité.

Or, dans le Rif en guerre, le juste est à la surenchère. Pacha, officiers espagnols, subalternes, consuls français, *moqaddem*, et autres médiateurs d'autorité, tous réclament leur part dans ce pouvoir de dire le vrai et le faux. Car jamais la guerre n'a autant rapproché l'exercice judiciaire d'une prétention à dire vrai. Elle est jugement sur les hommes. Les épouvantes de la guerre convoquent à un face-à-face ceux qui, jusqu'alors, firent l'expérience d'une vie côte à côte. De ces corps marqués par la guerre aux papiers visés par les États, l'occupant, lui, étranger sans concession

40. A. Torre, « "Faire communauté". Confréries et localité dans une vallée du Piémont (XVII^e-XVIII^e siècle) », *Annale. HSS*, 2007/1, pp.101-135. Alice Ingold, « Des communautés inscrites dans les choses. Les associations syndicales agricoles en France au XIX^e siècle », dans S. Bargaoui, S. Cerutti et I. Grangaud (dir.), *Appartenance locale et propriété au nord et au sud de la Méditerranée*, Aix-en-Provence, Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman, 2015.

41. N. Al-Qattan, « Litigants and Neighbors : The Communal Topography of Ottoman Damascus », *Comparative Studies in Society and History*, 44(3), July 2002, pp. 511-533.

42. P. Ricœur, *Parcours de la reconnaissance. Trois études*, Paris, Gallimard, coll. Folio essais, 2005, p. 245.

43. *Ibid.*, pp. 246-256.

aucune, convoque les uns à comparaître aux autres. La guerre constitue un trouble du voisinage. Elle étend aux êtres familiers sa problématique de l'altérité. Chacun devant répondre de ses actes, tous sont, de nouveau, sommés de décliner les qualités sous lesquelles ils paraissent. Une ambiance de comparution s'évante de ces archives recueillant les plaintes et les patiences consumées de parties qui espéraient être reconnues étrangères à cette guerre. Or, il est un État dont la représentation n'est pas, dans cette conquête espagnole, pardonnée : la France. Marocains et Espagnols la mettent à l'index. Elle serait l'État qui s'introduit en intrus dans une affaire à laquelle il n'aurait pas droit de cité. Son exception est pour les premiers une rupture d'égalité. La France représente effectivement une ingérence réclamée par quelques corésidents pour s'exclure d'un partage des peines. Quant à l'Espagne, elle voit dans ces protections prêtées aux personnes réputées algériennes un manquement à la sacro-sainte souveraineté.

Savoir qui est étranger ressort donc d'une puissance de l'État. Ceci dit, les États n'exercent pas de monopole sur la définition de l'étranger. Avec ou en dehors de lui, coexistent des formes concurrentes réglant la question de soi dans ses rapports aux autres. Toujours est-il que nos archives, au sujet de cette problématique identitaire, concentrent notre regard sur la médiation étatique. Une définition plus incertaine de l'étranger ressort de ce contexte. Ces histoires de rien informent d'une recomposition des identités et des appartenances en crise. La conquête coloniale veut débattre du local. Individus et communautés sont placés en ces lieux dans l'obligation de défense d'un droit au terroir. Cette obligation ne se confond pas avec une résistance contre les armées espagnoles. Un droit sur le sol se soutient de diverses positions ou postures face à la guerre. Si la défense du sol est bien cet impératif social, épreuve de l'Empire vorace imposée aux sociétés subjuguées, alors certains la réussissent en s'accommodant des inconvénients de la situation. Il n'est pas de résistance qui vaille dans la seule dissidence. La terre est bien une possession que États et individus partagent en commun, l'un dans l'autre, l'un contre l'autre. Chacun veut conserver un avantage.

Le mouvement des armes est aussi l'occasion d'espérer l'acquisition d'une meilleure position. L'empire est cadastral. Il met les possessions à la surenchère. Nous croyons devoir attacher de l'importance au caractère spéculatif des Empires. Spéculation sur les biens, sur les personnes, sur les généalogies, et sur les on-dit. Ce conseil renvoie à la puissance

implacable de la guerre. Une philosophie grecque disait d'elle qu'elle faisait les dieux, les hommes et les esclaves. Elle fait société⁴⁴. L'une des fonctions sociologiques admise au compte des conquêtes coloniales est son pouvoir de dérangement de l'altérité⁴⁵. Ce trouble de l'étranger est, pour le Maghreb, inauguré par la conquête française d'Alger. Le Rif se fait l'écho d'un phénomène initié un siècle auparavant chez un voisin. Ce paradoxe de l'étranger est plus qu'une résonance. En fait, la guerre réinterprète la guerre. C'est dire que nous nous détachons d'une historiographie qui ne voit dans la première guerre d'Alger qu'un phénomène borné à la France et à l'Algérie. Tout le Maghreb est irradié par 1830⁴⁶. L'événement impacte la relation au voisin.

A un siècle de distance, nous formons l'audacieuse hypothèse de comprendre la guerre du Rif dans une synchronie à la chute d'Alger. Penser ces deux moments dans une unité de temps n'est pas faire de la seconde une réplique de la première⁴⁷. Le temps enrichit les hommes d'expériences comme il sature les lieux de mémoires. En effet, Algériens et Marocains ont l'expérience d'un précédent vieux de près d'un siècle. Cette communauté d'expérience convient d'une multiplicité des perspectives au cours de cette première conquête française. La frontière dressée par la guerre est premièrement tissée de douleurs et exhaussée de morts. Une des distinctions élémentaires entre Algérien et Marocain opère par cette exposition différenciée à la première guerre coloniale au Maghreb. Au Maroc et en Tunisie, l'Algérien est une calamité. Il porte en son corps le traumatisme de la guerre, la marque de l'étranger. Des sujets inégaux ne sont pas inconcevables dans cette expérience partagée. L'individu est sujet de la guerre avant d'être sujet de l'État. Partagée mais inégale donc, cette communauté d'expérience sème la confusion. La réverbération des mémoires douloureuses fait porter au Rif un risque algérien. Le péril est celui d'une répétition générale du précédent, mauvaise farce de l'histoire.

Mais ce risque est aussi celui de voir les Algériens jouer la carte de l'étranger. En effet, la marque de l'étranger n'est pas seulement inscrite

44. G. Bouthoul, « Fonctions sociologiques des guerres », *Revue française de sociologie*, n° 2, avril-juin 1961, p. 15-21.

45. Sur la question des Marocains admis à une protection européenne, M. Kenbib, *Les Protégés. Contribution à l'histoire contemporaine du Maroc*, Rabat, Publications de la faculté des lettres et des sciences humaines, 1996. G. Ayache, *op.cit.* p. 47-58.

46. C.-A. Julien, *Le Maroc face aux impérialismes. 1415-1956*, Paris, Éditions J.A., 1978, pp. 28-29.

47. La comparaison est tentée par G. Ayache, *op. cit.*, p. 9-15. Mais, cette tentative succombe à la force des « analogies rétrospectives ». Elle considère la guerre du Rif comme annonciatrice des guerres d'indépendance. Empruntant au matérialisme historique, l'auteur admet l'expérience Abd el Krim comme « le premier Etat paysan qui soit né dans l'histoire ».

sur leur corps de chair. Elle est aussi corps de papiers. La douleur se fait alors immunité pour ceux qui ne veulent plus être les sujets d'une nouvelle guerre. L'exception de nationalité française serait-elle quelque peu une revendication de souffrance pour les autres ? Là s'entrevoit une possible rupture du lien communautaire. Les privilèges s'achèvent souvent en un ressentiment social. Et ce ressentiment exploite cette puissance d'État. La rancœur paraît poindre en ces communautés à mesure que la guerre les pénètre. La nationalité française, tantôt décriée tantôt désirée, est cette autre dissidence. Ses titulaires sont forcés à rentrer dans le rang. Pareille sommation est portée à deux voix, État en guerre et personnes frustrées de l'avantage juridique. Cette conjonction explique que la guerre, infiltrée jusque dans les relations de voisinage, bouscule ces mitoyennetés des siècles passés. C'est l'hypothèse des Algériens cosolidaires des empires européens que nous remettons à la discussion⁴⁸. Aux parages du Rif, la question des appartenances se déduit donc de cette mémoire incidente de 1830. Penser la chute d'Alger comme conjoncture historique transnationale est là une suggestion forte de l'histoire croisée⁴⁹. Le Rif gagne à rentrer dans ce long siècle colonial, siècle autrement maghrébin. L'expérience du précédent historique agit sur les attitudes des uns et des autres face à cette autre guerre coloniale. Alors, les douleurs, sachant se faire papiers, changent la règle du jeu admise entre familiers et compatissants.

La guerre oppose la puissance de l'État aux personnes. Dans cette opposition, elle est également un face-à-face entre les personnes. L'État devient un précieux concours aux affaires entre particuliers. Il est fait instrument d'une revanche sociale. Comme par un mouvement de l'arrière-plan vers la scène, la guerre fait remonter aux premières lignes ces forces

48. Pour une présentation plus générale de l'hypothèse du « sous-impérialisme », P. Singaravélou, « Des empires en mouvement ? Impacts et limites des migrations coloniales », dans P. Singaravélou (dir.), *Les empires coloniaux (XIX^e-XX^e siècle)*, Paris, Éditions Points, coll. Points histoire, pp. 125-167. Profitant du différentiel juridique propre aux empires, certains sujets coloniaux useraient, dans des territoires soumis à la même puissance de laquelle ils ressortent mais autres que leur pays d'origine, de leurs avantages statutaires pour occuper de hautes positions sociales. Ils feraient par là le jeu de l'empire.

49. S. Gruzinski, « Les mondes mêlés de la monarchie catholique et autres “connected histories” », *Annales HSS*, n° 1, janvier-février 2001, pp. 85-117. Sur « l'hypothèse de “conjonctures” politiques et religieuses transocéaniques et transcontinentales », R. Bertrand, « Rencontres impériales. L'histoire connectée et les relations euro-asiatiques », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 54, 2007/5, pp. 69-89. Plus qu'un changement d'échelle, le « transnational » est compris ni en supplément ni en surplomb du « local » et du « national ». Penser ces trois niveaux d'analyse dans leurs intrications permet de percevoir ailleurs les réinterprétations possibles données d'un événement survenu en un lieu donné, M. Werner et B. Zimmermann, « Penser l'histoire croisée : entre empirie et réflexivité », *Annales HSS*, n° 1, janvier-février 2003, pp. 7-36.

et sentiments contenus, comme en attente d'un mouvement puissant qui puisse les porter au devant et les réaliser. L'État, dans sa volonté de puissance, charge le local d'individualismes. Une possibilité de mort, ou au mieux de ruine, met les communautés sous l'empire de la loi des intérêts particuliers. La violence de guerre ne rencontre pas en ces *douars* que des résistances. Elle y agrège des hommes intéressés aux pouvoirs sociaux de la violence. Entre captations et détournements, ces usages interrogent le principe d'une violence acquise à l'État en un monopole exclusif⁵⁰. En ces circonstances, nous sommes en effet bien malaisés à déterminer franchement qui de l'armée coloniale ou des « indigènes » joue le rôle de supplétif. Les recrues marocaines de l'armée espagnole⁵¹ tirent elles avantage d'une subalternité, comme en compensation d'un droit de la nationalité qu'elles n'ont pas. Rurales ou citadines, les collectivités paraissent se morceler en diverses unités resserrées autour des appartenances étatiques. Les États rajoutent une dissension. Leurs nationalités concurrentes sont une restriction de la société. Elles créent des exemptions et des solidarités exclusives. Que la conquête espagnole marque la victoire de la nationalité au local est une hypothèse mise à l'étude par ces revendications algériennes en nationalité française au Rif et au *Gharb* dans les années 1920.

La conquête espagnole n'est pas que suite de batailles rangées ni guerre d'embuscade. Elle se poursuit aussi à la chicanerie. Ces litiges de petits riens participeraient d'une stratégie politique de conquête permettant à l'Espagne de diviser la société rifaine et donc de réduire ses réserves de défense patriotique⁵². Écraser les Algériens sous un état de tension permanente est un plan de bataille efficace. L'insécurité, pesant autant sur leurs choses que sur leurs personnes, est pensée comme un moyen de les réduire sous un rapport égal de subordination. L'Espagne veut, par le moyen de la guerre, confondre tous les habitants de sa zone en des sujets égaux. Elle remet à la dispute la séparation entre national et étranger. Cette ligne qui bouge laisse s'engouffrer des rivalités de terroir.

50. F. Chazel, « Communauté politique, État et droit dans la sociologie wébérienne : grandeur et limite de l'entreprise », *L'Année sociologique*, 2009/2, vol. 59, pp. 275-301.

51. C'est à une armée espagnole de conscrits que revient la tâche d'occuper militairement le Rif. Mais, la faible qualité de ce contingent oblige à un recrutement indigène. En 1911, Dámaso Berenguer met en place les *Fuerzas regulares indigenas*. Aux Marocains combattant dans les rangs de l'armée espagnole est donné le nom générique de *Regulares*. V. Courcelle-Labrousse et N. Marmié les considèrent comme les principales unités combattantes travaillant à la conquête espagnole du Rif, dans *op. cit.*, p. 36. G. Ayache, *op. cit.*, p. 91-93.

52. La thèse est soutenue par G. Ayache, *op. cit.*, pp. 116-117. Il parle à cet effet de « conflits subalternes » fomentés par des Rifains partisans de l'Espagne, essentiellement notables, dont il souligne la « trahison ».

Des positions sont à gagner pour tous, à qui sait capter la violence d'États remise en circulation. La bisbille se fait raison d'État. A mesure que la guerre s'installe, les plaintes, personnelles, puis en réunion, se répandent sur les routes menant au vice-consulat de France à Larache, jusqu'à produire un sentiment de submersion.

4. La guerre et ses dires vrais. Faire communauté, une crise d'authenticité

Presque toujours, un droit réel (patrimoine foncier, bâti, bétail) dispute aux Algériens leurs identités et leurs représentations. En ces lignes qui frémissent au ras du sol, de nouveaux partages se dessinent. Mais ceux-là nous semblent moins être une redéfinition national-étranger qu'une redistribution des hiérarchies entre « *insider* » et « *outsider* »⁵³. La médiation consulaire inquiète. Elle relègue les notables, démunis de cette ressource, à une position inconfortable d'*outsider*. L'identité nous apparaît telle une chose appréciable, conférée ou retirée aux hommes, par leurs droits acquis sur la terre⁵⁴. Au-delà du danger de mort, la conquête espagnole engage une épreuve de vérité. Sous empires, derrière les États, se livrent ces guerres secrètes entre voisins. Ce ne sont plus uniquement les appartenances et les identités qui sont mises au doute. Une des premières identités que la guerre recompose au local est celle qui établit l'individu, dans ses rapports sociaux, comme l'homme doué de bonne foi et capable de contracter sous des conditions d'honorabilité. Les empires attaquent aussi ces paroles, données ou retenues, qui lient et délient le groupe. L'État d'occupation touche aux « conditions sociales de l'attestation personnelle »⁵⁵. Le conflit est occasion de refaire aux hommes une réputation. Bonne ou mauvaise, celle-ci est vérité, située à la conjonction des terroirs et de leurs investissements par les États.

De la bouche des vice-consuls français, les juges locaux, en leurs pouvoirs de dire le vrai et de juger le faux, rendent des verdicts judiciaires en forme d'anathème. *Algérien* devient une prétention qui accuse celui

53. P. Sahlins, *Boundaries. The Making of France and Spain in the Pyrenees*, Berkeley, University of California Press, 1991.

54. S. Bargaoui, S. Cerutti et I. Grangaud, « Introduction », dans S. Bargaoui, S. Cerutti et I. Grangaud (dir.), *op. cit.* Le droit de propriété y est examiné comme « processus de production des groupes ».

55. R. Dulong, *Le témoin oculaire. Les conditions sociales de l'attestation personnelle*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1998.

qui s'en prévaut de faux documentaire. Cette qualité condamne les personnes qui s'en réclament sans examen des faits de l'espèce. La justice est une parodie contre laquelle s'exclame une diplomatie française. Ces contestations, se faisant jour autour de la compétence justice, expriment cette crise de l'authenticité qui atteint les communautés au-delà des papiers que chacun de ses membres peut ou non exhiber. Alléguer des faux en écritures, aux fins de ne pas entendre la cause des appelants, a tout du déni de justice. Mais cette qualification trop hâtive enlève de la complexité à ce qui se joue dans ces procès. En effet, les prétoires s'inscrivent parfaitement dans notre géographie martiale. Par conséquent, le refus de juger peut se comprendre comme une forme de justice. L'inscription en faux des titres est, disons, de bonne guerre. Elle est une réplique. La protection française des Algériens, fièrement requise, passe pour une dérobaie.

Se mettre ainsi l'État dans la poche, en replier les papiers, nourrit la rancœur. Mais, elle est parfois une réussite qui indique aux proches la marche à suivre. L'Algérien n'est plus dès lors calamité. Il est celui qui sut, en ces temps troublés, mettre en sûreté ses biens et sa personne. Cette distinction le maintient dans une relation de proximité plus qu'elle ne le jetterait hors du voisinage. Elle l'établit parfois en modèle imitable. Figure épouvantail ou personnage modèle, la protection de la France fait aux Algériens une identité remarquable plus qu'elle ne leur forge une réputation d'étranger. Les immunités et le privilège de l'étranger sont un peu chargés d'ambivalence. L'exception française passe pour de l'impertinence en ce qu'elle est une faveur accordée aux uns aux dépens des autres. C'est en son principe inégalitaire que cette nationalité dérange, et non en ce qu'elle est étrangère. Surtout, elle favorise ceux qui, poussés hors de chez eux par une autre guerre coloniale, furent admis au bénéfice de l'hospitalité au Maroc. Il y a dans l'idée que ces réfugiés se rendent coupables d'une faute d'ingratitude. C'est ce manque de reconnaissance que la justice, décriée comme arbitraire, vient combler. Le bénéfice de la nationalité française paraît donc s'inscrire en faux d'une certaine expérience de vivre-ensemble.

Néanmoins impertinent, ce privilège est objet désirable. C'est cette situation trouble que nous croyons remarquer comme crise de l'authenticité. Elle remet en cause les représentations passées et rompt les équilibres présents. En cela, l'authenticité excède la simple question des compétences rédactionnelles. La forme des écrits est moins prise à défaut que ne le sont les êtres en action. Les papiers sont pourtant marqués de la bonne

estampille. Ils contiennent les solennités requises et autres formules sacramentelles. Mais ils sont comme en discordance d'une prétention nouvelle, *Français*. Pour ainsi dire, les juges qui déniaient aux titres, présentés par les Algériens, leur caractère authentique, n'agissent pas en méconnaissance. Ils estiment au contraire apprécier ces personnes à leur juste valeur. Repousser leurs instances est manière de faire retourner les prétendus Algériens à une condition de semblables. L'inscription en faux répond ainsi à une logique inclusive. Ces familiers s'en retournent dans le long temps de leur résidence partagée. Elle les fixe au sol. Le paradoxe n'est qu'apparent. Un déni de justice fait à ces individus une condition de justiciable. User d'une identité gardée en réserve est acte condamnable. Sans qu'il y ait procès, la sentence tombe en une obligation au vrai et au juste. Les juges réduisent un pouvoir d'être soi-même à l'attente que les autres forment sur soi. L'identité n'est pas qu'affaire de papiers et de droit. Elle pose une question d'éthique⁵⁶ que les juges tranchent en atteignant les hommes dans leurs possessions, capacité d'en jouir et de transmettre. L'être authentique est celui qui ne conçoit pas de fidélité à soi sans l'obligation morale de tenir ses engagements à l'égard d'autrui. Ainsi, c'est rendre justice que de ne pas entendre leurs causes. Le verdict des juges est une réponse sans appel à la question *qui*.

Conclusion. (Dés)ordres d'Empires

Au Maroc, le *douar* se fait scène d'empires puisqu'il fait se rencontrer deux puissances concurrentes et des querelles ordinaires entre voisins. Il s'y conçoit un règlement de l'un dans l'autre. Par conséquent, de menus faits divers, matière vulgaire d'un quotidien, sont forgés en dispute d'envergure internationale. Il ressort de ces histoires de rien qu'au *douar*, tout n'est pas écrasé au ras du sol⁵⁷. La terre est un labeur qui, loin d'étourdir ses gens⁵⁸, les connecte au contraire au bruit d'un monde en changement. Le *Gharb* marocain nous rappelle à cette vérité d'un décroisement des

56. Pour une réflexion autour de l'estime de soi dans le rapport aux autres, D. Tissot, « Être fidèle à soi. Féminisme, éthique et justice à la lumière de la philosophie de Paul Ricœur », *Etudes Ricœuriennes*, vol. 4, n° 1, 2013, pp. 92-112. Sur la justice comme équité, J. Rawls, *Théorie de la justice*, Paris, Éditions Points, coll. Essais, 2009.

57. J. Revel, « L'histoire au ras du sol », dans Giovanni Levi, *Le pouvoir au village. Histoire d'un exorciste dans le Piémont du XVII^e siècle*, Paris, Éditions Gallimard, 1989.

58. P. Bardin, *La vie d'un douar. Essai sur la vie rurale dans les grandes plaines de la Haute Medjerda. Tunisie*, Paris, Mouton & Co, coll. Recherches méditerranéennes, 1965.

campagnes au Maghreb⁵⁹. Deux phénomènes témoignent solidairement de ce désenclavement : la guerre et la nationalité française. Que les campagnes maghrébines soient connectées au monde, il n'y a en cette vérité rien qui ne doit tout à une modernité coloniale⁶⁰. Seulement, nous considérons le fait d'être Français, et des possibilités *indigènes* de le clamer, comme une donnée essentielle du problème historique du Maghreb contemporain. L'empire colonial réécrit la condition d'extranéité sous une autre vérité : l'exterritorialité juridique attache au sol moins à l'État dont on réclame la nationalité. La France est aux Algériens une sûreté d'appoint à un enracinement local. La nationalité française est en ce sens comprise telle une assignation contrefaite de l'étranger. Au Maroc, les Algériens tournent une condition d'étranger en privilège d'autochtonie. Nous dirons de la nationalité qu'elle est un paradigme du terroir.

« Français » est une possibilité qui, intégrée aux histoires locales, renouvelle aux dernières leurs manières de se raconter. Ce dilemme de la narration est, comme le dit Jacques Le Goff, « l'histoire la plus inconsciemment idéologique »⁶¹. A un siècle de distance de la chute d'Alger, *Français* n'est plus dans ce Maghreb des années 1920 ni une modernité ni même une originalité. La nationalité des Français est une possibilité intégrée au répertoire d'actions des sujets. Parce qu'elle est un complexe de droits, d'immunités et de représentations, la nationalité est cette qualité remise au goût du jour. Qu'est-ce qu'être Français ? C'est là un classique des intimités familiales maghrébines, un règlement possible de leurs différends. La détermination des États à dominer le monde rencontre quelques

59. Pour les époques médiévale et moderne, nous nous reportons à M. Ouerfelli et E. Voguet, « Introduction. Le monde rural dans l'Occident musulman médiéval », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 126/2009, <https://journals.openedition.org/remmm/6359> (consulté le 8 octobre 2019). A. Amara, « Communautés rurales et pouvoirs urbains au Maghreb central (VII-XIV^e siècle », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 126/2009, <https://journals.openedition.org/remmm/6435> (consulté le 8 octobre 2019). E. Voguet, *Le monde rural du Maghreb central (XIV^e-XV^e siècles). Réalités sociales et constructions juridiques d'après les Nawazil Mazuna*, Paris, Publications de la Sorbonne, coll. Bibliothèque historique des pays d'Islam, 2014.

60. H. Touati, *Entre Dieu et les hommes. Lettrés, saints et sorciers au Maghreb (XVII^e siècle)*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1994. J. Jawhar Vignet-Zunz, *op. cit.* Sur les mobilités précoloniales au sein des territoires incorporés dans les empires coloniaux européens, Pierre Singaravélou, « Des empires en mouvement ? Impact et limites des migrations coloniales », dans P. Singaravélou (dir.), *op.cit.*, p. 125-167.

61. J. Le Goff, « Les "retours" dans l'historiographie française actuelle », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques*, 22, 1999, <https://journals.openedition.org/ccrh/2322>, (consulté le 8 octobre 2018).

égoïsmes particuliers. Cette correspondance prête au *douar* les caractères d'une Babel juridique⁶². La sauvegarde des intérêts personnels se conçoit dans l'avantage comparatif des statuts d'empire : nationaux, clients, protégés... C'est dire que parfois, au *Gharb*, sous de nouveaux droits se meuvent des figures familières de l'histoire précoloniale, notables et envieux, parvenus et miséreux. Tout va ici presque à l'ordinaire.

Il y eût bien pourtant ces plaintes colportées de *douar* en *douar*⁶³. Il y eût bien ces aèdes qui, à flanc de « Montagne », vinrent déverser « la soif des jours anciens »⁶⁴. Il s'y entendit distinctement l'écho de ces appels à la guerre sainte, exhortation à se préserver de l'intrusion et de la souillure. Mais, les mots, encore eux, mirent les opinions en désarroi. L'*Umma* finit en une communauté subsumée par les Empires européens. L'écho d'une résistance à l'occupation espagnole est bien faible dans les correspondances consulaires consultées. La prudence exige cependant que ne pas l'y entendre ne soit pas conclure à sa faible portée. En cette atmosphère aussi chargée de rappels eschatologiques (attente du *mahdi*), une guerre semblable à celle perdue près d'un siècle plutôt à Alger peut-elle être une épreuve d'indifférence ? Au Rif, résonnent comme en différé les bruits d'une lamentation entonnée un siècle auparavant en Algérie. Alors, exhiber le privilège de l'occupant français pour se soustraire aux rigueurs de la guerre espagnole, est une façon de dire : chacun est victime en son propre pays, chacun est souffrant en son propre malheur. Cette hypothèse des malheurs particuliers fait un cas à l'idée d'une conscience précoloniale de frontières politiques. Ce serait alors une division vérifiée par l'égoïsme des douleurs. Sans doute. Posséder l'avance d'une génération dans la perte douloureuse de son pays est un traumatisme trop vif qui vous porte dans l'angoisse d'une répétition. La qualité de sujet français inscrite sur patente est un peu de cette mémoire de trop qui, aux dangers de la répétition, préfère l'exhibition d'une condition d'étranger. Une ration de peines et d'afflictions a déjà été servie.

62. J. Burbank et F. Cooper, *art. cité*. F. Cooper, *Le colonialisme en question. Théorie, connaissance, histoire*, Paris, Payot, 2010.

63. D. Rivet, *Le Maghreb à l'épreuve de la colonisation, op. cit.*, p. 342 et s.

64. Extrait d'une poésie berbère cité par Germain Ayache, *op. cit.*, p. 72.

Français aurait alors tout d'une nationalité de la résilience. L'hypothèse psychanalytique séduit autant qu'elle embarrasse⁶⁵. Quand l'homme passe de la vie à l'écriture⁶⁶, il abandonne de nombreuses parts de lui-même à la marge de son texte. La dépêche consulaire est trop réfractive. Elle est une seconde main qui ne cerne pas trop l'« immédiateté de l'expérience »⁶⁷. Elle ne nous met pas en mesure de vérifier la falsifiabilité de toutes nos hypothèses. Écrire ordonne une amnésie dont nous ne saurions dire si elle est involontaire ou non. Quoi qu'il en soit, retourner les armes du conquérant d'hier en protection pour aujourd'hui n'est un paradoxe qu'apparent. Au Maghreb, et dans le reste de l'empire ottoman, *musulman* est, depuis une conquête française, une identité de carence en des situations où la nationalité française est l'atout le plus fort. Dans le Rif des années 1920, il est des hommes qui sont Français ni pour, ni contre, mais, Français par abstention. Français pour sauver sa vie. Français pour la masquer aussi. Le Rif nous paraît le théâtre d'une *mimesis* de 1830. Mais c'est autrement qu'en une prise d'armes solidaire que l'écho d'Alger y est aussi perceptible. Face à ces guerres qui emportent tout, la précédente colonisation française retentit en la recherche de quelques sûretés, les meilleures qui valent. En ce sens, la nationalité française est mémoire résiduelle du traumatisme de 1830.

A ne pas transporter des pierres pour la route, à ne pas fournir leurs mules pour les besoins d'un ravitaillement militaire, à refuser les tours de garde nocturne, la nationalité française est paravent légal à une insoumission. Et qu'importe-t-il vraiment qu'une résistance prenne le nom de « Français » ? Ces histoires de rien nous invitent à repenser le récit de l'histoire du Maghreb, à reconsidérer les défaites des sociétés colonisées dans de l'à-peu-près, et à les restituer par-delà les frontières des États⁶⁸.

65. Sur les défis de l'exercice psychanalytique appliqué à l'écriture de l'histoire, M. de Certeau, *Histoire et psychanalyse entre science et fiction*, Paris, Gallimard, coll. Folio histoire, 2002. M. Cifali, « Psychanalyse et écriture de l'histoire », *Espaces Temps*, 2002, n° 80-81, p. 147-155. N. Edelman, « Freud historien », *Espaces Temps*, n° 80-81, 2002, p. 27-35.

66. P. Ricœur, *Soi-même comme un autre*, *op. cit.*, p. 189. Sur le texte comme manipulation et conflit de sens, R. Chartier, « Le monde comme représentation », *Annales. ESC*, n° 6, 1989, pp. 1505-1520.

67. J.-F. Hamel, *Revenances de l'histoire. Répétition, narrativité, modernité*, Paris, Les Éditions de Minuit, 2006.

68. I. Grangaud et M. Oualdi, « Tout est-il colonial dans le Maghreb ? Ce que les travaux des historiens modernistes peuvent apporter », *L'Année du Maghreb*, 10/2014, p. 233-254.

Le problème de la nationalité au Maghreb renferme pour l'histoire des dominations européennes une proposition de récit. La question de l'appartenance étatique est une explication ambitieuse du monde, proche de ce qu'une certaine sociologie concevait comme un phénomène social total⁶⁹. Problème de droit et question sociale, affaires d'États et problématique mémorielle, partage du monde et petits tracas particuliers, entre grands principes et ras du sol, la nationalité retombe sous la loi de l'à-peu-près, c'est-à-dire plus complexe qu'un langage binaire qui divise le monde en nationaux et étrangers, en collabo et résistants. Cette proposition historiographique ne postule pas un droit au prorata des seuls intérêts de la personne. La nationalité est une matière qui d'abord intéresse l'État. Seulement, la souveraineté n'est jamais l'exact décalque des vies individuelles et de leurs trajectoires vagabondes.

69. M. Mauss, *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*, Paris, PUF, coll. Quadrige, 2012, Le problème de nationalité se soutient du droit, de la morale, du religieux même, et emprunte autant à l'esthétique. La nationalité tient également de la prestation sociale.

MOHAMED BEN ABD EL KRIM AL KHATTABI ÉTAIT-IL CONTRE L'INDÉPENDANCE DU MAROC ?

Mostafa Bouaziz*

Le héros de la guerre du Rif, Mohamed ben Abdelkrim Al Khattabi, aurait été contre l'indépendance de son pays le Maroc. Le conditionnel est employé ici pour nuancer une information qui choquerait plus d'un. On n'imagine pas qu'une personnalité aussi charismatique et symbole de la lutte de libération nationale non seulement au Maroc, mais dans le monde entier, s'oppose violemment à l'indépendance de son propre pays ! Alors de quoi s'agit-il ?

À l'origine il y a un document intitulé : « Communiqué au peuple marocain » édité au Caire le 2 Juin 1956 et signé Mohamed Al Khattabi¹ (voir photo).

Il s'agit en fait d'un sévère réquisitoire contre le parti de l'Istiqlal et plus spécialement ses chefs et son zaïm. Le parti est accusé de « propager les idées fascistes », d'œuvrer à instaurer un régime de dictature de pactiser avec l'ennemi, mais surtout de détourner l'armée de libération marocaine de sa véritable tâche, celle de combattre les colonialistes les armes à la main, et de l'instrumentaliser dans la guerre fratricide que livre le parti de l'Istiqlal contre les nationalistes qui ne partagent pas ses idées et ne cautionnent pas sa politique.

Ce document étonne à plus d'un titre :

- Il est édité début juin 1956. Le Sultan Sidi Mohamed Ben Youssef est confirmé roi du Maroc après son retour triom-

• Professeur d'histoire à l'université Hassan II, Casablanca.

1. Voir photo en Annexe.

phal de l'exil le 16 novembre 1955, et c'est lui qui préside aux destinées du Maroc et pas le parti de l'Istiqlal.

– Le Zaïm Allal el Fassi, pris violemment à parti dans ce communiqué, ne dirigeait pas effectivement le parti de l'Istiqlal. Il n'était pas non plus satisfait du déroulement des négociations pour l'indépendance du pays. Il dénonçait lui aussi une indépendance tronquée. À l'époque, il n'avait pas rejoint Rabat où résidait le roi. Il restait à Tanger et, de cette ville, il publia la carte du Maroc historique et déclara que l'indépendance ne sera complète que quand le Maroc recouvrira tous ses territoires.

– L'armée de libération marocaine, celle dont la fondation officielle s'est concrétisée à Madrid en 1955, dont les bases d'entraînement étaient dans la zone nord, et dont les dirigeants étaient très proches du parti de l'Istiqlal, était cette armée-là contre les pourparlers d'Aix-Les-Bains et ses critiques quant aux négociations pour l'indépendance étaient des plus virulentes.

– Mohamed Al Khattabi n'exprimait pas de position contre la Monarchie marocaine. Il aurait même exprimé, dans un communiqué, conservé par des nationalistes tunisiens, une forte condamnation de l'exil du Sultan Sidi Mohammed Ben Youssef en Août 1953.

Le document serait-il un faux ? C'est ce que pensent une majorité de nationalistes vivants, ceux qui aspirent à un modelage idéaliste de la mémoire collective... Mais l'histoire n'est pas une affaire d'aspiration.

Le document existe depuis 1956. Il fait partie d'un lot conservé, des archives du sinistre commissariat du 7^e arrondissement de Casablanca. Le lieu où étaient incarcérés, après l'indépendance du Maroc, des groupes de nationalistes. Lieu d'inquisition, de torture et de règlements de comptes divers entre partenaires de la lutte anticoloniale.

Ce centre d'interrogatoires était officiel, et l'instruction des dossiers se faisait au nom de l'Etat fraîchement indépendant. Le document qu'aurait signé Al Khattabi, est l'une des pièces du dossier traitant l'affaire de « La filière rifaine »². Selon ce dossier un complot

2. Voir document en Annexe.

contre l'Etat était en préparation par un réseau rifain se réclamant du héros d'Anoual. Le communiqué du 2 juin 1956 était une pièce à charge contre les accusés. Serait-il une invention policière ? On peut le penser, mais... Il y a des faits troublants :

- Des factions du parti de l'Istiqlal étaient impliquées dans des opérations de racket et de liquidation physique de personnes soupçonnées de « collaboration ».
- Des divergences de points de vue existaient entre Al Khattabi et Allal el Fassi depuis leur cohabitation au Caire.
- La signature du communiqué semble bien celle d'Al Khattabi.

Que conclure ?

Des investigations graphologiques d'historiens spécialistes laissent croire qu'il s'agit de la signature du frère du héros du Rif, M'hamed³. Il avait de son frère la délégation de signature.

Au-delà du langage excessif, le fond du problème est bien le désarmement des unités de l'armée de libération du Maroc alors que l'Algérie est toujours occupée par la France. L'histoire de cette armée n'est pas suffisamment démêlée mais, d'ores et déjà, on peut affirmer qu'elle relevait de deux directions :

- L'une installée à Tétouan inscrivant son combat pour l'indépendance du Maroc d'abord, et coordonnant dans la mesure du possible avec les autres armées de libération d'Algérie et de Tunisie⁴. L'autre au Caire, présidée par Al Khattabi, et se présentant comme « L'armée de libération du Maghreb Arabe » dont les armées des trois pays ne sont que des composantes.
- Les directions des États-Majors étaient-elles en situation de divorce parce que, bien que les troupes de leurs bases respectives étaient entremêlées, les actes des uns et des autres ainsi que leurs discours respectifs étaient enclins à la violence et au sectarisme. Mohamed Al Khattabi n'était pas contre l'indépendance du Maroc, mais il était pour l'indépendance totale

3. Voir photo en Illustration p.

4. Cf. à ce propos L'Armée de libération du Maghreb (1948-1955), Actes de la rencontre de la Fondation Mohamed Boudiaf, ssl. dir. Daho Djerbal ISBN 9947-0-0358-2.

du Maghreb Arabe et, dans le même temps, pour la naissance d'un seul Etat au Maghreb. Il craignait que l'indépendance de la Tunisie et du Maroc ait pour prix politique et conséquence la consécration de l'Algérie française.

ANNEXES

Au nom de Dieu le miséricordieux
Communiqué au Peuple Marocain

Mohamed Abdelkrim Al Khattabi annonce ce qui suit au valeureux peuple marocain :

- Vu que le parti de l’Istiqlal a œuvré avec toutes ses possibilités à mettre fin à la lutte armée contre le colonisateur au Maroc...
- Vu que ce parti a provoqué des troubles fratricides et a fait couler le sang d’innocents en assassinant de fidèles nationalistes marocains, dont le seul tort est de ne pas cautionner la politique de trêve adoptée par le parti de l’Istiqlal à l’égard du colonisateur...
- Vu que l’Istiqlal a accepté de lier le Maroc à la France et d’hypothéquer sa libre décision, au moment où le Maroc lutte contre le colonialisme et l’occupation étrangère...
- Vu le déviationnisme de ce parti quant à nos principes et à la morale de nos ancêtres et notre patrimoine tolérant et généreux...
- Vu les tentatives de propager les idées fascistes et d’œuvrer sans relâche à gouverner le pays de façon dictatoriale, alors qu’il ne tire son influence que du pouvoir étranger et de ses manœuvres pour précipiter le pays dans l’anarchie, au moment même où l’aube de la liberté pointe, portée par le courant des nobles sangs versés pour l’indépendance. On était à deux doigts de reconquérir notre liberté, notre indépendance, et notre souveraineté totale, mais les Moudjahidines ont été trompés par la ruse de la trêve, alors que nos frères d’Algérie

combattent le colonisateur en héros et le soumettent à de dures épreuves.

– Vu que ces gens ont trompé les Moudjahidines en leur déclarant que je suis d'accord avec leur politique colonialiste et celle de leur Zaïm, propos faux et calomnieux comme ceux publiés par leur journal « *El OUMMA* » à Tétouan. Allégation proférée pour couvrir tous ces crimes....

J'annonce au valeureux peuple marocain, à nos amis dans le monde qui sympathisent avec notre mouvement de libération, que Mohamed ? Al Khattabi dénonce la politique de ce parti fou, et exhorte tous les citoyens marocains membres de ce parti, de le quitter et de dénoncer sa politique, parce qu'il œuvre contre l'intérêt du pays, et qu'il complotte avec le colonialisme contre l'avenir de notre pays, de son patrimoine, et de ses valeurs sacrées, et ceci pour des strapontins de pouvoir.

J'exhorte les marocains à s'unir dans un même front. J'appelle l'armée de libération à sauvegarder sa dignité et sa haute considération et à rester fidèle à sa mission, celle de combattre l'ennemi, et à ne pas s'immiscer dans les conflits partisans et tout ce qui peut porter préjudice au peuple. L'armée de libération doit se prévenir et prévenir les éléments infiltrés en son sein alors qu'ils sont des agents partisans. L'armée de libération doit être vigilante, pour accomplir son devoir sacré, sinon ce sera la perte du pays et l'occasion que l'ennemi ne manquera pas d'exploiter pour dilapider les droits du peuple et de la patrie.

Ce qui nous pousse à dire tout cela, ce sont les informations qui nous sont parvenues dernièrement, affirmant que l'armée de libération intervient auprès des gens pour les amener à suivre les directives des chefs du parti de l'Istiqlal et à accepter leur politique de capitulation devant le colonisateur. L'action de ces chefs vise à occuper le peuple et à le détourner du Jihad qui est le devoir de tout marocain. Pour ce faire ils assassinent des gens innocents, et sèment la terreur. Ils dévalisent les gens, les exproprient et portent atteinte à leur dignité.

Nous appelons cette armée à être vigilante vis-à-vis des manœuvres des colonialistes et leurs valets infiltrés dans les rangs de l'armée de libération. Nous l'appelons à continuer le combat avec détermination jusqu'à ce que le dernier soldat étranger soit évacué de la terre patrie.

Que Dieu bénisse ceux qui combattent pour lui. Que les membres et les officiers de l'armée de libération sachent, que celui qui transgresse ces règles, et déborde par son action la sphère de sa mission, celle de combattre l'ennemi, comme celui qui s'immisce dans les guéguerres de partis sera comptable des ses actes devant le peuple et la Umma.

Que Dieu nous bénisse tous.

Le Caire, 2 juin 1956.

Mohamed Al Khattabi

بسم الله الرحمن الرحيم .

بسم إلى الشعب المغربي .

يعلم بعد هذا التكرم العظمى إلى الشعب المغربي الكريم أنه
 نظرًا إلى أن حزب الاستقلال معي بما يملك من وسائل لا يملكها إلا في ظل الفشل عند الاستعمار في المغرب ،
 ونظرًا لقيامه بأحداث الفتن وبكافة الأيدياء وأرواح المغالبيين الوطنيين المغاربة لا تذبذب القوي .
 معانفهم لسياسة معاداة الاستعمار التي فيها حزب الاستقلال ،
 ونظرًا لمواقفه على نهج المغرب بجبهة فرنسا بعيد وفق المغرب ولما لا يملك فيه أي طرفه في الوقت الذي يجاهد
 فيه المغرب للتخلص من الاستعمار والسيطرة الأجنبية ،
 ونظرًا لانحياز هذا الحزب من مبادئنا وأغراضنا وأهانتنا والحق السخ الكرم ،
 ونظرًا لمواقفه بت المبادئ والفاشية وسعيه سعيًا مخلصًا لحكم البلاد حكمًا ديمقراطيًا في الوقت الذي يصفد
 به نفوسه هذا من السلطان الأجنبي وبإستسلامه البلاد في الكوفة بعد أن تعاضد إلى نسم الحرية وبدأت
 للشعبان الحرية على الأوب، بفضل الدماء الزكية التي أهدت في سبيل الاستقلال ، ولقد كنا نحصل على حريتها
 وأستقلالنا وكأن سيادتنا لو لم يتهدد المهادون لأحيوتها وقد انقلب ، وقد هتفت الجزائر تطلق المستعمرات
 لا يظال وتعاسيه حساسية شديدة ،
 نظرًا لتصريحهم بأسس على المبادئ وتنازلهم أمواتنا في جبهة الفشل بأن واقفهم على سياسهم الاستعمار
 بسياسة زعيمهم تيمنا إلى الماظر وتعلق بالانكاديب كما يشرفه حين ذلكم " الآية 3 في تطيان من اجز أرقام
 هذه الجرائم كلها أمم للشعب المغربي الكريم ولأعدائنا في العالم الذين يعمقون على حركتنا الصغرية
 ن محمل من عيدياتكم الفتناء يبرقع إلى الله وأنتم من سياسة هذا الحزب المجهول بخائب جميع مواطنيه
 حطارة المحتجين إلى هذا الحزب التي أن يبادرنا بالانسحاب منه والتميز من سياسة لانه يعضر ضد صلته
 لبلاد ولنجلوسه من كراس الحكم والتأثير مع الاستعمار من سبغول بلادنا وهراننا وبهساتنا وجب منكم الفشل
 في جبهة واحدة ، وتدعو جهير الصغرى إلى أن يحافظ على شرفه والروح والى سمته ولا يرض من دائرة
 معه وهي فتل الحدف ، ولا يحس لنفسه أن يتدخل فيما يعود على الشعب بالصغرى من حازمات حزبية وأن
 يحذر العناصر التي تتدبر في شرفه وهي في ذلك، فعلى تسبعا إلى الحزبين وتفتاخر بصغراهم كاذبة ،
 جب على جهير الصغرى أن يظن بلهم بواجبه المفسر حق الفهم إلا تسبكون وبال على البلاد وروية للعدو
 بحيث لها يصدق الشعب والوطن ،
 ن الذي ن دعنا لغير هذا حوما وصلنا أعيرك من أن جهير الصغرى قد أعد يتدخل في حق الناس على ما
 رده فادة حزب الاستقلال من التدسوق إلى سياسهم الاستعمار ومعاداة العدو وبشغل الشعب نفسه من الجهاد
 لغيره على كل مغرب ولأجل هذا يظن الناس الأيدياء يوهبونهم فاعذ من شعر الأموال ومعتن بترانهم
 لنا تدعو هذا الديمير إلى أن يتبته للذ دنايس المستعمرين وأدناهم المغالبيين في صفوفه وأن يثبت على
 لكفاح حتى يجلو من أرض الوطن كمرجندى اجنوب ، ولخصن الله من بصران الله للذ مغرب - ولعلم من
 حد من ابتار وظهاظ أن كل من عالت هذه القواعد وفرغ من دائرة معته التي انشأ من أجلها وهي مظلة
 لعدو ، أو تدخل في المنازعات الحزبية المخطوة فإنه سيحاسب من قبل الشعب ولاية حسابا يناسب طبيعته والله
 والله يوفق الجميع .

الطاهرة في ١ يوليوز ١٩٦٦
 بسم الله الرحمن الرحيم
 محمد بن عبد الله
 (و)

إبراهيم - 102 أوله سنة 1925 الهجرات المحرم الحرام 1344

من الأمير عبد الكريم السلاطنة الجزائرية والتونسية أحيكاً سنة 1344 الهجرات باسم الشعب العربي القوام بنا هو في سحره وجاهده وراحمه كلمة الله ونهضة المسلمين.

إن الشعب العربي في جهاده والمفرد قد عاش ما عاشه من الهم والحرمان والحنايا بدون أن يتفكر همته أو تحرقه حتى يوه الله بقرض عبده. إذ حرر دول الأسيان الشرقية وخررها من أسيان مسيولته بأذيال الظفر والأظفار وما كادت جيوشنا المتكبرة تتخطى هذه الدول العجيبة وتستقر لشعبنا الأمان بالمعيشة والهدوء والسلام والآن كما يد على الاشتغال بالمشاكل والزراعة والصيد حتى قادت دولته العربية من الجاهلية والعتاة علينا الحرب شعاعاً في الكساح بلا دناءة ولجدة لجهادها اتخذت بدافع العصبة الدولية وعملاً بتفاهيد السياسة الأوروبية والقبيلة بوجوده بتأليب الدول الأوروبية على الأمم الإسلامية.

دولنا الجزائر وأسيانها قد اتفقتنا على أمرنا اليوم مشوا ما اتفقت من قبل دولتنا الأتليان والبلجيان والبريسين واليونان على خوانتنا الأتريكي واحتلال الأسيان من أزمير وكوكلاهية ولوريسية ومقاطعات أسيانها وكينكيا وناليبول وغيرهن وأرادوا أن ينظروا على دولتهم الإسلامية قضاء حرمها ولكن ليس إلا أن يتفكر أمانهم وينزل بصم الخسوف والدمار وتكلموا الكفر الأتريكي المذموم مظهر كمال وحكم شناعة الأمة وأخذ فيها دمه يده وحمل على الأعداء وحلقتهم فكسر شوكتهم فمكسمة مستعبد الاستقلال البلاد ومسترداً لأمة حريتها المقدسة.

وتعلمنا أيضاً أن لم تردها من خصصا وتعلمنا موطننا جسر وإن نرتد عن ذاتها حتى لا ينصنا من كفتنا وتكافأنا ما لم يكن لها من الحسبان ولكنها قد صمقت دولتنا أسيانها أو أن يستلحق بها دولنا الأجر ليس تأنيلاً من قبلنا بل صمقتاً على الدول التي نتمتع بها وقد رسمت سماتها وتعاليم التي منته على الأمة الأتريكية الكريمة بالعوز على الأعداء القديمين لا يزال عليها أن تنصنا على عاتقنا إذ ولتينا الجاهلية أن عزيمتنا لا يكون وشانها لا تزال وهو قد صمقت السنة على مناهجنا العقل حتى تنفذ النكار والدينا من الأذخار والأسيان العربية العظيمة بنا كفتنا لغزة الحرب والنصر والذخيرة مدة فكاكته منبذ كالملة.

عزوا ولا يشاء در الهم الذي إننا محارب جاك في الحرب أو رغبة في الصراف الأمان والآن كما كنا نجاهده سنم في الهم المبعثه نذكر الأعداء التي عرضنا بها عليها وأسيانها الاعتراض باستغلاسا جانا قتلنا بها قتلها وإن أينا بعدنا إذ على الساحة تدور الدائرة.

وأما أزعجة هاتين الدولتين رغبتنا في عقد العلم مما هي الأمانته ودمعة مسانيسية نتمسكنا بها لافاء تبعه تلتك عقد العلم على حانقنا والليل المرأى الغلام الأصابع والملاوعة امتيها اللتين قد تدمرتنا مما أنزلنا بها من الجحش والتكوير بها من الحرب التي الظهور فيها قدرتنا العظيمة وما سنا الشد يد تم انصنا لو كاشنا صا وحينما دعواهما لما كان نرى إلا أن تتابع سوق الجيوش وحقدتها على مدودنا كادنا نزيادة فازيد الله من يريد العلم لا يزيد الحرب وحسناً ولا يد أو ما ستمها من فلا من الغارات المتسفة وير مصعب الكبار التي على الصوفان والمدن السنية في النيل والنهر تنفق النساء والهيان الأمنين؛ سنا نتم أن صير يد العلم لا تكال في الحرق المروعة وتكون العلم نكاش من هذه التوسا بن نعتنا جوعاً يند عن العلم الخلق والاشتماع أن صير يهول ذك ويده على العلم المما هو الأنا في دمر الله.

ديا أيضاً المصلون التونسيون والجزائريون أن الأسيان تنطق علينا تعلمه صوان نرى لنا كرم يساقون قهراً محاربتنا كما أنه ينطق علينا أن نرانا على من لا جوارح عن استقلالنا أن شغاف في مساحة الصان مع خوانتنا في الجيش والدينا انصنا حانة والدينا ننتقم منها نهرنا حسراً والتفتت قطنا نوسنا كهداً لم يفلح العلم وجو - شربك مسان على مد اعتقد الجهاد جهنم خالون فيها وظف الله عبيد ولعد - الأية

ان أربعة اقسام من الجيوش التي هلك على حدودنا شاهرة السباع : وجوهنا هم من ابناءكم ايها الاخوان
اجامنا الواجب عليهم ان يتخلوا على اعدائنا العثمانيين المحققين لنا وكبر ويدموا ساكننا عليهم عليهم
بملا بما توجه من المحيية الاسلامية والعقيدة الجنسية والابا والامم النبوية الشريفة - الله عز وجل
كما يبين ان يشد بعض بعضا - الحمد لله

نعم لقد فر من الواجبة العرسية ملتحق اليها عدد غير من ابناءكم الجنود والقواد وبارزوا في المحيية
بالطواع في جوشنا وحاربوا وما زالوا يمارون معنا الاعداء بحاربة الاسود - اننا انتم ما سر الامة
الشرعية على هؤلاء الاباطال سائر القصة والسماحة المحمدية الزين يستفاد استعجم على ما ادرهكم في

جماعة التارخ نكر من ان تصنع الجيوش انما انكم بكم عبيد الامم الاسلامية ٧٧ يكون قديم وبعين اننا
لا نكر ذلك حاشا ولا انما نعتقد ان لا يجب اننا نكف بفر من ابناءكم المسلمين عن الانشاء والبناء
وال٧٧ كما عرفت ان اعدائنا هم اعداءكم : لاننا نكف عنكم ولكن عقيدة واحدة والنتيجة اننا نكف اعدائنا
في عهد سابق الا اننا لم نكف اعداءنا من قبل اننا في امة الاسلامية من عيشة الفول والاصواف
ونكف حركتنا واستقلالنا

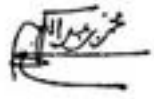
جدوة العرسية التي تجند اليها وكم يا بلجيم تسه فلي معنا فلتنا ما رغبنا فان تم لها وانعت عيشة
في حلات الحرب لاصم الله يضي مستعدا اولانا حتمنا ونقدوهم فيما يتكلموا انتم محمد تم من ما على
الانفصال عنها خلفنا من شيوخنا الاستعمار اهلها نكف فينا نفس فيما يتكلموا في ساعة الاعداء
الذين اولوا كبرنا وعلينا استملاكنا وكنكوا حرمنا وبننا ودينا انما يكون نفس ما قد فعلنا من يدان
البرية والتمكاد والسطوة ونكفي من حمارنا بعضنا بعضا ومن كل الاغناء كمن يصلي في حجب نفسه
بقضيب

ايها المسلمون الجزائريون والتم فسيون لقد امدت اليها صفتنا ووجدت عدة من باطن مكناص وركن
وتلقاها من غير هذان جودنا الغريب الا نفي من النظر والفرانك والبرية والسور والعرافة
والزكري والهند لتبلغنا نعمة الامم الاسلامية المحمدينا الربية وكوهة البناء قد تمنا من
بمعا ضدها بال٧٧ اعداءنا من اعداءنا من صفتنا الاسلامية استفتنا على اننا صفتنا
جائت على ايمانهم المحمدي التي ارسيت على قلوب الرعيين من جزير النسيم والما شان وادعواكم ان
تفتجروا بامرهم المحمدي وتوجدوا اليها وجودكم وتستطعوا احياءا والفتوى ليملوا في سبل مقادير
الشيخ الربيع وسائر رتبته في جهاده في الله من جهاده ربهما ككلمة العلياء انفا في الملة
الغيبية المشهورة

ايها المسلمون الجزائريون والتم فسيون لقد جاءت الساعة التي تعجب فيها الامم الاسلامية كاجد التوكل
انزال الامم واستعداد واستعداد هذه الغاير بهذه طرابلس الغرب وحررو بلجين وسوريا والعرافة
تخلفوا والتمسطين عليها وانفا في بلادها بما يكمل ان تسجد وان هاتم العرسية الساعفة وتفتقوا
معا نعتهم اليها حوالا اشدها العرسية كادنا فاحية ان دولة العرسية الجالية لم تزل من حين حرمها
من الحرب العامة صحتك القوي مشهورة الاركان جانا اننا اننا عليها جميعنا فنكون على انها
البرية والثانية وان سقها اذ اذك لا اتحادها وولت الايمان والامع عقدها وان نفس انبي
هاتين الدولتين هما حاكمتان لها وهاتم الحرب وان الجنود من ابناء الاعمال والزرايع الذين
ادتمهم بعمارنا كجزيرا من ابناءنا الا بربنا من اننا نكفنا لانهم ضد دولتها الرسيين
وكم يتوعدونهم بالانقلاب والكونة ان لم تعمدوا اليها بقلب الحرب وتغير العلم

وكما اننا نقتضوا ابريم في ارضي الغرب للمهاجرة في سبل استقلالنا فالامة الصينية التي تتجاوز
عدد نفوسها ٤٠٠ مليون نسمة قد انقضت حتى انفا في ارضي الشرق واستفدت الحسب انفا
تجرب فيها وانفا في كنفها المحمدي بلين من اجمع من عبيدنا ولتعدا حاشا ولنفر قومة البرد
وتغير على يد المسلمين القريبة العاقبة ونكفهم من بلادنا كبرنا الامم وهم من بعد
يا اخواننا الجزائريين والتوفيقين بعد ان وان قبيص نبرنا من ابناءنا استعمار الامم في فلسطين
صفتنا ولنفر بها ضدها بعضنا بعضا يسترد مجدنا وتستعيد استقلالنا ان الدنيا السعوية والجنة
تحت احوال الشرف
وتنكفي من حمارنا بعضنا بعضا وما من الاغناء جبا عاها الاعداء

و تدرا بنا و لنا الاستحقة بايديها على اعدائنا وليفتلنهم سلاحهم
وربكن عصبته واحدة النفوس على وحش الاعداء ليتصيح لنا تشكيل جهوريت صالحة تكون اركانها
جميع بلاد ايرانيا الشمالية
از جديكم احمراته هذه الكلمات بعد جها تنقذ و ذكرى لمن كان له قلب او نفس السمع وهو
شعيد والسلام على من اتبع الهدى وسيد المرشدين



A nos frères habitant le Maroc, l'Algérie et la Tunisie

Les héros du RIF ont repris la guerre contre leurs ennemis, les Espagnols et les Français. Certes, les Musulmans qui réunît la Société - l'Etoile de l'Afrique du Nord-, Marocains, Algériens et Tunisiens, ont accueilli avec allégresse et grande joie cette nouvelle. Ils saluent les victoires éclatantes remportées par les héros des tribus Andjera, Beni Khaled, El Ketama, Beni Aroua, Senhadja, Tazout et Beni Curiaque, espérant que Dieu fera couronner leurs opérations de succès et opérera par eux la libération du Maroc et son indépendance.

L'expérience que nous avons acquise de la dernière guerre et de la présente nous a appris que la guerre pour la cause de la liberté et de l'indépendance n'est pas chose facile, car cela demande des efforts loués, de grandes préparations intérieures et des secours matériels et moraux de l'étranger.

Que nos frères rifains comptent donc sur l'aide de tous les Musulmans de l'Afrique du Nord, car certes le Musulman qui néglige de venir en aide aux combattants ne trahit par seulement son devoir, mais encore son intérêt.

La victoire des Musulmans du RIF et des Djebala contre leurs ennemis consolidera une faiblesse qui attendra les forces de ceux qui nous ont imposé leur domination. Il sera alors facile aux Musulmans du reste du Maghreb, de l'Algérie et de la Tunisie de les combattre et d'échapper à leurs griffes. Tout musulman qui aide ainsi les Rifains prépare en même temps sa propre libération.

C'est pourquoi vous devez attaquer l'ennemi dans toutes ses forteresses, le troubler dans tous ses mouvements, l'empêcher de concentrer ses forces et l'obliger à les disséminer. De cette façon, vous l'affaiblirez et vous faciliteriez votre succès.

O Marocains, habitants des régions du Centre et du Sud. Ne vous battez point contre vos frères les Rifains, car ceux qui vous forcent à les combattre sont ceux-là mêmes qui ont été la cause de l'incendie de vos villages, qui chargent aujourd'hui vos épaules d'impôts exorbitants et qui vous jettent en prison. Unissez vous avec vos frères combattants et sachez que votre succès à tous contre vos ennemis, aussi bien Français qu'Espagnols, vous rendra votre liberté et vos terres qu'ils vous ont volées.

O Algériens et Tunisiens .

Reclamez vos droits; combattez pour la libération de nos meilleurs jeunes hommes qui sont emprisonnés pour avoir pris votre défense. Lutez pour l'obtention de votre liberté politique, l'amélioration de votre situation et pour obliger les colons à rendre ce qu'ils vous ont ravi. Dites à vos frères qui sont au service militaire de ne pas combattre leurs frères marocains. Obligez le Gouvernement à faire rapatrier les militaires tunisiens et algériens du Maroc. Mais vous combattez votre ennemi qui est le même ennemi que celui des Marocains, vous l'affaiblirez et vous défendrez en même temps vos frères Marocains et vous-mêmes.

O héros de la guerre au Maghreb .

Prenez garde aux promesses mensongères que vous font les officiers de renseignement et autres personnes au service de votre ennemi. Attention à la dénonciation qui ne vous rapportera aucun bien. Restez unis et solidaires dans l'intérêt de votre guerre d'indépendance. Créez un commandement énergique qui dirigera tous vos forces disséminées de crainte que votre ennemi n'ait profité et ne soumette vos tribus l'une après l'autre. Dépêchez vos émissaires dans toutes les régions du Maghreb pour que les autres tribus aient été mises au courant de votre lutte et rallient à vous. Communiquez à vos amis de Tanger vos victoires éclatantes publiées dans la presse mondiale, les public et l'Univers tout entier les constate, ce qui leur vaudra un grand encouragement pour ceux qui ont compris le devoir de vous aider. Ayez courage et ayez confiance en vous-mêmes, ô frères combattants. Certes vous

ne luttiez pas tout seuls, isolés de l'étranger car il y a tout près de vous, qui s'associent à vous dans votre lutte, toute l'Afrique du Nord musulmane et des milliers d'ouvriers français qui se plaignent du même ennemi dont nous gémissons vous et nous. Ils vous ont aidés dans votre dernière guerre. Nombreux sont pareils à ceux qui ont été emprisonnés pour vous avoir défendus et pour avoir défendu votre liberté.

Vivent les héros de l'Indépendance du Maghreb. Vive la lutte de tous les Musulmans de l'Afrique du Nord pour leur émancipation.

SOCIÉTÉ L'ÉTOILE NORD-AFRICAINE

نص رسالة الأمير إلى الجزائريين و التونسيين

اجدر اوط 1925 الموافق 26 محرم الحرام عام 1344

من الأمير عبد الكريم الى الأمة الجزائرية و التونسية أحيك ايها الأمة النبيلة باسم الشعب الربيعي الذي قام بتاضل في سبيل حريته و يجاهد وراء اعلام كلمة الله و نصرة المسلمين.

ان الشعب الربيعي في حمادة المقدس قد غان ما علاه من آلام الحروب و مصائبها بدون ان يحبط همته او يخر قواه حتى أيده الله بنصر من عنده و دمر دولة الأسيان الباغية و طردها من البلاد مسبوقة بأذيال اللذ و الانكسار وما كادت جيوشنا المظفرة لسحق هذه الدولة اللثيمة و ينسئ لشعبنا الأخذ بالمعيشة في الهدوء و السلام و الانكباب على الاستعمال بأشغاله و زراعة اراضيه حتى قامت دولة الفرنسيين الجائرة و اغارت علينا الحرب طمعا في اكتساح بلادنا و لجدة لجارتها المحنولة بدافع العصبية المثلبة و عملا بتفاهد السياسة الاروروبية القاتلة بوجود نائب الدول الامبرغية على الأمم الاسلامية.

فدولنا فرنسا و اسبانيا قد انتفتا على أمرنا اليوم مثل ما انتفتت من قبل دولة الانكليز و العتليان و الفرنسيين و اليونان على اخواننا الأتراك و احتلوا الأستانة و إزمير و كوتاهية و بورسة و مقاطعات أاليا و كيليكيا و غاليبولي و غيرها و اردوا ان يفضوا على دولتهم الإسلامية قضاء ميرما و لكن أبن الله إلا أن يبسط آمامله و يتزل بين الحسفت و النمار فظهر البطل التركي المقدم مصطفي كمال و ضم الشتات الأمة و أخذ قيادتها بيده و حمل على الأعداء حملته فكسر شوكتهم شر كسرة مستعيدا استقلال البلاد و مسزدا للأمة حريتها المقدسة.

فلعلنا ايها ان لم ترجعا عن غيبنا و تخليا موطننا فسوف لن نرتد فقلنا حتى نذيبها من بطشنا و نكالنا ما لم يكن لها في الحسيان فكما قد صفحتنا دولة اسبانيا اولا فسلمحق بها دولة الافرنسيس لأنها متزئين بها معا بحول الله و قوته شر الهزيمة و افضح الخذلان فقدرته سبحانه و تعال التي منت على الأمة الزكية الكريمة بالنور على اصحابها العديدين لا يعز علينا ان نصرنا على هاتين الدولتين الجائرتين إن عزم امتنا لا بكل و ثباتها لا يتزلزل وهي قد صفحت النية على متابعة القتال حتى نتقد البلاد و لدينا من الذخائر و الآلات الحربية العصرية ما يكفينا لشن غارة الحرب و احرام نارهها مدة ثلاث سنين كاملة.

هنا ولا يتبادر الى الذهن اننا نحارب حبا في الحرب او رغبة في اهراق الدماء كلا ثم كلا و شاعده شروط الصلح للمعتادة كل الاعتدال التي عرضنا بها عليها و اساسها الاعتراف باستقلالنا. فان قبلنا بها فلها وان ابنا فعليها اذ على الباغي تدور الدائرة

واما اذاعة هاتين الدولتين رغبنا في عقد الصلح فما هي إلا مهائلة و دسيمة سياسية تتوسلان بها لإلقاء تبعه ثلاثي عقد الصلح على عاتقنا و لتضليل الرأي العام الإسلامي و محادمة امتيها اللتين قد تدمرنا عما اردنا بها من البطش و التشكيل فهاته الحرب التي اظهرنا فيها قدرتنا العظيمة و بأسنا الشديدم ثم ايها لو كانتا صادقين في دعواهما لما كنا نرى الآن تتابع سوق الجيوش وحشدها على حدود بلادنا زيادة فلنجد ان من يريد الصلح لا يزيد الحرب وطميسا ولا يندق

باستعمال قبائل الغزات الخنفة و برما بالعليارات على الأسواق و المدن السلمية في الليل و النهار قتل النساء و الصبيان الآمنين في مساكنهم إن من ريد الصلح لا يتكلم على حرق المزروعات و قتل الأعمام طنا منه ان هذه الوسائل تبيتنا جوعاً فندعن الى الخضوع و الاستسلام ان من يفعل ذلك و يدعي انه ريد الصلح فما هو إلا كاذب و مرآني.

يا أيها المسلمون التونسيون و الجزائريون ان الأمر الذي يشق علينا تحمله هو ان نرى ابناءكم يساقون فهرا هاربتنا كما انه يشق علينا ان نرانا ملزمين لأجل الدفاع عن استقلالنا ان نتقابل في ساحة القتال مع اخواننا في الجنس و الدين اها حالة و الله لتفتنع منها نفوسنا حسرا و لتنتفت منها نفوسنا كذا ألم يقل الله عز وجل - ومن يقتل مؤمنا متعمدا فجزاؤه جهنم خالدا فيها و غضب الله عليه و لعنه - الآية.

ان أربعة احساس الجيوش التي هي على حدودنا شاعرة السلاح في وجوها من ابناءكم ايا الإغوان ألما من الواجب عليهم ان ينقضوا على اعدائنا المشركين المظلمين لنا و لكم و يدبروا سلاحهم عليهم عملا بما توحى به الحمية الإسلامية و الغيرة الجنسية و اتباعا للأوامر النبوية الشريفة- المؤمن للمؤمن كالبنان يشد بعضه بعضا الحديث.

تم لقد فر الواحة الفرنسية ملتحقا بنا عدد كبير من ابناءكم الجنود و القواد و يادروا في الحين بالتطوع في جيوشنا و حاربوا و مازلوا يحاربون معنا الأعداء بخارية الأسود. ابي التي باسم الأمة الريفية على هؤلاء الأبطال مثال الهمة و الشجاعة المحمدي الذين سيخلد اسمهم على امد الدهر في صفحات التاريخ تكريما لصنيعهم الجليل الذي لا تقابلهم عليه الأمم الإسلامية الا بكل تقدير و لمجد انا لا ننكر ذلك حاشا و كلا لانا نعقد انه لا يجب ان يتخلف فرد من أفراد ابناء المسلمين عن الاضام البنا و الاتحاد معنا. ان في هلاكنا هلاكهم و في خلاصنا خلاصهم فلنكن عصبة واحدة و لنتكلف تكلف اجدادنا في عهد سابق الإسلام فخيرة الأعداء فسوفق لإنقاذ امتنا الإسلامية من عيشة اللل و الهوان و نال حرقتنا و استقلالنا.

فدولة الفرنسيين التي تجند اليوم ابناءكم بالجبر و تسوقهم لمقاتلتنا بالرغم منهم فإن تم لها و تغلبت علينا في هاته الحرب لا سيج الله فهي ستجند غدا اولادنا حنا و تقودهم هاربتكم اذا اتم عدمهم يوما ما على الانتفاض علينا تخلفا من تيرها الاستعاري الهالك فكفى بنا نقسم فيها أيضا في طاعة الأعداء الذين اذالوا كبارنا و سدوا مسلكاتنا و هتكوا حرمة ديننا و ديننا فكفى كفى ما قد حل بنا من وبال التفرقة و التباين لتنعظ و تنهي من محاربة بعضنا بعضا و من قتل الاخ اخاء كن يسعي في حنق نفسه بظلمته.

ايها المسلمون الجزائريون و التونسيون لقد اوفدت الى عاصمتنا فود عديدة من فاس و مكناس و مراكنس و تطاون و من غيرها من مدن المغرب الأقصى و من التطر الطرابلسي و المصري و الفلسطيني و السوري و العراقي و التركي و الهندي لئيلعنا نة الأمم الإسلامية بجمهوريةنا الريفية. و كل هذه البلاد قد قامت بمعاهدتنا بالإعفاف المادي والمعوي و دليلا على علو همتهم الإسلامية الشائعة و على اخلاصهم لحونا فالتى على اعاملهم المحمدي التي ارتستت على قلوب الريفين بجزيل الشكر و الامتنان و ادعوكم ان تفتنوا باثرهم المحمود و توفدوا البان و فودكم و تستبهبوا احياء القلوب

ليعملوا في سبيل معاوية الشعب الرضي وموازرتة في محماده في الله حق محماده رغبنا لكلمته العليا وانقادنا للملة الحبيبة المضطهدة.

ايها المسلمون الجزائريون والتونسويون لقد جاءت الساعة التي يهب فيها الامم الإسلامية كافة لتعظم اخطال الاستبعاد ولتستعيد مجدها العابر فهذه طرابلس الغرب و مصر و فلسطين و سوريا و العراق كلها تنفض لطرده المتسلطين عليها وانقاد بلادها فهلا بكم ان تستفيدوا من هاته الفرصة الساحقة و تهبوا معنا بفضة النضال الأشداء لتحرير بلادنا فاطمة. ان دولة الفرنسيين البالية لم تزل من حين غروبها من الحرب العامة بمنحكة القوى مضعضعة الأركان فإنا اذا تكلمنا عليها جميعا فستكون عاقبتها الهزيمة و التلاشي و ان ينفذها الا ذلك لا التحاد مع دولة الامسيان و لا مع غيرها وان نس أمتي هاتين الدولتين هما معاكستان لها في هاته الحرب و ان الجهود من ابناء العمال و الزراع الذين أوتى بهم محاربتنا لكثيرا ما يلتجئون اليها و لا يريدون مقاتلتنا الى ايقاف الحرب و تقرير الصلح.

وكذا اتنا ايضا اليوم في الفص الغرب للمعاهدة في سبيل استقلالنا فالامة الصينية التي يتجاوز عدد نفوسها 400 مليون نسمة قد انضمت هم ايضا في الفص الشرق واملشتت الحسام ابناءه تحرير نفسها وانقاد وطنها المحبوب فلنكن نحن وام الشرق عصبة ونبوحد اعمالنا ونتم فومة الفرد فنضرب على يد للتسيطين الضرية القاضية ونطردهم من بلادنا طردا لا مرد لهم من بعده.

فيا اخواننا الجزائريين و التونسيين فلقد آن لوان تخليص نفوسنا من نير الاستعمار الفرنسي . فلنستفز همنا و لنم بمعاونة بعضنا بعضا فنسترد مجدا و نستعيد استقلالنا ان اليمن المعأونة و الجنة تحت ظلال السيوف و لننسي من محاربة بعضنا بعضا و من قتل الاخ اعاه دفاعا عن الأعداء.

ولتدر ابدؤا الأسلحة التي بأيدينا على اعدائنا و ليقفواهم بسلاهم.

ولكن عصبة واحدة لتقوى على دحض الأعداء و ليتبأ لنا لشكيل جمهورية محصنة تكون اركانها جميع بلاد افريقيا الشمالية ارف اليكم اعوالي هذه الكلمات لعل فيها نصرة و ذكرى لمن كان له قلب او نبي السمع وهو شهيد و السلام على من اتبع طريق الهدى وسبيل الرشاد.

محمد بن عبد الكرم وعائلته فيها

محمد بن عبد الكرم الخطابي

كان له الله

(منشور وجد في مدينة بجاية ديسمبر 1925)

ارشيف داكس روفنس ملف 9 14^H)

-1-

L'EMIR ABDELKRIM ET LA GUERRE DU RIF.

La lutte d'Abdelkrim eut un grand retentissement dans tout le Maghreb arabe. En 1925 il adressa un ultime appel aux peuples algériens et tunisiens. L'Emir appelle tous les patriotes à briser les liens de l'esclavage, à chasser les oppresseurs et à libérer leur territoire. Abdelkrim rendit hommage à l'oeuvre de Bartolomeo Kessel, et à la révolution chinoise, il appela les Musulmans et les peuples d'Orient à s'unir face aux colonialistes et aux oppresseurs (voir le texte de cet appel en arabe). Les rapports suivants des administrateurs français content l'aspect de la guerre du Rif sur l'opinion publique algérienne.

RAPPORTS DE L'ADMINISTRATION FRANÇAISE.

A Djidjelli, écrit le Commissaire de police, "les indigènes suivent avec beaucoup d'attention la question du Maroc." Ils commentent les nouvelles succès riffsains et l'on a l'impression très nette, malgré leurs exclamations de loyalisme, que leurs sympathies ne vont pas à la France. "Toutefois, les allées et venues au Maroc de nos grands chefs militaires ne les laissent pas sans réflexions".

A Saïda, "le retard apporté dans les opérations militaires contre Abdelkrim et les crises de paix faites faites " à ce dernier, ont causé un certain malaise. Notre prestige en souffre dans les milieux indigènes où, à plusieurs reprises, ont couru les bruits les moins fondés : "près de Fas et de Taza, défaite de nos troupes, etc... "Toutefois, aucun incident ne s'est produit, et la calme demeure absolu".

- 2 -

Au Tâlagh, l'Administrateur signalait, fin juillet, que les indigènes ne préoccupaient du grand nombre de blessés qui auraient été évacués sur Tiemoen. "Nos administrés ne doutent pas du succès final de nos armes, mais ils sont persuadés de l'appui que trouverait Abdelkrim auprès de Berlin, de Moscou, et de Ankara, dont ils se sont tentés de s'imaginer l'importance et l'efficacité."

Dans la région de Bordj-Bou-Oreridj, personne ne croit à la victoire des Riffains. Personne ne le souhaite. Mais la résistance opposée par les marocains est considérée, avec quelques satisfactions, comme une indication de leur force.

A Aïn-El-Ksar, les indigènes commencent à s'étonner de la longue résistance d'Abdelkrim et en conçoivent "une haute idée de sa puissance".

Analysant l'état d'esprit de ses administrés, l'Administrateur de Beni-Kansour formule les observations suivantes : "Il n'est pas douteux que les échecs que nous avons éprouvés au début, grossis par l'imagination populaire, ont réveillé, chez un certain nombre de nos sujets musulmans, l'espoir d'une résistance de l'Islam. Cet espoir n'est caressé qu'avec prudence, et la plupart n'osent même pas le formuler, parce que la méfiance règne en souveraineté dans un pays où la trahison est devenue courante. Mais il serait vain de vouloir s'illusionner sur les véritables sentiments des populations rurales. Elles nous restent sournoisement hostiles et leur "loyauté", ou plutôt leur résignation, est faite d'un mélange de fatalisme et de la certitude de notre force".

Rapports du 1^{er} Octobre 1925
dans Archives Aix
carton 11 H 47

Voir aussi en annexe deux chants de patriotisme riffains repris par les nationalistes du grand Maghreb le premier "Chant du Héro du Rif" écrit par le poète palestinien Ibrahim TAMKAN, le second "Chant de la Bataille" recueilli chez les étudiants Tunisiens.

PROCLAMATION N°1 DE L'ARMÉE DE LIBÉRATION DU MAGHREB ARABE

Peuple nord africain

L'Armée de libération Nord Africaine, constituée par l'ensemble des mouvements de résistance d'Afrique du Nord a engagé la lutte historique contre l'envahisseur étranger en déclenchant des opérations communes.

Le commandement de l'Armée de libération, véritable émanation des mouvements de résistance Nord Africains, tient à proclamer solennellement tant auprès de l'opinion du Peuple Africain qu'auprès de l'opinion mondiale :

Qu'il mènera la lutte jusqu'à la réalisation de l'Indépendance totale des pays du Maghreb et le retour du sultan Sidi Mohamed Ben Youssef sur son trône.

Qu'il ne se considérera comme nullement lié par tout accord passé ou futur ne réalisant par l'objectif précédent.

Qu'il considérera comme ne représentant qu'elle-même toute personne s'étant mise ou se mettant en contradiction avec les objectifs poursuivis par l'Armée de libération et qui symbolisent les Aspirations réelles du peuple Nord-Africain.

Patriotes maghrebins

L'Armée de libération, convaincue que la voie choisie étant la seule susceptible de réaliser nos objectifs sacrés, peut affirmer qu'après une longue préparation, elle possède désormais les moyens nécessaires pour mener une lutte victorieuse.

Le commandement de l'Armée de libération

Publiera périodiquement des communiqués émanant de son État-Major installé à l'intérieur du pays

Fait appel à tous les patriotes pour que notre lutte soit une lutte organisée et les met en garde contre les fausses rumeurs que notre ennemi ne manquera certainement pas de faire circuler dans le but évident de discréditer le caractère sacré de notre combat et de créer une confusion propice à l'accomplissement de ses noirs desseins.

Invite les patriotes tout en cherchant la destruction de toutes les forces du colonialisme, à ne pas imiter ses méthodes criminelles, et à épargner les enfants, les femmes et les invalides selon les prescriptions de notre sainte religion.

Demande aux Etrangers résidant en Afrique du Nord d'observer pour le moins la plus stricte neutralité dans le conflit qui nous oppose au colonialisme français.

Patriotes maghrebins

L'Armée de libération, votre Armée, fière des traditions héroïques de nos grands combattants Nord-Africains, fidèle à la mémoire de nos dizaines de milliers de martyrs, vous invite au grand combat sacré qui doit mener le peuple Nord-Africain vers une ère de dignité et d'honneur

Armee de liberation du maghreb

(Mouvement de Résistance Marocaine, Front de Libération Nationale Algérien)

Le 3 octobre 1955

EXTRAITS BIBLIOGRAPHIQUES

DE LA BIBLIOTHEQUE DE LA FONDATION DU ROI ABDELAZIZ AS SAOUD (CASABLANCA)¹.

44 AFAILAL (Thami), « Abdelkrim, grandeur, misères, exil et mort », in *Le Journal*, n° 93, semaine du 23 au 29 octobre (1999), p. 6 FRA, BNRM.

53 AGOUMI (Taoufik), « Quatorze ans de résistance dans la région de Taza », in *Le mémorial du Maroc*, collection dirigée par Larbi Essakali, préface de Henri Maurin. – [S.l.] : Ed. Nord organisation, cop. 1981-1985, vol. 5, pp. 134-145 : ill. Contient : « La résistance dans le Rif » (pp. 139-141).

109 ALMUIÑA FERNÁNDEZ (Celso), « El desastre de Annual (1921) y su proyección sobre la opinión pública española », in *Investigaciones Históricas: Época Moderna y Contemporánea* (Valladolid), ISSN 0210-9425, n° 8 (1988), pp. 181-245. BNE, BNF.

118 ALTUMA, « Les événements du Rif et la Tunisie », in *Renseignements Coloniaux: Supplément à l'Afrique Française*, n° 6 bis (1925), pp. 227-233.

BNRM, BNF

140 AMILHAU (Amélie), « Abdelkrim Al Khattabi, le héros retrouvé », in *Le Journal*, ISSN 1114-3576, n° 336, 9-15 février (2008), pp. 56-57. FRA.

149 ANIS (Mohamed Ahmed), « Abd el-Krim et l'Egypte » / [trad. de l'arabe par Abderrahman Yousoufi], in *Abd el-Krim et la République du Rif: Actes du colloque international d'études*

1. Avec l'aimable autorisation de M. Mohamed Sghir Janjar.

historiques et sociologiques [tenu à Paris] du 18 au 20 janvier 1973. – Paris : F. Maspero, 1976, pp. 398-401. FRA, BNRM, BNF, BNE.

154 Aourid (Hassan), « Les sources du nationalisme marocain à la lumière de la guerre du Rif », in *Aux sources de la guerre d'Algérie : d'une guerre mondiale à l'autre, les sociétés d'Afrique du nord entre illusions et désillusions: actes de la journée d'études, 14 octobre 2015* / [organisée par la Fondation pour la mémoire de la guerre d'Algérie, des combats du Maroc et de Tunisie]. – Paris : Riveneuve édition, DL 2016. – (Cahiers pour la mémoire de tous et la mémoire de tout).

185 AROIAN (Lois A.) & MITCHELL (Richard P.), *The modern Middle East and North Africa*. – New York: Macmillan, cop. 1984. – 455 p. Contient : « Morocco and resistance to Franco-Spanish rule » (chap. 14, pp. 257-262). Réflexion sur la "République du Rif" et sur le mouvement national marocain et son opposition à la présence coloniale. FRA.

237 AYACHE (Germain), *La guerre du Rif*. Ouvrage publié par Evelyne-Myriam Ayache. – Paris: L'Harmattan, 1996. – 257 p. – (Histoire et perspectives méditerranéennes / dir. par Jean-Paul Chagnollaud).

Fait suite à l'étude du même auteur : Les origines de la guerre du Rif. S'appuyant sur des sources variées et inédites, ainsi que sur les témoignages des survivants de la guerre, l'auteur reconstitue l'histoire dans le but de faire comprendre et expliquer clairement un événement travesti aussi bien par les interprétations coloniales, que par le mythe qu'il est devenu pour les mouvements de résistance à la colonisation.

FRA, BNF

238 ----- « Les implications internationales de la Guerre du Rif, 1921-1926 », in *Hespéris-Tamuda* (Rabat), vol. XV (1974), pp. 181-224.

Egalement dans *Etudes d'histoire marocaine*, 2^e éd., Rabat : SMER, 1983, pp. 349-388. 1^{re} éd., 1979. Démontre comment la guerre du Rif, événement inconcevable à l'époque, a surpris le monde

en faisant perdre la face à l'Europe et comment cet événement a été accueilli par la diplomatie internationale. FRA, BNRM, BNF, BNE.

239 ----- Les origines de la guerre du Rif. – Rabat : SMER, DL 1990. – 372 p. : ill. + (cartes). – (Nouvelle collection Atlas / dir. par A. Khatibi).

A l'origine, Th. doct. Etat: hist.: Sorbonne, Paris I :1979, 375 p. – Publié également en coédition avec Les Publications de la Sorbonne, Paris, cop. 1981, 374 p.+ cartes.

« Tirer de l'oubli la Guerre du Rif par le moyen d'un récit neuf et plus conforme à la réalité, tel est l'intention de l'auteur. Partant de ladite guerre comme évènement à comprendre, il se propose de dissiper la nuée d'idées fausses qui obscurcissent l'histoire du Maroc et celle du Rif. Aussi l'auteur revient-il sur le passé proche et lointain de ce Maroc et de ces Rifains pour un lucide réexamen et une systématique remise en cause. C'est donc une redécouverte de l'histoire et de la société du Maroc et du Rif qui permet de rechercher les origines réelles, logiques et intelligibles de la guerre du Rif ».* C.R., in *The Middle East Journal*, autumn (1983), p. 689.

* C.R. de M'hammad Benaboud, « Reflections on the origins of the War of the Rif », in *Revue d'Histoire Maghrébine*, no 27-28 (1982), pp. 380. * C.R. de David M. Hart, in *Bulletin (British Society for Middle Eastern Studies)*, vol. 11, n° 1 (1984), p 80-86.

* « Un livre pour comprendre le Maroc et son histoire : "Les origines de la Guerre du Rif" de Germain Ayache », note de lecture de Simon Levy, in *Hespéris-Tamuda*, vol. 22 (1984), pp. 119-141; traduit en arabe par Abū Bakr Al-cAchchāb, in *Revue Dar al-Niaba*, n° 28 (1991), pp. 5-16.

* C.R. de James J. Cooke, in *The American Historical Review*, vol. 90, n° 2 (1985), p. 470. * C.R. de C. R. Pennell, in *International Journal of Middle East Studies*, vol. 16, n° 3 (1984), p 40941- * C.R. de Kenneth J. Perkins, in *Middle East Studies Association Bulletin*, vol. 18, n° 1 (1984), p. 60-61.

FRA, BNRM, BNF, BNE.

REPÈRES CHRONOLOGIQUES

María Rosa de Madariaga

1882- Naissance de Mohamed ben Abd-el-Krim Al Khattabi à Ajdir (Rif, Maroc).

1902-1904- Études à l'Université d'al-Qarawiyyine de Fès.

1907- Professeur d'arabe à l'école fondée par les Espagnols à Melilla pour les enfants des Marocains établis dans la ville ; écrit une chronique quotidienne en arabe dans *El Telegrama del Rif*.

1910- secrétaire-interprète au Bureau central des affaires indigènes à Melilla.

30 mars 1912- Signature du traité franco-marocain du protectorat

27 novembre 1912- Signature du traité franco-espagnol fixant la situation de l'Espagne et de la France au Maroc.

Juillet 1913- Juge (*cadi*) du Bureau central des affaires indigènes, puis premier juge (*qadi al-Qoudat*) de Melilla.

Février 1914- Professeur de *chelha* (langue berbère) à l'académie d'arabe de Melilla.

Septembre 1915- Emprisonné à Melilla, accusé de soutenir l'action des agents pro-allemands qui travaillent pour la cause germano-turque dans le Rif ; il est démis de ses fonctions de *cadi*.

Novembre 1915- Procès et maintien en prison malgré son acquittement par le juge.

Août 1916- Mise en liberté après que son père s'est engagé à reprendre sa collaboration avec les Espagnols.

Mai 1917- Il est rétabli dans son poste de *cadi*.

Décembre 1918- Rejoint sa tribu et refuse de poursuivre sa collaboration avec l'Espagne.

Février 1920- Se rallie au mouvement de résistance rifain.

Juillet 1921- Déroute espagnole d'Anoual et écroulement des postes militaires de l'occupant dans le Rif oriental .

16 Août 1921- Appel aux peuples Algérien et Tunisien à la solidarité dans la lutte contre l'occupant étranger.

Juillet 1923- Proclamation de la République du Rif.

Septembre 1923- Instauration de la dictature du général Primo de Rivera en Espagne.

Avril 1925- Attaque des forces rifaines d'Abd-el-Krim contre la tribu de Beni Zeroual sur le fleuve Ouergha et déclenchement des hostilités avec la France.

Juin-Juillet 1925- Conférence franco-espagnole à Madrid pour une intervention militaire conjointe dans le Rif.

Septembre 1925- Débarquement des troupes espagnoles à la baie d'Alhoceïma.

2 octobre 1925- Investissement par les troupes espagnoles d'Ajdir, capitale de l'État rifain.

Avril-Mai 1926- Conférence d'Oujda entre une délégation franco-espagnole et une délégation rifaine ; échec des négociations et reprise des hostilités.

27 mai 1926- Reddition d'Abd-el-Krim aux autorités françaises

Août 1926- Abd-el-Krim part en exil vers Marseille avant de rejoindre l'île de la Réunion en octobre.

Avril 1947- Discours de Mohamed V à Tanger sur l'indépendance du Maroc.

Mai 1947- S'évade à Port Saïd (Egypte) du bateau qui le ramenait en Europe et demande l'asile politique au gouvernement égyptien.

Décembre 1947- Il est nommé président du Comité de libération du Maghreb arabe au Caire.

2 mars 1956- Octroi de l'indépendance au Maroc par la France.

7 avril 1956- Octroi de l'indépendance au Maroc par l'Espagne.

Annexes

Janvier 1960- Rencontre Mohamed V en voyage officiel en Egypte. Refuse de retourner au Maroc tant que des troupes étrangères y demeureront.

6 février 1963- Meurt au Caire où ses restes reposent toujours.